

صكنا من الاجل

Le Monde diplomatique

Le Monde



15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15
QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14405 - 6 F
MARDI 21 MAI 1991
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNIE

M. Lech Walesa en Israël

ATTENDU lundi 20 mai en Israël pour une visite de quatre jours, le président Lech Walesa va avoir une occasion historique de dissiper la désastreuse réputation d'antisémite qu'il s'est acquise en Occident depuis la campagne électorale de l'automne dernier.

Paradoxalement, cette image est plus prononcée dans certains pays occidentaux, comme la France, qu'en Israël. Il ne s'est trouvé, par exemple, qu'un seul député israélien pour s'opposer au fait que M. Walesa soit invité à parler devant la Knesset, un honneur seulement réservé jusqu'ici à quelques chefs d'Etat, dont MM. Sadate et Mitterrand.

M. Walesa, qui a pris conscience tardivement des dégâts causés à l'étranger par les dérapages de la campagne électorale, ne ménage pas ses efforts, depuis, pour tenter de corriger le tir. Il multiplie les propos conciliants à l'égard du peuple juif, encore qualifié de « peuple plein de ressources et de sagesse » dans une déclaration que le chef de l'Etat polonais a faite à la presse avant son départ pour Tel-Aviv.

JUSTE avant un important voyage aux Etats-Unis, en mars, où il pouvait s'attendre à essuyer les reproches des représentants de la communauté juive, M. Walesa a pris l'initiative de créer dans son pays un « conseil pour les relations polono-juives », composé d'intellectuels juifs et de catholiques polonais. En Amérique, il a à peu près réussi à convaincre une délégation de la communauté juive de sa bonne volonté, et a également reçu à Paris les représentants des juifs de France, auxquels il a promis d'œuvrer pour éclairer les mémoires catholiques polonaises sur le drame de l'antisémitisme.

Mais au-delà de la personnalité de M. Walesa, qui, si l'on en croit ses anciens conseillers d'origine juive, n'est pas lui-même antisémite, cette première visite d'un chef de l'Etat polonais en Israël est hautement symbolique. La Pologne comptait en effet avant la guerre plus de trois millions de juifs, dont la quasi-totalité furent exterminés dans les camps de concentration nazis, notamment en territoire polonais - où disparurent également quelques millions de Polonais non juifs.

POUR les quelques dizaines de milliers de juifs polonais qui avaient survécu à l'Holocauste, le cauchemar ne devait pas s'arrêter là : de nouveaux pogroms, juste après la guerre, en chassèrent une partie ; enfin, la campagne antisémite lancée en 1968 par le Parti communiste provoqua une nouvelle vague d'émigration, ce qui explique qu'il ne reste aujourd'hui en Pologne que quelques milliers de juifs. La question reste hautement sensible, comme en a témoigné l'affaire du carnage d'Auschwitz.

M. Walesa a été précédé en Israël par deux autres dirigeants des nouvelles démocraties d'Europe centrale, le président Havel, de Tchécoslovaquie, et le premier ministre hongrois, M. Jozsef Antall, la semaine dernière. Pour cette région, où l'antisémitisme, enfoui sous des décennies de communisme, est un problème qui reste à résoudre, la normalisation des relations avec Israël est aussi un passage obligé de l'ouverture sur l'Occident.

M0147 - 0521 0 - 6.00 F
RI

A 95 % favorable à l'indépendance

Le vote croate accroît le risque d'éclosion de la Yougoslavie

La Croatie a voté massivement - à près de 95 % - dimanche 19 mai, en faveur d'un Etat « souverain et indépendant » libre de s'associer aux autres Républiques de la Fédération yougoslave. Environ 70 % des 3 600 000 électeurs inscrits ont pris part à la consultation, boudée par la minorité serbe (11 % de la population), qui, le 12 mai, avait voté en faveur d'un rattachement à la Serbie. Le scrutin de dimanche accroît les risques d'éclosion de la Fédération au moment où les Etats-Unis ont suspendu leur aide à Belgrade.

BELGRADE
de notre envoyé spécial

Les résultats pratiquement définitifs du référendum qui s'est déroulé, dimanche 19 mai, en Croatie ne constituent pas une surprise : près de 95 % des votants se sont prononcés en faveur d'une « République de Croatie souveraine et indépendante » qui puisse s'unir librement avec d'autres Républiques du pays dans une « alliance d'Etats souverains ».

En d'autres termes, les électeurs ont dit « oui » à la transformation de la Yougoslavie en une confédération, et ont rejeté le modèle de fédération centralisée défendu notamment par la Ser-

bie. Selon le président non communiste de Croatie, M. Franjo Tudjman, le résultat du scrutin a montré « à la Yougoslavie et au monde entier la volonté des Croates d'être maîtres chez eux ».

Il a répété qu'il ne s'opposait pas à cette fameuse alliance d'Etats souverains, mais qu'il l'acceptait à condition que la Croatie jouisse d'une reconnaissance internationale et qu'elle ait le droit de mettre sur pied ses propres forces armées. Si cette solution se révélait impossible, la Croatie, a-t-il dit, ne pourrait que réclamer « sa totale indépendance ». Environ 70 % des inscrits ont pris part au vote.

ALAIN DEBOVE
Lire la suite page 4

Pour l'instant à l'abri d'une mise en minorité

M^{me} Edith Cresson va présenter au Parlement les « grandes lignes » de son programme

M^{me} Edith Cresson a indiqué, dimanche soir, au cours de l'émission « 7 sur 7 » sur TF 1, qu'elle exposerait les « grandes lignes » du programme d'action qu'elle envisage de conduire pour donner un « nouvel élan » au pays dans la déclaration de politique générale, sans vote, qu'elle fera mercredi 22 mai à l'Assemblée nationale.

Le nouveau premier ministre a manifesté la

volonté, dans la perspective du marché unique européen de 1993, de mettre la France « à égalité avec l'Allemagne » sur le terrain industriel.

Elle a annoncé de « nouvelles méthodes de travail » à l'intérieur du gouvernement en mettant en avant sa volonté de rapidité : « La modernité, a-t-elle notamment déclaré, c'est l'efficacité. »

par Alain Rollat

M^{me} Edith Cresson, en quatre jours, a déjà réussi à imposer un ton et un style. Elle veut bousculer les choses, aller vite en besogne. « Il faut que ça change », « il faut que ça bouge ». Son langage est simple, direct, « tonique », selon l'expression de M. Pierre Mauroy. Elle se soucie comme d'une guigne des susceptibilités des uns ou des autres. Elle dira ce qu'elle pense comme elle le pense et tant pis si elle frôle la gaffe comme elle l'a fait quand elle a déclaré au Journal du dimanche qu'elle n'avait « rien à dire » de la Bourse. Tout cela est plutôt rafraîchissant.

Lire la suite page 5
et nos informations page 5, 6 et 13



Un entretien avec le premier ministre hongrois

« Nous adaptons notre économie et nos mentalités en vue de notre adhésion à la CEE vers 1997-1998 », nous déclare M. Jozsef Antall

Attendu à Paris mardi 21 mai, le chef du gouvernement hongrois, M. Jozsef Antall, fait le bilan d'un an de transition.

BUDAPEST
de nos envoyés spéciaux

« Un an après l'instauration de la démocratie parlementaire, les Hongrois sont, d'après plusieurs sondages, les plus désillusionnés de l'ancien bloc socialiste. Le taux de participation aux dernières élections législatives partielles était inférieur à 25 %. Cette désaffection vous inquiète-t-elle ? »

« C'est vrai, l'état d'esprit et la confiance de la population ne sont pas au plus haut. Mais ce n'est pas

aussi simple que le disent les sondages. En Hongrie, les transformations sont le fruit d'une longue période de négociations, au cours de laquelle la dictature communiste était plus atténuée : les foules n'ont pas vécu cette époque comme une ère de bouleversements révolutionnaires et ont simplement assisté aux changements opérés grâce à l'action de divers groupes intellectuels et politiques. D'autre part, le système kádàriste avait bien manipulé la société : c'est votre journal, je crois, qui avait inventé le terme que je trouve très heureux de « kádàristisation » pour décrire cette période post-stalinienne. Celle-ci reposait sur deux bases : dépolitisation de

la population et stabilisation du niveau de vie, de nature à sécuriser les gens ; de plus, les Hongrois avaient la possibilité de voyager de temps en temps en Occident. Mais ce confort relatif a été obtenu au prix d'un endettement extérieur de 21 milliards de dollars, dont une partie seulement avait été investie de manière rentable, alors que le reste servait à maintenir en vie une industrie obsolète. Parallèlement, le pouvoir n'avait pas préparé la population aux difficultés qui découleraient de ce surendettement.

Propos recueillis par
JOSE-ALAIN FRALON
et SYLVIE KAUFFMANN
Lire la suite page 4

Tension israélo-libanaise Jérusalem s'interroge du récent traité entre Beyrouth et Damas	page 16
La suspension des négociations en Afrique du Sud L'ANC conservera une ligne dure jusqu'à l'élection de M. Mandela à sa présidence	page 3
Tentative de sécession en Somalie Les populations du Nord veulent se doter d'un gouvernement indépendant	page 16
Le Bangladesh après le cyclone Les squatters de Cox's Bazar	Page 7
Dates Il y a soixante ans, l'Exposition coloniale	page 2
CHAMPS ECONOMIQUES	
Bolivie : des barons aux banquiers La chronique de Paul Fabra	pages 11 et 12
Le sommaire complet se trouve page 16	

Cartier
Panthere de Cartier

7, PLACE VENDÔME, PARIS. 42.61.55.55
23, PLACE VENDÔME, PARIS. 40.15.03.51

Cannes 91 Voir Auvers et mourir

Les derniers mois de Vincent Van Gogh : un très grand Piatat, un très grand Dutronc

par Danièle Heymann

Vincent Van Gogh arrive par le train. Il vient « se mettre au vert à Auvers », comme l'a dit Maurice Piatat, « il ne sait pas qu'il est Van Gogh et ne sait pas qu'il va mourir » (le Monde du 9 mai). Tout de suite, avec une sorte de soulagement qui débouchera sur l'émerveillement, on réalise qu'il n'y aura pas de pathos, pas de corbeaux noirs tournant pas de fureur créatrice saisie en gros plan, pas d'assauts furieux d'un pinceau de génie sur une toile crevant l'écran.

Vincent arrive à la pension Ravoux, il écrit une lettre à son frère. La gosse de la maison, veloutée comme une pêche, lui demande : « Je peux lire ? » Il répond : « Non. » C'est ainsi que Piatat, en une jousissive ellipse, expédie le passage obligé par l'inévitable correspondance avec Théo. C'est ainsi qu'il évitera tous les pièges de l'hagiographie plaintive d'un artiste maudit. Son Van Gogh est migraineux, plutôt gentil même quand il est saoul, drôle aussi. Car, il faut le dire tout de suite, on rit souvent. Ce n'est pas triste, un homme qui part dans une belle campagne le chevet sur l'épaule, qui va peindre cent toiles en trois mois, qui a faim de tout, de pain blanc, de couleur bleue et de filles.

On va le voir vivre, c'est tout. Râler après Cézanne (« Il ne sait pas peindre l'eau, son Estaque, on dirait du carton »), manger une gratinée, dessiner à la craie sur une ardoise d'écolier un marchand de sable pour un petit gar-

con insomniaque, faire poser la fille du docteur Gachet, qui l'engueule : « Ma robe, elle est pas comme ça, les couleurs vineuses, on dirait du dégueulés. » Quand on lui dit ça, Van Gogh sourit, il comprend bien que sa peinture n'est pas comme les autres, qu'il n'est pas comme les autres, qu'il comprend bien que personne ne peut l'aimer parce que sa peinture n'est pas aimable. Deux sous, c'est encore trop cher pour l'idiot du village, dont il fait le portrait un bleuet à la bouche, mais ça, c'est le moins grave...

Van Gogh se blottit dans les bras blancs de Marguerite Gachet - peut-être cela n'a pas été vrai, Piatat émet cette hypothèse de semblant de tendresse, et pour quoi pas ?

Lire la suite page 9

A L'ETRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 kR ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 85 p ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (Général), 2,50 \$

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUËRE
75001 PARIS CEDEX 16
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 208.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 49-80-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Philippe Hugues, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc : MONDPUB 206 136 F
Tél. : 45-55-91-71 - Société filiale
du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Imprimerie
de « Le Monde »
12, r. M. Gumbourg
94852 IVRY CEDEX

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et
index du Monde au (1) 40-65-29-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS vols normaux y compris CDE et air
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne tarif sur
demande.

Pour vous abonner
RENOYER CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 1 an

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____

Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

L'éditeur s'engage à l'obligation d'écouter tous les
noms propres et capitales d'imprimerie

PP Paris RP 111 MON 03

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
Philippe Hugues, directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Gélis
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Arnal
Jean-Marie Gauthier
Robert Solé
(indiqués au directeur
de la rédaction)

Thomas Ferenzi
Philippe Harman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Fauriol (1989-1990)
André Laurens (1990-1991)
André Fontaine (1991-1991)

DATES

Il y a soixante ans

L'Exposition coloniale

Station Porte-Dorée. A l'extrémité de la ligne 8 du métro, Paris s'offre, de mai à novembre 1931, un tour du monde aux couleurs de l'Occident. Reflets des empires dans les eaux du lac Daumesnil. Parcours initiatique de l'Exposition coloniale internationale et des pays d'outre-mer.

DEPUIS 1851 et la première exposition internationale de Londres, l'Europe et l'Amérique ont pris l'habitude des pavillons éphémères et des mises en scène à la gloire du progrès, des sciences et des techniques. Les manifestations se succèdent à un rythme effréné, qu'elles soient universelles, nationales, locales, thématiques. Périodiquement s'élèvent les jeux de construction du capitalisme triomphant qu'un peuple extasié vient visiter en foules compactes. Et l'exotisme est souvent au rendez-vous de ces quartiers imaginés, en écho à des conquêtes qui changent la carte du monde. Dès 1862, à Londres, une section coloniale regroupe exposants britanniques et étrangers. Dix-sept ans plus tard, Paris présente l'œuvre conquérante et civilisatrice de la III^e République en multiples pavillons disposés sur l'esplanade des Invalides. Initiative devenue véritable cité exotique au Trocadéro en 1900.

Le succès public, la satisfaction des groupes de pression liés à l'expédition des outre-mers et la volonté pédagogique des gouvernements font rêver à la tenue d'une exposition uniquement consacrée aux horizons lointains. Et, plus que Paris, Marseille, ravivée par le contrôle du Maghreb et par la route des Indes via le canal de Suez, réclame d'en être l'hôte privilégié. N'est-elle pas « capitale coloniale de la France », comme le proclame Gabriel Hanotaux, ancien ministre des affaires étrangères ?

Tout un réseau phocéen animé par Jules Charles-Roux bruisse d'initiatives et d'ambitions. Paris laisse faire, quelque peu indifférent, et, le 14 avril 1906, s'ouvre l'Exposition coloniale de Marseille.

Les projets de Lyauté

Mais la capitale finit par s'agacer et par regretter de voir Marseille lui enlever prérogatives et présences. Après la première guerre mondiale, la concurrence reste entière avant d'aboutir à un partage des rôles donnant à Marseille une Exposition nationale coloniale en 1922 et à Paris une Exposition coloniale inter-alliés en 1925. Après une succession de reports, cette dernière, devenue « internationale », est finalement programmée pour 1931 après qu'une loi votée le 22 juillet 1927 eût défini l'Exposition comme établissement public et approuvé son emplacement, au bois de Vincennes. Quelques jours plus tard, le maréchal Lyauté est nommé commissaire général de l'exposition. A soixante-cinq ans, il devient ordonnateur du spectacle de la « plus grande France » en reconnaissance d'une œuvre accomplie et comme ultime hochet d'ambitions insouvenables. Il rêvait de présider aux destinées du pays, de réconcilier les classes sociales et les peuples d'Europe, le voici à la tête d'une fête éphémère. Il en mesure les aspects dérisoires mais y voit aussi la possibilité de faire valoir certaines de ses conceptions : « Nous allons nous planter au milieu de quartiers déshérités, où vit une population qui n'est guère habituée à voir le flot venir à elle. Comme cela est intéressant ! L'est de Paris, n'est-ce pas une région dont on dit qu'elle est assez gagnée au communisme ? Il est intéressant d'aller planter nos pavillons coloniaux au milieu de ce monde populaire, dont les neuf dixièmes ne sont que qu'ils sont que parce qu'on n'a jamais parlé avec eux, dont les neuf dixièmes sont, au fond, disposés autant que d'autres à nous comprendre et à marcher avec nous. Je me réjouis pour ma part de voir cette population et de causer avec elle. Je suis convaincu que l'Exposition peut être un grand facteur de paix sociale dans cette région de Paris. »

Les grands projets du maréchal ne verront pourtant jamais le jour... et, si la ligne n° 8 est prolongée comme prévu, « l'haussmannisation » des quartiers populaires de l'est parisien se limite à un réaménagement des abords immédiats de l'exposition. Reste cependant un vaste et beau chantier de 110 hectares, long de 6 kilomètres et large de 3, dont Lyauté est le maître d'œuvre. Entouré d'une équipe de fidèles animée par Marcel Olivier,

ancien gouverneur général du Sénégal puis gouverneur général de Madagascar de 1924 à 1930, il coordonne et supervise une multitude de tâches. Il s'agit de déterminer les emplacements des pavillons français et étrangers, de prévoir ceux des concessionnaires (restaurants, boutiques, attractions), de veiller à la pérennité de certaines constructions (le Musée permanent des colonies), de préserver les fondations de Vincennes tout en y implantant des dizaines d'édifices, des kilomètres de voies nouvelles et une infrastructure complexe. Il faut aussi préparer l'opinion, séduire la presse, susciter l'engouement des enfants des écoles, s'assurer de la venue des exposants étrangers prêts à affirmer leur gloire sous le ciel de Paris, sans que pour autant la puissance invitante n'en souffre. C'est sur ce front des participations étrangères que Vincennes subit ses seuls véritables revers. Si on ne suscite pas la présence de l'Allemagne, pays vaincu et dépeçé de ses colonies par les traités de 1919, si on comprend les défections du Japon et de l'Espagne aux trop modestes possessions, les organisateurs se désolent du refus de la Grande-Bretagne d'être présente à Paris. Déjà engagée pour les expositions d'Anvers et de Sydney, préoccupée de la naissance du Commonwealth, touchée de plein foudroi par la

crise, la première puissance coloniale du monde renonce à la vitrine française. Sans trop d'états d'âme malgré les multiples sollicitations de Lyauté...

En revanche, les États-Unis sont là avec une fidèle reconstruction du cottage de Mount Vernon où Washington reçut La Fayette. Récentré aux idées du colonialisme, l'Amérique choisit de se référer à l'histoire des alliés plutôt que d'affirmer avec grandiloquence sa présence dans le Pacifique et les Caraïbes. S'annoncent aussi à Vincennes la Hollande, la Belgique, le Portugal, la Grèce, le Danemark, l'Italie et même la Palestine aux couleurs du sionisme.

Minarets et pagodes

Et, le 6 mai 1931, le président Gaston Doumergue avec le maréchal Lyauté à ses côtés inaugure le plus grand kaléidoscope de dômes, de minarets, de tours et de cases jamais construit sous le ciel de Paris. Par la grande avenue des Colonies-Françaises qui prolonge l'avenue de Reuilly, officiels et invités découvrent d'abord les pavillons des missions catholiques et protestantes que, sous la pression de Lyauté, la République laïque a dû accepter dans la scénographie coloniale. Puis viennent le pavillon de la Côte des Somalis, ceux des Antilles françaises alors que le regard est déjà attiré par la construction la plus impressionnante de l'exposition : la reproduction du troisième étage du massif central du temple d'Angkor Vat. Un monument impressionnant de 5 000 mètres carrés de surface avec une tour principale culminant à 55 mètres et quatre tours latérales hautes de 43 mètres. L'illusion du gris gris aux nuances presque roses est créée par un revêtement de staff fixé sur une charpente en bois et une ossature générale en béton armé. Appareils et serpents fabuleux apparaissent plus vrais que nature. A l'intérieur de l'édifice, les voûtes sont constituées de pavés de verre de grandes dimensions juxtaposés, moulés, armés de caractères indo-

chinois. La lumière naturelle pénètre ainsi jusqu'au rez-de-chaussée, jusque dans les salles où quatre-vingts dioramas, un mur d'images, des maquettes et des cartes lumineuses attendent les visiteurs. Le pavillon de l'AOF représente, pour sa part, un grand monument sahélo-soudanais, un « tata », palais fortifié aux murailles de 45 mètres de haut qui imite l'architecture de terre et évoque les énormes masses de pisé des cités du Niger.

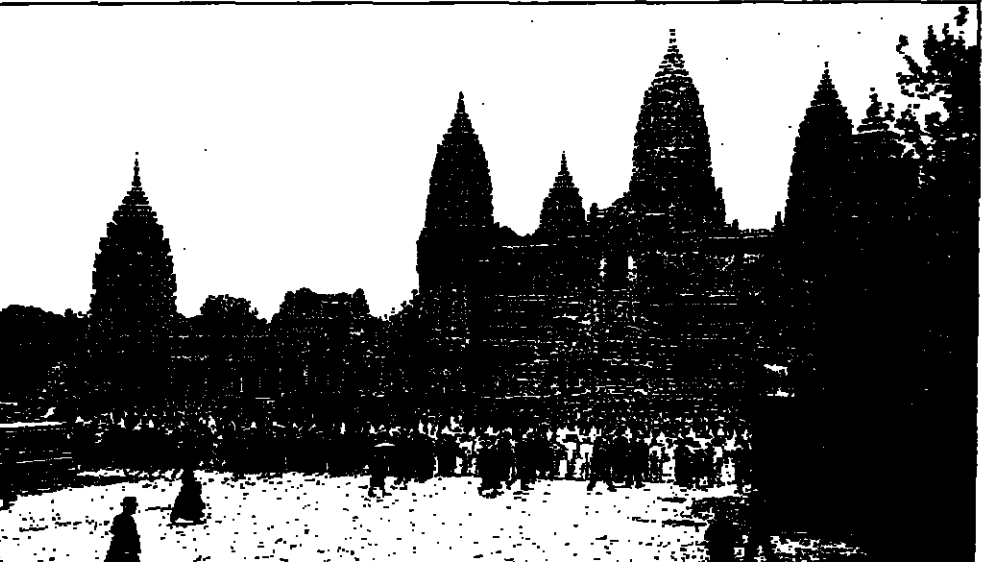
Le Cambodge et l'AOF sont les pavillons les plus grandioses, les plus massivement exotiques, ceux qui expriment le mieux la grandeur, dans l'espace et dans le temps, de la France coloniale. Mais la carte de l'empire ne saurait oublier Madagascar, flanquée de sa tour des Bucranes, couronnée de quatre têtes de bœuf stylisées aux cornes de 6 mètres. Vincennes a aussi fait la part belle au Maghreb et au Maroc en particulier, terre chérie entre toutes du maréchal Lyauté. L'accent est mis sur le Maroc moderne, sur le port de Casablanca, les infrastructures routières, l'électrification, l'enseignement. Dans d'autres salles, cependant, le charmeur de serpents et les femmes de l'Atlas vendant leurs tapis participent de l'exotisme omniprésent au pavillon de la Tunisie avec ses souks reconstitués jusque

ment absents sur intervention de la Ligue des droits de l'homme. La nuit, Dragons de pierre à gueules vertes, Indochine rouge et laquée, Java vert sombre et grenat, Afrique-Occidentale française couleur potage de bisque paraissent et disparaissent sur fond de ciel bleu-gris foncé, mat et velouté comme de la gouache que l'on saupoudrerait d'argent.

Face à ce triomphe du pittoresque encore accru par la présence d'un zoo et d'un gigantesque aquarium, la vitrine pédagogique de l'Exposition coloniale a dû mal à retenir les grandes foules. Lyauté a pourtant veillé à la conception de la « Cité des informations » plaque tournante de documentation, des faits, des chiffres, des cartes et des courbes. Reste aussi, pour promouvoir l'idée coloniale, la résonance des congrès. Pendant six mois, Vincennes en accueille 200 pour 700 séances et 3 000 rapports.

Les opposants

Et le succès est au rendez-vous... Ouverte pour quelques mois alors que la France commence à ressentir les effets de la crise économique et que le printemps est froid et pluvieux, l'exposition reçoit huit millions de visiteurs, dont quatre millions venus de Paris



Reconstitution
du temple
d'Angkor (Cambodge)
à l'Exposition
coloniale de 1931.

let de sa banlieue. A l'heure des premiers craquements et des prédictions d'outre-mer, les pavillons de Vincennes émerveillent et rassurent. Peu nombreux sont ceux qui ne participent pas à ce consensus festif. Peu nombreux mais souvent actifs et parfois talentueux. Les surréalistes (André Breton, Paul Eluard, Louis Aragon, René Char) diffusent un tract intitulé *Ne visitez pas l'Exposition coloniale*. L'Humanité entame une campagne de presse dénonçant le travail forcé en AEF et la répression en Indochine. Thèmes que reprend le *Populaire*, où Léon Blum écrit dans un éditorial du 7 mai : « L'Exposition coloniale sera sans doute un beau spectacle, riche en instructions, en suggestions de toute sorte (...), mais qu'on n'oublie pas quelle réalité se cache derrière ce décor d'art et de joie. Qu'on n'oublie pas que dans l'univers entier les peuples conquis ou soumis commencent à réclamer leur liberté (...), c'est pourquoi nous ne nous méfions pas à l'enthousiasme. Nous voudrions moins de fêtes et de discours, plus d'intelligence humaine et de justice. » Allant plus loin dans la condamnation, la CGTU, sous l'impulsion d'Armand, organise une contre-Expo dans l'ancien pavillon soviétique de l'Exposition des arts décoratifs de 1925 implanté sur l'actuelle place du Colonel-Fabien. Ouverte en octobre 1931 alors que Vincennes s'apprête à fermer, cette contre-Expo dénonce le colonialisme, ses crimes, ses conquêtes, ses pillages...

Qu'importe ces troubles, la majorité des Français en restent aux fastes de la mythologie coloniale alors que s'effectue la première liaison aérienne Paris-Saïgon et que se réalise la grande mission ethnographique Dakar-Djibouti. Le monument le plus symbolique de cette assurance nationale reste le Musée des colonies, devenu aujourd'hui Musée des arts africains et océaniques.

MICHEL PIERRE
et CATHERINE HODIER
(auteurs de l'Exposition coloniale,
Éditions Complexe)

LOTTO 19855

9	13	17	29	35	41	40
---	----	----	----	----	----	----

6 BOULET 10 3 031 200 F
5 BOUTONNET 17 88 920 F
4 BOUTONNET 1 484 3 430 F
3 BOUTONNET 30 031 115 F
2 BOUTONNET 634 252 14 F

20835

12	18	19	30	38	39	3
----	----	----	----	----	----	---

6 BOULET 2 14 931 915 F
5 BOUTONNET 12 94 655 F
4 BOUTONNET 1 189 4 035 F
3 BOUTONNET 97 009 158 F
2 BOUTONNET 782 224 15 F

LOTOS 20274

RÉSULTATS OFFICIELS

Chaque semaine	2	794 810 F
10 semaines	70	22 751 F
11 semaines	139	1 255 F

3

6 BOULET 2 14 931 915 F
5 BOUTONNET 12 94 655 F
4 BOUTONNET 1 189 4 035 F
3 BOUTONNET 97 009 158 F
2 BOUTONNET 782 224 15 F

LE PLAISIR DE SORTIR,
MODE D'EMPLOI

Le Monde ARTS-SPECTACLES

CHAQUE MERCREDI
(NUMÉRO DATÉ JEUDI)

صكيات الراحل

ÉTRANGER

Le Monde • Mardi 21 mai 1991 3

TUNISIE

La presse gouvernementale dénonce un « complot » islamiste

TUNIS
de notre correspondant

Le quotidien gouvernemental la Presse a annoncé, samedi 18 mai, la mise en échec d'un « complot islamiste » par le mouvement islamiste Ennahdha pour prendre le pouvoir en octobre 1991 et instaurer un pouvoir religieux en Tunisie. Le « complot » aurait été préparé de longue date, affirme le journal, précisant qu'une structure paramilitaire clandestine avait été créée dans ce but et disposait « de milices formées au maniement d'armes et à la guérilla dans des camps à l'étranger ».

Parallèlement, des administrations et des institutions « civiles et non civiles » auraient été infiltrées « dans le but d'entreprendre, l'heure venue, des opérations de sabotage et de terrorisme », écrit encore la Presse. Le journal, en revanche, n'indique pas le nombre de personnes arrêtées ces dernières semaines dans le cadre de cette affaire. De source informée, on estime que plus d'une centaine de personnes ont déjà été appréhendées. Parmi elles figureraient des militaires – sous-officiers et officiers subalternes – et des fonctionnaires de plusieurs départements ministériels.

Le président Ben Ali, qui intervenait samedi à la clôture d'une session du comité central du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), au pouvoir, n'a évoqué que brièvement ces « dangers contre la sécurité, la stabilité et l'invulnérabilité » du pays, sans

jamais citer nommément le mouvement Ennahdha, ni même utiliser le terme de « complot ». S'il s'est engagé à sévir « avec toute la fermeté requise » dans le cadre « des exigences de la loi et de la justice », il s'est surtout félicité de l'unanimité de la classe politique face à ces menaces.

Selon la Presse, le « complot » avait pour objectif de créer une situation d'insécurité et de violence généralisée jusqu'à l'instauration d'un Etat religieux. Entretenaient dans ce cadre les diverses manifestations de rue de ces derniers mois, les attaques de locaux administratifs ou du RCD et les récents désordres universitaires qui se sont soldés par la mort de deux étudiants. Si l'on en croit le quotidien gouvernemental, le président d'Ennahdha, M. Rached Ghannouchi, aurait même écrit à ses troupes pour leur demander « avec insistance, d'avoir au plus vite des martyrs ».

MICHEL DEURÉ

Le président d'Ennahdha dément l'existence d'un « complot islamiste ». – Selon le président du mouvement islamiste Ennahdha, M. Rached Ghannouchi, interviewé par l'AFP, dimanche 19 mai à Alger, « il n'y a pas de complot islamiste en Tunisie, mais un complot du régime en place (...) contre les islamistes et la démocratie ». Le dirigeant islamiste s'est déclaré partisan d'une dissolution du Parlement et de l'élection d'une Assemblée constituante pour asseoir des « institutions démocratiques » dans le pays. – (AFP.)

Au « Grand jury RTL - le Monde »

M. Ait Ahmed demande que le débat entre la France et l'Algérie soit dépassionné

Le chef du Front des forces socialistes (FFS, opposition) algérien, M. Hocine Ait Ahmed, a prononcé dimanche 19 mai que « le débat entre la France et l'Algérie soit dépassionné » pour parvenir à une « sérénité » qui permette de « mettre noir sur blanc des axes de coopération » entre les deux pays.

M. Ait Ahmed, l'un des chefs historiques de la révolution algérienne, qui était l'invité de l'émission « Le grand jury RTL-le Monde », a reproché à l'Europe, et notamment à la France, de ne pas « faire ce qu'elle fait par rapport aux pays de l'Europe de l'Est », déplorant notamment que Paris n'accorde à Alger que « très peu de crédits et seulement des crédits à court terme », ce qui équivaut selon lui à une « politique d'étranglement ».

A propos de l'intégration des Algériens en France, M. Ait Ahmed, tout en affirmant que son parti voulait « créer les conditions pour que les Algériens restent dans leur pays », s'est prononcé pour un « libre choix », la double nationalité étant à son avis un « enrichissement » à condition qu'elle ne soit pas fondée sur l'« acculturation » des Algériens. « Si les Algériens n'ont pas été traités avec considération [en France], c'est peut-être aussi parce que le gouvernement algérien ne s'est pas occupé d'eux », a-t-il affirmé.

A un mois des premières élections législatives pour un Parlement pluraliste en Algérie, M. Ait Ahmed a formulé son credo : « Ni république intégriste ni Etat policier ». Il s'est prononcé pour le pluralisme politique, culturel et linguistique, la séparation de la

religion et de l'Etat, pour « une égalité totale entre l'homme et la femme ». Il a déclaré qu'il n'y aurait pas d'alliance politique avec le FLN, mais « des alliances entre tous les partis politiques dans des circonscriptions déterminées pour faire barrage au Front islamique du salut » (FIS). Il estime d'autre part que les islamistes sont « en perte de vitesse ». Il s'est enfin prononcé pour le passage de l'Algérie à l'économie de marché pour « battre de vitesse la désintégration économique et sociale ».

Le RECOURS : « La voix de la sagesse ». – M. Jacques Roseau, porte-parole du mouvement du RECOURS-France (confédération de rapatriés d'Afrique du Nord), a affirmé, lundi 20 mai : « M. Ait Ahmed, même s'il a été, hier, un adversaire déterminé de la présence française, a fait aujourd'hui entendre, lors de son intervention au Grand jury RTL-le Monde, la voix de la sagesse en donnant de sa conception de l'avenir de l'Algérie une image constructive et équilibrée. Nous souscrivons d'autant plus à l'analyse développée par le dirigeant algérien sur les problèmes de l'immigration et des flux migratoires qu'il plaide ardemment lui-même depuis de long mois pour qu'une politique de coopération hardie s'installe par la France avec l'entreprise entre l'Europe et le Maghreb pour contribuer à un véritable et rapide décollage économique permettant aux Maghrébins de trouver chez eux les ressources légitimes de leur « pain quotidien ».

COTE-D'IVOIRE

Le directeur régional de l'Agence France-Presse a été expulsé

Le directeur du bureau régional de l'AFP à Abidjan, Bernard Nicolas, a été expulsé de Côte-d'Ivoire, dimanche 19 mai au soir, pour avoir fait preuve, selon les autorités, d'un « comportement incompatible avec l'intérêt national ». Bernard Nicolas était en poste à Abidjan depuis juillet 1989. Cette mesure fait suite aux reportages qu'il avait effectués sur le campus de la capitale, où la police était intervenue dans la nuit de vendredi à samedi.

Outre l'interpellation d'une centaine d'étudiants – tous relâchés, selon les autorités –, le secrétaire général de la Fédération des étudiants, M. Martial Ahlpeud, avait fait état de quatre tués parmi les

étudiants. Cette information, confirmée par plusieurs témoins joints sur place par l'AFP, avait été ensuite démentie par le gouvernement.

Bernard Nicolas est le second journaliste expulsé de Côte-d'Ivoire en neuf mois. Robert Minangoy, qui assurait la correspondance du Monde, de Radio-France internationale (RFI) et de la Cinq, avait été le premier journaliste expulsé de Côte-d'Ivoire depuis l'indépendance, en 1960.

Le Monde s'associe aux protestations exprimées par la direction générale de l'AFP pour dénoncer « cette grave mesure » prise à l'encontre d'un de ses collaborateurs dans l'exercice de ses fonctions.

AFRIQUE DU SUD : reprochant au pouvoir de n'avoir pas tenu ses engagements

L'ANC suspend sa participation aux négociations constitutionnelles

Le Congrès national africain (ANC) durcit le ton. Au lendemain d'une réunion de son comité national exécutif (NCC), l'organisation de Nelson Mandela a annoncé, samedi 18 mai, qu'elle suspendait ses négociations avec le gouvernement sur la nouvelle Constitution et l'organisation d'une conférence multipartite.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Après dix jours de valse-hésitation, l'ANC a donc mis à exécution les menaces contenues dans sa « lettre ouverte au président ». L'ANC reproche au gouvernement de n'avoir pas tenu son engagement de libérer tous les prisonniers politiques et d'autoriser le retour des exilés avant le 30 avril, comme le stipulait pourtant l'accord de Pretoria signé le 6 août 1990 par les deux parties. L'ANC considère aussi que le gouvernement n'a pas répondu aux sept demandes formulées dans sa lettre-ultimatum d'une semaine son ultimatum, qui devait initialement expirer le 9 mai. Le gouvernement n'ayant pas fait le pas supplémentaire attendu, l'ANC a décidé de frapper du poing sur la table, en prenant soin toutefois de ne pas fermer la porte des négociations.

Les discussions avec le gouvernement sont une chose, les négociations sur la future Constitution une autre. Celles-ci n'ont, à vrai dire, pas encore commencé. Seules quelques réunions avaient eu lieu à propos de cette fameuse conférence multipartite sur laquelle, en début d'année, le gouvernement et l'ANC semblaient être d'accord (le Monde du 11 janvier).

Depuis, les divergences se sont accentuées. Le gouvernement envisage d'organiser en août une conférence multipartite dont les participants pourraient être appelés à d'une part, exercer des fonctions au sein du cabinet et, d'autre part, tracer les grandes lignes de la nouvelle Constitution. L'ANC, un temps d'accord pour participer à cette conférence, n'a pas pour autant renoncé à ses revendications fondamentales : l'élection d'une assemblée constituante et la nomination d'un gouvernement intérimaire. Deux exigences que partagent les autres organisations noires d'extrême gauche, notam-

ment le Congrès panafricain (PAC).

En dépit d'un net rajeunissement, l'ANC entend cependant poursuivre ses consultations avec le gouvernement aussi bien sur les délicates questions du retour des exilés et de la libération des prisonniers politiques que sur l'épineux problème de la violence.

« Actions de masse »

Dans une déclaration diffusée samedi par son secrétaire général, M. Alfred Nzo, l'ANC révèle avoir déjà rencontré le gouvernement pour débattre des sept points de la « lettre ouverte » et affirme que « ces discussions continueront » pour « s'assurer de l'engagement et de la détermination du gouvernement ». C'est pour appuyer ses



P. ANCHO

revendications concernant la violence que l'ANC a décidé de se lancer dans une série d'« actions de masse » en trois vagues : « actions nationales le 15 juin ; deux jours de grève générale » ; Ces actions peuvent sembler dérisoires vues d'Europe mais elles ont déjà prouvé leur efficacité en Afrique du Sud. M. Nzo a aussi appelé tous les Africains du Sud et la communauté internationale à faire du mercredi 22 mai « un jour de jeûne » en solidarité avec les prisonniers politiques.

L'ANC, enfin, a confirmé son refus de participer au « sommet sur la violence et l'intimidation » convoqué les 24 et 25 mai par M. De Klerk. Elle affirme en revanche être favorable à l'organisation d'une « conférence sur la paix » sous l'égide de diverses autorités religieuses.

Le gouvernement a accusé l'ANC d'« agir de manière injustifiable et irresponsable ». Le ministre du développement constitutionnel, M. Gerrit Viljoen, affirme que « tous les sujets évoqués par l'ANC seront abordés et certainement réglés au cours du prochain sommet », lequel se tiendrait aux dates prévues et était « d'ores et déjà assuré d'une forte participation ». M. Viljoen a dénoncé « la campagne d'actions de masses qui aggraverait inévitablement la violence ».

Tout cela confirme que l'ANC veut pousser le gouvernement à aller de l'avant, tout en prenant en compte les récriminations de la base. Une ligne dure que l'ANC maintiendra jusqu'au congrès de juillet, pour assurer la reconduction de la veille garde à la direction de l'ANC et l'élection de Nelson Mandela au poste de président.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

DIPLOMATIE

La visite en URSS du chef du PC chinois

MM. Gorbatchev et Jiang Zemin estiment que « les réformes sont nécessaires pour épanouir le socialisme »

M. Jiang Zemin a quitté Leningrad dimanche 19 mai, à l'issue de la première visite d'un secrétaire général du PC chinois en URSS depuis 1957. Dans un communiqué commun publié à Moscou peu avant son départ, MM. Jiang et Gorbatchev ont réaffirmé qu'ils « attachaient une grande importance à l'approfondissement de leurs relations de bon voisinage, de leur coopération dans tous les domaines » ainsi qu'à « la sécurité et la stabilité dans la région Asie-

Pacifique ». Le communiqué affirme qu'il « n'existe aucun modèle universel pour promouvoir des réformes (...) qui sont nécessaires pour épanouir le potentiel du socialisme ». « Chaque pays a son modèle de système social, idéologique et économique. Leur mode de développement dépend de leur situation propre (...) et les peuples ont le droit de décider en toute indépendance de leurs propres affaires. Certaines différences de vues et de méthodes d'actions sont

naturelles et ne gênent pas le développement normal des relations bilatérales ».

Mettant les point sur les « i », l'agence Chine nouvelle a tenu à préciser dimanche que M. Jiang avait bien déclaré que la normalisation des relations entre son pays et l'URSS « ne signifiait ni revenir, aux relations d'alliés des années 50 (...) ni aux relations de confrontation des années 60 et 70 ». – (AFP, Reuter, UPI, AP.)

TCHAD

Brève visite de l'ancien président Goukouni Oueddeye

L'ancien président tchadien Goukouni Oueddeye a effectué dimanche 19 mai, en provenance d'Algérie, une visite d'une journée au Tchad, au cours de laquelle il a rencontré le président Idriss Deby.

L'ancien chef de l'Etat a déclaré à la presse que l'objet de sa venue au Tchad, après une dizaine d'années d'exil, était de « prendre le pouls » de la situation politique du pays, laissant entendre qu'il reviendrait définitivement à une date qu'il n'a pas précisée. M. Goukouni a affirmé qu'il avait derrière lui une force politique qu'il ramènerait au pays, le moment venu, pour apporter sa contribution au redressement national. – (AFP.)

ÉTHIOPIE : nouvelle offensive en Erythrée. – Le gouvernement éthiopien, a déclaré, dimanche 19 mai, que l'armée était engagée dans une « très dure bataille » contre le Front de libération de l'Erythrée (FLE) au nord de la ville d'Asmara. « Cette nouvelle offensive est l'événement le plus sérieux qui pourrait amener l'Ethiopie au bord de la destruction totale », a précisé l'armée dans un communiqué. De leur côté, les rebelles du Front démocratique du peuple éthiopien (FDPE) ont annoncé qu'ils avaient repris la ville stratégique d'Ambo – sur la route qui relie la capitale à Asseb, seul port aux mains des forces gouvernementales – ainsi que Dessié et Kombolcha. – (Reuter.)

GUINÉE : le premier rassemblement de l'opposition a été brutalement dispersé. – Au moins trois personnes ont été blessées dimanche 19 mai, à Conakry, par la police qui a dispersé le premier rassemblement de l'opposition, réunissant quelques milliers de personnes. Le secrétaire général du Rassemblement du peuple guinéen (RPG, opposition), M. Alpha Condé, a dû fuir du stade où était prévue cette manifestation sans avoir pu prendre la parole. Interpellés pour « participation à une manifestation non autorisée », un journaliste et un photographe de l'AFP se sont fait saisir leurs cartes de presse et leurs films. – (AFP.)

LE MONDE diplomatique

Mai 1991

- LE CRI DES CITÉS-BANLIEUES : Jeunes sans avenir, par Denis Clerc. – Où donc apprendre encore à maîtriser le sort ? par Claude Liauzu.
- PROCHE-ORIENT : La paix, sans les Palestiniens... par Samir Kassir. – A nouveau l'oubli sur les territoires occupés, par Florence Beaugé. – La Turquie réclame son dû... à Chypre, par Christophe Chiclet.

MÉDIAS, SOCIÉTÉS ET DÉMOCRATIE un dossier de huit pages

- YUGOSLAVIE : La fédération est-elle menacée d'éclatement ? par Catherine Samary. – Les cicatrices de l'histoire, par Catherine Lutar.
- CUBA : Les exilés de Miami pour le dialogue avec la Havane, par Francis Pisani.
- ÉCONOMIE : Au nom du libre-échange, Washington à l'assaut du continent latino-américain, par James Peras et Morris Morley.
- CINÉMA : Des films pour croire en l'avenir de l'Afrique, par Thérèse-Marie Delfontaines.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F

EUROPE

ROUMANIE

Vingt-huit maisons de Tziganes ont été incendiées près de Bucarest

Malgré l'intervention des forces de l'ordre, la population roumaine a incendié, vendredi 17 et samedi 18 mai, vingt-huit maisons appartenant à des Tziganes « Ursars » (moniteurs d'ours) dans deux villages proches de Bucarest. Des incidents identiques s'étaient déjà produits le 30 avril et en octobre dernier près de Constanza.

BOLINTIN-VALE

de notre envoyé spécial

Les flammes commencent à noircir les murs joliment décorés de fresques naïves, des scènes de la vie tzigane. Les camions chargés des forces anti-émeutes partent, ceux des pompiers arrivent. A une trentaine de kilomètres de Bucarest, les villageois incendiaires observent la scène. Une des dernières maisons encore debout part

en fumée. Après une nuit d'affrontement, les centaines de villageois armés de bouteilles incendiaires ont réussi à brûler ou à démolir, samedi 18 mai, les habitations des Ursars du village que la police a tenté en vain de protéger.

Vingt-quatre personnes, dont vingt policiers ont été blessés. Les Ursars, eux, étaient enfus depuis longtemps. La commission d'enquête gouvernementale, envoyée sur place, a limogé le maire et le chef de la police locale, comme l'exigeait la population, qui leur reprochait leur laxisme face aux prétendus actes de délinquance des Ursars. Le calme est revenu mais quelques policiers sont restés sur place « pour protéger la population », explique un lieutenant de police, qui craint que la flambée de violence contre laquelle les autorités semblent assez impuissantes ne se déplace dans les villages où les Ursars se sont réfugiés.

La veille, les maisons des Ursars du

village voisin d'Ogrezeni avaient été incendiées par la population qui voulait venger un jeune Roumain, agressé par un Ursar. La vengeance devait se poursuivre à Bolintin-Vale mais les forces de l'ordre, dépechées d'urgence, avaient réussi à repousser les attaques des villageois. Jusqu'à ce qu'ils soient débordés, le lendemain, ou qu'en haut lieu on décide qu'il valait mieux céder.

Depuis l'assassinat, le 7 avril dernier, dans une localité voisine d'un Roumain par un Ursar et l'incendie, en représailles, de plusieurs maisons, la tension persistait dans la région. Dénonçant cette atmosphère de « vendetta » et cette « escalade de la violence sans précédent », le ministre de l'Intérieur, M. Doru Viorel Ursu, est intervenu à la télévision, pour justifier l'intervention « ferme » et très impopulaire – des forces de l'ordre.

JEAN-BAPTISTE NAUDEY

URSS : l'élection présidentielle russe du 12 juin

MM. Eltsine, Ryjkov et Bakatine principaux candidats

La campagne pour l'élection présidentielle en Russie au suffrage universel, le 12 juin, est désormais officiellement ouverte après la clôture, samedi 18 mai, du dépôt des candidatures.

Les deux « poids lourds » de cette campagne sont donc MM. Boris Eltsine, actuel président du Parlement russe et chef de file des réformateurs, et Nikolai Ryjkov, l'ancien premier ministre soviétique, qui défendra les couleurs des conservateurs. M. Eltsine s'est adjoint comme candidat à la vice-présidence le colonel Alexandre Lebed, chef du mouvement des Communistes pour la démocratie, ce qui lui permet de ne pas se couper du Parti et de l'armée, tandis que M. Ryjkov choisissait également un militaire comme co-équipier, mais un homme à poigne : le général Boris Gromov, vice-ministre de l'Intérieur, l'homme qui commanda le contingent soviétique en Afghanistan.

Un troisième candidat, cependant, pourrait donner du fil à retordre à M. Eltsine, grand favori des sondages : M. Vadim Bakatine, ancien ministre de l'Intérieur de

l'URSS, écarté à l'automne dernier au début de l'offensive des conservateurs, qui devait provoquer un peu plus tard la démission de M. Chevardnadze. M. Bakatine, qui a, depuis, regagné l'entourage de M. Gorbatchev, a pris comme candidat à la vice-présidence M. Rabazan Abdoulipov, l'un des vice-présidents actuels du Parlement russe ; il s'était fait remarquer en signant, en mars dernier, une lettre critique à l'égard de M. Eltsine.

La commission électorale a également reçu les candidatures de M. Lev Oubojko, chef du petit Parti conservateur, du général Albert Makalashov, commandant la région militaire de la Volga et de l'Oural, et de M. Vladimir Jirnovski, chef du parti « libéral-démocrate ». — (AFP, UPI, Tass.)

Deux morts à la frontière entre la Lituanie et la Biélorussie. — Un garde-frontière lituanien et un policier biélorusse ont été tués, lors de deux incidents distincts samedi 18 et dimanche 19 mai, près de la frontière qui sépare la Lituanie de la Biélorussie, au nord de la radio lituanienne. — (Reuters.)

Le vote croate accroît le risque d'éclatement de la Yougoslavie

Suite de la première page

Ce taux de participation est relativement faible, compte tenu de l'importance des sentiments nationalistes dans cette République. A l'évidence, la minorité serbe de Croatie, qui représente quelque 11 % de la population, ne s'est pas précipitée aux urnes. Certains considéraient qu'ils avaient déjà voté le 12 mai lors d'un référendum (déclaré illégal par les autorités de Zagreb) dans les régions serbes de Croatie ; 99 % s'étaient prononcés pour le rattachement à la Serbie et aux autres Républiques partageant une conception fédérale et serbe de la Yougoslavie.

Pas d'incident

Dimanche, dans la circonscription à majorité serbe de la Krajina, la plupart des bureaux de vote étaient d'ailleurs fermés. Mais le scrutin s'est apparemment déroulé sans incident. Le président Tudjman et le gouvernement de Zagreb avaient déclaré à plusieurs reprises qu'ils garantissaient l'autonomie culturelle et les droits civiques des Serbes et des autres minorités ethniques vivant en Croatie. L'organisation de ce référendum du 19 mai avait été décidée lors des discussions que les présidents des six Républiques de la Fédération avaient eues le mois dernier pour tenter de trouver une issue à la crise.

Selon le calendrier retenu alors, un référendum devait se dérouler dans toutes les Républiques avant la fin mai, mais bien des points d'interrogation subsis-

taient. Les Slovènes, par exemple, estimaient qu'ils avaient déjà voté en décembre 1990 et qu'ils s'étaient prononcés à une étonnante majorité pour une Slovinie « souveraine, indépendante et autonome » pouvant « se dissocier » de la Yougoslavie si aucune solution acceptable pour son avenir et l'avenir du pays n'était trouvée dans les six mois suivants.

Les Serbes, de leur côté, n'ont jamais sérieusement envisagé la tenue de ce référendum, considérant qu'il devait être plutôt organisé à l'échelon fédéral. Quant aux autres Républiques, elles hésitent et elles n'auront pas, de toute façon, les moyens techniques d'organiser un vote avant la fin de ce mois.

Deux Républiques, la Slovinie et la Croatie, ont ainsi plus ou moins annoncé leur intention de se séparer de la Yougoslavie. Une

troisième, la Macédoine, a laissé entendre que, en cas de « dissolution », elle les rejoindrait. La dernière séance de négociations entre les présidents doit, en principe, avoir lieu, jeudi 23 mai, à Sarajevo, mais, de l'avis général, elle n'a aucune chance d'aboutir à des résultats concrets.

Selon M. Tudjman, les semaines qui viennent s'annoncent cruciales. A ses yeux, les résultats du référendum de dimanche, la décision de la Slovinie de franchir le pas vers la sécession le 30 juin prochain, et la non-déclaration la semaine dernière de M. Stjep Mesić à la tête de la fédération en raison du blocage des Serbes, « forceront ceux qui jusqu'à présent étaient hostiles à la solution confédérale d'accepter cette option, seule susceptible de préserver la Yougoslavie. Dans le cas contraire, nous déciderons de nous séparer et de créer des Républiques indépendantes et souveraines qui se tourneront vers l'Europe sous leur propre drapeau ».

ALAIN DEBOVE

Les Etats-Unis ont suspendu leur aide

L'administration Bush a suspendu toute aide économique à la Yougoslavie, y compris l'appui que les Etats-Unis ont pu donner à ce pays, à l'exception de crédits d'institutions financières internationales, a affirmé le New York Times dans son édition dominicale. L'aide américaine serait suspendue depuis le 6 mai en vertu des dispositions d'une loi adoptée par le Congrès en novembre et selon laquelle toute aide à la Yougoslavie cesserait à partir de mai s'il s'avérait que « des violations

flagrantes des droits de l'homme ont cours dans ce pays ». Les Etats-Unis aidaient financièrement la Yougoslavie depuis 1952.

Le New York Times estime que la décision américaine pourrait avoir un effet sur les institutions internationales telles que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, dans la mesure où la loi oblige les Etats-Unis à voter, au sein de ces institutions, contre l'octroi de nouveaux prêts à la Yougoslavie. — (AFP.)

Un entretien avec le premier ministre hongrois

Suite de la première page

Il était pourtant clair, dès les années 70, que l'arrivisme de l'économie hongroise mène à la crise ; mais pendant tout le règne de Kadar et jusqu'en 1988, personne n'en souffrait. Même après la chute de Kadar, aucune mesure n'a été prise : il a fallu attendre le gouvernement de Miklós Nemeth (1) pour que les premiers pas soient faits. Mais dans l'ensemble, la population n'était pas prête à affronter les lourdes charges de changement. Nous n'avons pas d'organisation du type de Solidarité, nous n'avons pas eu non plus de transition révolutionnaire comme en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Bulgarie ou en RDA. Chez nous, tout s'est déroulé de manière pacifique et négociée.

Il n'y a donc pas eu de rupture ?

Si, puisque l'opposition n'a pas participé au gouvernement de transition de Nemeth et que l'équipe actuelle ne comporte aucune personne qui ait été communiste à un moment de sa vie. La césure politique a donc été très nette. Les gens, qui avaient pris l'habitude d'aller en Autriche parfois quotidiennement, ont cru tout simplement que du jour au lendemain, ils allaient vivre comme les Autrichiens.

Quand nous avons créé le Forum démocratique, en 1987-1988, nous estimions que la chute du régime communiste prendrait plus de temps ; les services secrets et les hommes politiques occidentaux prévoyaient une période encore plus longue. Si Dieu me prête vie, j'écrirai dans mes mémoires combien de dirigeants, encore actifs aujourd'hui, ont essayé de nous dissuader de faire preuve de fermeté aussi bien à l'égard de l'URSS que du système communiste. Pensant avoir un peu plus de temps devant nous, nous n'avons donc pas pu organiser la société ni la préparer aux changements. Le problème des syndicats, par exemple, n'est toujours pas résolu ; l'ancien mouvement syndical officiel est en pleine décomposition, deux autres mouvements syndicaux ont surgi, mais efficace ne connaît vraiment leurs effets. La démission de la même en Allemagne de l'Est : là où j'ai vu les gens pratiquement baisser la main du chancelier Kohl en juin 1990, aujourd'hui on lui lance des cailloux.

Le pessimisme est aussi une question de caractère national. Un Polonais peut être plus optimiste, même s'il n'a rien... Je me souviens pendant la guerre, lorsque nous avions sauvé des réfugiés polonais, eux avaient bon moral et nous qui les avions sauvés, nous étions pessimistes ! En Hongrie, tous les grands mouvements de résurrection nationale se sont produits dans une atmosphère de pessimisme. Ce trait de caractère des Hongrois se reflète aussi dans le taux de suicide élevé que l'on constate non seulement ici mais aussi dans l'émigration, quel que soit le pays d'accueil. Ce goût du sacrifice faisait d'ailleurs de nous d'excellents soldats et hussards.

Cette frustration ne risque-t-elle pas d'être exploitée par des mouvements prônant un retour à l'ordre ancien ? Comment compensez-vous convaincre les déçus du libéralisme ?

En gros, le niveau de vie a augmenté pour 10 % de la population, a diminué pour 30 % des gens, et a stagné pour 60 %. Psychologiquement, cette stagnation est perçue négativement. Pourtant, tout est bon à être mesuré : pour la première fois depuis vingt ans, la balance des paiements est positive, l'exercice budgétaire s'est terminé pratiquement sans déficit, des milliers de nouvelles petites entreprises ont vu le jour et, par rapport à l'ensemble de l'ancien camp socialiste, y compris l'URSS, plus de 30 % des investissements étrangers se sont faits en Hongrie. Les gens sont sceptiques et de mauvaise humeur alors que, chez nos voisins, on est peut-être plus optimiste mais la réalité est plus grave.

Quant au parti marxiste (PSOH), il n'a obtenu que 3,5 % des voix aux dernières élections et ne ressemble en fait que les bénéficiaires directs de l'ancien régime. Le Parti socialiste (PSH), qui se déclare social-démocrate, a obtenu 12 % environ. Bien sûr, les ex-communistes pratiquent la démagogie sociale, ce qui est très facile par les temps qui courent. Des amis viennent me prévenir gentiment qu'ils entendent dire souvent « Sous Kadar, telle ou telle chose ne me serait pas arrivée... » Moi, je leur réponds : « La différence, c'est qu'aujourd'hui, vous pouvez venir me le dire ! » Je ne crois pas au danger de la restauration d'un régime communiste, qu'il s'agisse d'un régime qui n'a jamais pu s'imposer en Hongrie sans la force soviétique. Le peuple est raisonnable, quand vient le moment de trancher sur les grandes questions.

L'ancienne nomenklatura souffre apparemment moins de la transition que d'autres catégories sociales et se recycle plutôt bien.

Cela vous pose-t-il un problème moral ?

C'est vrai, on a l'impression que le gélier jouit d'un meilleur sort que ceux qu'il avait mis en prison. Mais dans un Etat de droit, il est difficile de reprendre ce qui a été pris, de même qu'il est difficile, en période de crise économique, d'indemniser ceux qui ont été lésés. Oui, la nomenklatura s'est bien recyclée ; ces gens-là ont un grand esprit de solidarité, de bonnes relations, et ils avaient systématiquement préparé le terrain pour leur reconversion. S'ils avaient fait preuve d'un aussi grand talent pour le bien du pays, nous n'en serions pas là.

Les relations avec l'URSS

Malheureusement, ils disposaient, eux, de certains biens qu'ils ont pu utiliser au moment des privatisations. Les sociétés mixtes ou à capitaux occidentaux les emploient volontiers : ils connaissent le milieu et n'ont pas de complexes ; ce sont de très bons partenaires pour les hommes d'affaires étrangers, car manquant totalement de colonne vertébrale, ils font tout ce qu'on leur demande sans avoir de scrupules à l'égard de leur pays. Votre nouveau premier ministre, je crois, n'est pas conservateur pas beaucoup, compte tenu de son attachement à l'indépen-

Une autorité sans charisme

BUDAPEST

de nos envoyés spéciaux

Dans cet imposant Parlement de Budapest qui a repris tous ses droits, il occupe le même bureau que le dernier numéro un communiste hongrois, Karoly Grosz. Mais le décor a changé : derrière le fauteuil du premier ministre József Antall, c'est désormais le drapeau de l'Europe, bleu, blanc, rouge, qui côtoie le drapeau magyar tricolore.



Ancien universitaire féru d'histoire, M. Antall, solitaire, sans commentaire volontiers le portrait qui orne l'un des murs : c'est celui du comte Lajos Batthyány, premier ministre indépendant exécuté par le terreur autrichienne en 1849. C'est assez fréquent chez nous que les radicaux émigrés et que les modérés soient exécutés », souligne son successeur avec un demi-sourire.

Devenu premier ministre après la victoire de son mouvement de centre-droit, le Forum démocratique (MDF), aux premières élections libres de mars-avril 1990, M. Antall passait alors pour un politicien dénué de charisme, voire ennuyeux. Sa première année à la tête du gouvernement n'aura pas démenti cette réputation mais, dans un pays sans chef historique de l'opposition anti-communiste, il a réussi à imposer son leadership de manière quasiment incontestée, au point que certains lui reprochent même son autoritarisme.

En à peine un an, M. Antall a déjà subi l'usure du pouvoir et sa cote de popularité est en chute libre. Les journalistes, qui accusent le MDF d'exercer un contrôle étroit sur les médias, ne sont pas tendres avec lui. On lui reproche aussi une trop grande indulgence vis-à-vis de l'ancienne droite de son mouvement. Pourtant, tel député de l'opposition, tout en trouvant le premier ministre trop conservateur, reconnaît qu'il sait faire preuve de souplesse et ne cache pas « avoir eu peur » lorsque M. Antall est tombé gravement malade, l'an dernier : « Au MDF, explique-t-il, il est le seul à pouvoir gouverner ».

J.-A. F. et S. K.

dance nationale ! Ces communistes, qui ne juraient que par Marx et les merveilles du socialisme, ont opté pour le capital. Ils sont dans le peloton de tête de la privatisation, et le peuple en tire un grand mécontentement et un sentiment d'injustice. Il est vrai qu'en Occident une bonne partie des milliardaires d'aujourd'hui ne sont sans doute pas fiers de leurs grands-pères.

Des nouvelles démocraties d'Europe centrale, la Hongrie paraît la plus pressée d'entrer dans la CEE. Quels délais vous donnez-vous pour y parvenir ?

Je pense que l'adhésion associative sera conclue à l'automne 1991, ce qui constitue déjà une promesse pour l'adhésion complète. Car et je ne nommerai aucun pays, l'association ne mène pas forcément à l'adhésion. Cette association pourra entrer en vigueur dès 1992. L'Autriche et la Suède devraient adhérer en 1993 et, conformément à l'opinion exprimée par plusieurs hommes politiques occidentaux, vers 1997-1998, ce sera notre tour. Cela implique que nous adaptions notre économie, nos mentalités, notre appareil juridique, notre enseignement etc. Cela dépend aussi, bien entendu, des décisions de la CEE, sans oublier la dimension de la sécurité.

Et l'OTAN, c'est pour quand ?

L'OTAN est de la plus haute importance. C'est un des principaux éléments de garantie de la sécurité européenne. Je suis partisan de la présence américaine en Europe, qui est un autre élément de garantie. Nous avons exposé cela l'an dernier aux Soviétiques. En même temps, il serait irréaliste que les ex-pays socialistes adhèrent à l'OTAN maintenant. Il faut donc mettre en place un système de sécurité européenne à partir du processus d'Helsinki, fondé sur des traités bilatéraux tant avec l'URSS qu'avec nos voisins et les pays occidentaux.

Au sein de l'OTAN, une réflexion doit être menée sur les limites de l'organisation, dans quelle direction elle veut progresser, si elle recherche des rapports bilatéraux... En tout état de cause, j'ai été le premier dirigeant d'un ancien pays socialiste à me rendre au siège de l'OTAN, à Bruxelles, et à avoir recherché des contacts permanents avec elle. Parallèlement, nous essayons de trouver une entente avec l'Union soviétique, nous nous efforçons de conclure des accords bilatéraux avec elle et avec nos voisins d'Europe centrale.

Vous avez refusé de signer le traité que vous proposaient les Soviétiques parce qu'il comportait une clause de sécurité trop contraignante. L'affaire a-t-elle progressé ?

Nous voulons signer un bon traité, qui ne limite pas notre souveraineté nationale, ni nos possibilités d'adhérer à des organisations européennes. Nous sommes convaincus que l'URSS comprendra cela, de même que nous sommes persuadés que le gouvernement soviétique mène une politique raisonnable et sage, même si certains de ceux qui se sont exprimés à ce sujet sont allés beaucoup plus loin, en en faisant même une affaire de prestige. La Roumanie a signé la formule que nous-mêmes et les autres pays similaires refusons. Evidemment, l'URSS recherche la solution qui lui est la plus favorable. Nous partons de la situation géographique de l'Europe centrale : la Russie, donc l'URSS, est notre voisin et le restera. Comme le disait le président finlandais Kekkonen, on peut faire beaucoup de choses à l'encontre de la géographie, sauf de la politique.

Pensez-vous pouvoir vous rendre un jour en Roumanie ? Le président Iliescu a-t-il répondu à votre invitation ?

J'ai rencontré M. Iliescu à Londres (2) et je lui ai remis une lettre. Je suis, bien sûr, partisan de la normalisation de nos relations avec la Roumanie, mais les visites à haut niveau n'ont de sens que si elles sont bien préparées et mènent à des résultats concrets. Ainsi la réouverture du consulat de Kolozsvár (Cluj), qui avait été fermé par Comroux, est une condition préalable. Il y a là-bas un consulat allemand, qui est ouvert ; pourquoi ne pourrait-il y avoir un consulat hongrois là où, en Transylvanie, il y a plus de deux millions de Hongrois ? Il faut résoudre les questions culturelles, les questions de la minorité hongroise. Nous ne cherchons pas à isoler la Roumanie, puis-que cela reviendrait à isoler la minorité hongroise, mais nous voulons progresser concrètement, en procédant de manière honnête.

Propos recueillis par JOSE-ALAIN FRALON et SYLVIE KAUFFMANN

(1) M. Nemeth, membre du PSOH, a succédé à M. Karoly Grosz à la tête du gouvernement en 1989.

(2) En marge de l'inauguration de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

Création d'un nouveau parti. — L'ancien dirigeant communiste réformateur Imre Pozsgay et M. Zoltan Biro, également ancien communiste, ont procédé, vendredi 17 mai, au lancement de l'Alliance nationale démocratique, un parti dont le mot d'ordre est la solidarité. — (AFP.)

مكتبة الامم المتحدة

POLITIQUE

Invitée de l'émission « Sept sur Sept » sur TF 1

M^{me} Edith Cresson : « Il n'y a pas d'efficacité dans le surplace »

M^{me} Edith Cresson, qui était, dimanche soir 19 mai, l'invitée de l'émission « Sept sur Sept » de TF 1, a évoqué son rôle de premier ministre et celui des membres de son gouvernement en disant notamment : « La première chose à faire est de représenter le peuple. Lorsqu'il y a des décisions difficiles à prendre, il faut les présenter à l'opinion publique en disant : voilà, si on fait ça, il y aura tel avantage, tel inconvénient ; si on ne fait rien du tout, les inconvénients seront beaucoup plus importants parce qu'ils vont s'accumuler. Par exemple, dans le domaine de la sécurité sociale ou des retraites, le fait de ne pas avoir avancé suffisamment vite — et cela date de longtemps avant Rocard — fait que les problèmes s'accumulent. Je crois que les Français sont majeurs, parfaitement capables de comprendre. Il faut bien expliquer puis prendre la décision. (...) La modernité, c'est l'efficacité. Il n'y a pas d'efficacité dans le surplace. Trop de précaution peut être nuisible. »

Invitée à répondre au jugement de M. Chirac selon lequel le nouveau gouvernement serait « un gouvernement Rocard sans Rocard », le nouveau premier ministre a répondu : « Ce n'est pas tout à fait juste. Il y a l'entrée de femmes à des postes très importants, comme Martine Aubry au ministère du Travail, de l'emploi et de la formation permanente. (...) Dans les gouvernements précédents, pas seulement celui de Michel Rocard, on travaillait relativement peu ensemble. Les ministres devaient confronter leurs points de vue pour bien faire le tour des questions avant de faire un choix. Une méthode de cette nature donnera une certaine impulsion à l'action gouvernementale. Il faut aussi une réflexion en profondeur sur les grands sujets qui conditionnent l'avenir du pays, par exemple

la protection sociale, la compétition internationale, en particulier sur le plan industriel. Il faut aussi trouver des méthodes d'organisation du travail qui soient différentes. »

A propos des nouvelles attributions dévolues à M. Pierre Bérégovoy, M^{me} Cresson a souligné : « Ce qu'il faut faire, c'est qu'au lieu d'une relation de dépendance, voire de soumission, de l'industrie par rapport aux finances, il faut qu'il y ait une coopération, un partenariat entre les deux. C'est pour cela que j'ai souhaité les rejoindre, sous l'autorité de Pierre Bérégovoy pour en faire (...) une usine à emplois (1). »

« J'admire ce que font les Allemands, mais... »

M^{me} Cresson a souligné, notamment, que le gouvernement fasse preuve, à l'égard des petites et moyennes entreprises, d'une « sollicitude bancaire et administrative » analogue à celle qui existe en Allemagne de la part de l'Etat pour tous les industriels. Interrogée sur la lourdeur traditionnelle de l'administration, elle a répliqué : « Quand la tradition n'est pas bonne, il faut la changer. » Au passage, M^{me} Cresson a cherché à relativiser l'un de ses propos rapportés par le *Journal du dimanche* sur la réaction de la Bourse de Paris, dont les valeurs avaient fléchi à l'annonce de la démission de M. Rocard. « La Bourse, avait-elle dit, je n'en ai rien à cirer. » « C'est une boutade, a-t-elle assuré. La Bourse est un des paramètres de l'économie, ce n'est pas le seul. »

En matière fiscale, le chef du gouvernement s'est déclaré « résolument hostile » au « recours à l'impôt indirect mais n'a pas exclu une éventuelle augmentation de l'impôt direct. Au sujet des dépenses publiques, M^{me} Cresson a

indiqué : « Je suis en train de faire l'épilogue de tout ce qu'on pourrait rogner. » En ce qui concerne la sécurité sociale, elle a estimé que la France « a pris un certain retard : nous sommes le seul pays d'Europe qui n'a pas fait sa réforme de la sécurité sociale. La CSG a été une bonne réforme mal comprise, a-t-elle dit avant de relever que la France se caractérisait par « une consommation médicale excessive » et en renvoyant à l'Allemagne, « où on ne rembourse que la partie active du médicament ». M^{me} Cresson s'est déclarée « scandalisée », d'autre part, par le fait que « les gens non couverts par la sécurité sociale soient obligés de recourir aux organisations caritatives pour pouvoir être soignés, comme si on était au Bangladesh. Tout le monde doit être soigné. Il faut revoir le système ». Sur tous ces points et sur celui du déficit budgétaire, elle aura gardé une « discussion approfondie » avec M^{me} Bérégovoy et Chirac.

Le premier ministre s'est encore référé à l'Allemagne pour vanter son système de formation professionnelle en alternance et pour exposer ses orientations européennes : « Je travaille beaucoup avec l'Allemagne, j'admire ce que font les Allemands, mais je connais l'histoire. Je sais que les rapports de forces sont ce qu'ils sont, et je dis : il faut être fort. Ce qui n'empêche pas la sympathie. On peut être pour l'OM et ne pas être contre la Juventus. (...) Je suis persuadé que la construction européenne se fera d'autant plus facilement que les Allemands auront le sentiment d'avoir besoin de nous, car s'ils sont beaucoup plus forts que nous ils peuvent avoir la tentation de jouer leur carte tout seuls et donc de ne pas construire cette Europe. Pour que la construction de l'Europe aboutisse il faut que la

France soit à l'égalité, ou à peu près, avec l'Allemagne. Nous ne voulons pas être le *Mezzogiorno* de l'Europe. (...) Il faut faire des alliances européennes, notamment dans l'électronique, l'informatique et peut-être l'automobile. »

« Je ne cherche à séduire personne »

Interrogée sur ses futurs rapports avec le Parlement, M^{me} Cresson a déclaré : « Je ne cherche à séduire personne. Je cherche à convaincre. Si sur un sujet d'intérêt national l'opposition se trouve en accord avec nous, il faut le dire. Si elle préfère qu'on modifie tel ou tel texte par des amendements et que nous puissions les accepter, nous les acceptons. Ce que je ne souhaite pas, c'est ce qui s'est passé pour le vote de la loi hospitalière, c'est-à-dire que nous acceptions des amendements et qu'ensuite l'opposition refuse de voter. Il faut que ce soit donnant donnant. Souvent les idées de l'opposition sont intéressantes. Quand elles sont positives, pourquoi ne pas les accueillir ? On peut se mettre d'accord quand il s'agit de l'intérêt national. Je crois que les électeurs jugeront sévèrement une opposition qui, pour des raisons politiciennes, refuserait les possibilités de faire avancer des dossiers brûlants. » Elle a jugé, en outre, que « si les communistes avaient une attitude moins bloquée, moins systématique, ce serait une bonne chose pour la France ».

Enfin, à propos du nombre réduit de rocardiens dans son équipe, M^{me} Cresson a affirmé que « personne n'a été puni ».

(1) M^{me} Cresson répondait à M. Jean Boissonnat qui, vendredi soir, au cours de l'émission « Le point sur la table », avait qualifié d'« usine à gaz » le superministère confié à M. Bérégovoy.

Au « Club de la presse » d'Europe 1 - Libération

M. Pierre Mauroy reprend ses aises

Le Parti socialiste ne sort pas renforcé du changement de gouvernement. Désormais privé de l'association au pouvoir que symbolisait la réunion hebdomadaire de ses dirigeants et de ses groupes parlementaires avec le premier ministre et les principaux ministres socialistes, il est pour ainsi dire mis au piquet. M. Pierre Mauroy est apparu, dimanche 19 mai, comme le surveillant général de cette classe de cançons, chargé de les faire tenir tranquilles et d'essayer malgré tout de les amener jusqu'aux épreuves régionales et législatives dans un et deux ans.

« Je paie mes dettes, a dit un jour M. François Mitterrand, en précisant : une fois. » Cette fois était peut-être la bonne pour M. Pierre Mauroy, et M. Laurent Fabius a peut-être été présomptueux de croire qu'il aurait sa part de la redistribution des cartes rendue possible par le départ de M. Michel Rocard de Matignon. A entendre le premier secrétaire au « Club de la presse » d'Europe 1, Libération, dimanche, s'insurger contre le rumeur qui avait annoncé qu'un poste lui était offert au gouvernement en échange de la direction du PS pour M. Fabius, à écouter son entourage jurer que cette rumeur l'avait pris totalement au dépourvu, on peut penser que M. Mauroy avait de bonnes raisons de ne pas même prendre la peine, dans un premier temps, de la démentir.

L'homme qui, au congrès de Rennes, il y a un peu plus d'un an, avait mis en échec la tentative de constitution d'une majorité jospino-rocardo-chévènementiste contre M. Fabius avait suffisamment

mérité du chef de l'Etat pour ne pas faire les frais de la reprise en main de la semaine dernière. Ceux qui allaient jusqu'à imaginer une répétition du congrès de Metz de 1979 — les mitterrandistes réconciliés, voire avec l'appui de M. Chevènement, rejetant dans la minorité MM. Rocard et Mauroy — doivent déchanter. « Le pouvoir que j'ai, ce sont les militants qui me l'ont donné, et c'est à eux que je le remettrai », a déclaré le premier secrétaire, écartant ainsi, sur un ton qui n'admettait pas de réplique, l'hypothèse de sa démission lors de la prochaine réunion du comité directeur.

M. Mauroy s'est même montré assez sûr de lui pour confirmer publiquement, au passage, à l'intention de M. Fabius, qu'il n'accepterait pas le remplacement de M. Marcel Debarge, entré au gouvernement, par M. Claude Bartolone, au poste de numéro deux du PS. Le principal lieutenant du président de l'Assemblée nationale est considéré par le maire de Lille comme responsable de la rumeur qui le visait. « La situation de numéro deux est incompatible avec une politique de courants trop intensive », a souligné M. Mauroy.

MM. Fabius et Jospin étaient venus tous les deux, le 16 mai, se plaindre auprès de M^{me} Edith Cresson de la composition du gouvernement. Celle-ci s'était empressée de le faire savoir aux journalistes et de commenter sèchement les chamailleries des deux chefs de courants. Bref, ils ne sont ni l'un ni l'autre au mieux de leur forme. M. Jospin, que certains de ses proches disaient dans les meilleurs termes avec M. Mitterrand et assuré de bénéficier d'une promotion gouvernementale, sinon de succéder à M. Rocard, en a été réduit à défendre son ministère de l'éducation nationale qu'on menaçait de confier à M. Jean-Louis Bianco, ce qui aurait été une sanction. M. Fabius, qui savourait d'avance la revanche d'une entrée triomphale rue de Solferino, n'avait plus qu'à protester contre l'arrivée au gouvernement de M. Dominique Strauss-Kahn, un jospiniste pourtant conciliant, et contre l'hypothèse de celle de M. Henri Emmanuelli — mais l'intéressé devait décliner l'offre d'un secrétariat d'Etat.

Sûr de son fait

M. Rocard renvoyé à ses études, MM. Fabius et Jospin priés de se taire, M. Chevènement abandonné à son exil volontaire — malgré les paroles aimables qu'il s'était empressé d'avoir pour M^{me} Cresson — les courants, en effet, se portent mal et M. Mauroy, corollairement, reprend ses aises. Il a évoqué tranquillement dimanche, une réforme des statuts du parti, destinée précisément à « diminuer l'influence des courants ». Des dispositions peuvent être prises, a-t-il dit, elles le seront. Il a rappelé sa volonté d'avancer à la fin de l'année le prochain congrès, mais sans en faire un drame : « Je souhaite qu'il soit avancé, a-t-il dit. Si je n'arrive pas à convaincre tout le monde, nous irons à la date normale. » Celle-ci étant mars 1992, période des élections régionales, le congrès, s'il n'est pas avancé à décembre, ne pourra se réunir qu'en mai ou juin 1992. Il a même envisagé comme le plus probable le maintien du scrutin régional actuel, qui l'inquiétait pourtant la semaine dernière encore, comme s'il y était résigné et comme s'il ne craignait plus que les militants lui fassent porter la responsabilité d'un échec du parti lors de ce scrutin.

Rappelant qu'il avait envisagé lui-même, le 14 avril dernier, sur *Radio J*, l'hypothèse d'un remaniement gouvernemental — « Au bout de trois ans, c'est la loi du genre », M. Mauroy est apparu sûr de son fait, conforté dans sa fonction et dans son rôle, paré pour toute éventualité. Une telle assurance ne peut avoir pour origine que la volonté présidentielle. La dette est payée. Une fois.

PATRICK JARREAU

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
SCIENCES et MÉDECINE

Les « grandes lignes » du programme du premier ministre

Suite de la première page

Mais les effets d'image ne durent jamais longtemps. Surtout lorsqu'on dirige le gouvernement et même si l'on a le privilège d'être la première femme nommée à ce poste dans l'histoire de la République. M. François Léotard, qui en connaît un bout sur les limites des effets médiatiques, tenait un propos de bon sens lorsqu'il soulignait, dimanche, sur RMC, que cette innovation deviendra très vite « aussi anecdotique que l'âge de M. Fabius à son arrivée à l'Élysée ». Les réactions dubitatives qui se sont exprimées dès le lendemain de la formation du nouveau gouvernement ont prouvé que les milieux politiques n'y sont déjà presque plus sensibles.

M^{me} Cresson sera d'abord jugée sur sa capacité à concrétiser la « nouvelle méthode » d'action gouvernementale qu'elle annonce. Tout le monde a bien compris que le nouveau premier ministre veut rompre avec les pratiques rocardiennes. Mais M^{me} Cresson s'est montrée trop cruelle avec les méthodes douces de son prédécesseur — qu'elle a implicitement accusé de mollesse et d'irrésolution lorsqu'elle a affirmé dimanche, sur TF 1, que « la modernité, c'est l'efficacité » — et que « trop de précautions peuvent être nuisibles » — pour que les Français, ceux-là mêmes qu'elle cherche non à séduire mais à convaincre, ne se contentent de ses déclarations d'intention.

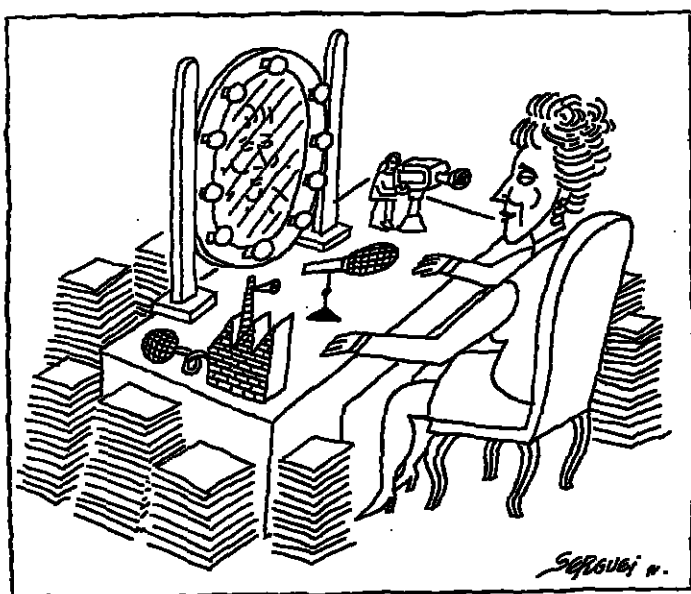
Sous surveillance

Il ne suffit pas de se référer à Pierre Mendès France pour donner de la consistance à une approche qui donne l'impression de découvrir la lune quand elle se borne à énoncer que le gouvernement travaillera mieux si les ministres « confrontent leurs points de vue pour faire le tour des questions », réfléchissent « en profondeur sur les grands sujets qui conditionnent le pays » et recueillent l'avis de « tous ceux qui ont droit au vote » et « tous ceux qui ont droit au changement ». La démonstration du changement, en ce domaine, reste à faire.

M^{me} Cresson sera surtout jugée sur le fond. Mais si la déclaration de politique générale qu'elle doit faire mercredi après-midi 22 mai devant le Parlement ne dépasse pas le stade de l'esquisse qui est la sienne depuis la semaine dernière, il est peu probable que le nouveau premier ministre entraîne l'Assemblée nationale et le Sénat dans le « nouvel élan » que M. François

Mitterrand l'a prêté d'insuffler au pays. La référence au « modèle allemand » en ce qui concerne la politique industrielle et la formation professionnelle des jeunes, pour opportune qu'elle soit, ne peut suffire à constituer un dessein.

Dans l'immédiat, M^{me} Cresson n'a pas de gros soucis à se faire. L'opposition est prévenue des



intentions et des arrière-pensées du nouveau premier ministre. Elle a compris que si M^{me} Cresson affiche aujourd'hui une attitude d'ouverture, alors que la composition de son gouvernement la dément — de l'avis même de certains de ceux qui, tel M. Michel Durafour, l'incarnent dans le gouvernement de M. Michel Rocard et en ont été évincés — c'est surtout par tactique. Il s'agit de faire porter légitimement à la droite la responsabilité d'un blocage parlementaire qui pourrait permettre au chef du gouvernement de justifier auprès de l'opinion publique une dissolution de l'Assemblée nationale. On imagine mal, dans ces conditions, que l'opposition tombe facilement dans le panneau. Elle choisira son heure.

La stratégie des communistes, en outre, donne un certain répit à M^{me} Cresson. M. Georges Marchais l'a dit d'emblée : le groupe parlementaire du PCF donnera un délai de grâce au nouveau gouvernement. Pas question pour lui de voter une éventuelle motion de censure qui n'obéirait qu'à des considérations « politiciennes ».

Non seulement les communistes n'ont aucun intérêt à souhaiter des élections législatives anticipées mais la prudence leur commande de ne pas s'aliéner le premier ministre socialiste, qui conduira sans doute les prochaines campagnes dans lesquelles ils seront partie prenante des suffrages de gauche.

Bien que sa majorité relative soit encore plus amoindrie à l'Assemblée nationale que celle dont disposait M. Rocard, ne le simple fait que les suppléants des nouveaux membres du gouvernement ne pourront pas siéger au Palais-Bourbon avant un mois, M^{me} Cresson

aura donc un peu de temps devant elle pour compléter ses premiers propos. Ceux-ci, pour l'instant, souffrent en effet d'apparaître un peu courts.

Les rocardiens seront d'ailleurs les premiers à la mettre sous surveillance. Ils n'auront pas manqué de noter que, dimanche, à la télévision, elle a fait preuve d'une discrétion extrême sur le bilan de son prédécesseur, au contraire de M. Mauroy, sur Europe 1, et même de M. Fabius, dans le *Journal du dimanche*, qui ont confitamment rendu hommage au travail de M. Rocard. Mais les rocardiens ne seront pas les seuls. C'est Pierre Mendès France lui-même qui rappellerait souvent la vertu des programmes. Il citait volontiers la formule de Jean Jaurès quand il voulait mettre en garde contre les artifices médiatiques : « Il n'y a pas de démocratie si les programmes ne sont pas un contrat inviolable entre le parti et le peuple. » Cela vaut pour tous les chefs de gouvernement sans distinction de sexe.

ALAIN ROLLAT

De Georges Pompidou à nos jours

Les seconds des septennats

En nommant M^{me} Edith Cresson à Matignon, M. François Mitterrand ne déroge pas à la règle de la V^e République qui fait succéder à un premier ministre au profil très « politique », nommé en début de septennat, un premier ministre « technicien » ou un fidèle parmi les fidèles du chef de l'Etat. Cette sorte de respiration naturelle du septennat répond à des motifs profonds qui semblent avoir inspiré les quatre présidents de la V^e République.

Michel Debré (1959-1962), Jacques Chaban-Delmas (1969-1972), Jacques Chirac (1974-1976), Pierre Mauroy (1981-1984) et Michel Rocard (1988-1991) ont tous les cinq inauguré un septennat. Ils avaient tous un profil politique affirmé et derrière eux une solide carrière de parlementaire ou de ministre. Ils sont arrivés à Matignon pour mettre en œuvre la politique définie par le chef de l'Etat pendant sa campagne électorale. Leur profil politique, leur pugnacité attendue étaient adaptés à cette première phase d'un septennat où il faudrait comme cabinet et convaincre (dans le cas de Rocard) l'opposition.

Après de multiples déchirures avec l'Elysée, ce « premier premier ministre » est limogé au bout de quelques années. Il réalise alors à quel point, en entrant à Matignon, il s'est assis, comme le disait M. Michel Rocard, sur « un siège éjectable ».

Ne pas avoir la stature d'un dauphin

Michel Debré, usé et déchiré (par l'affaire algérienne), Jacques Chaban-Delmas, en forme mais disqualifié aux yeux du président pour « gauchisme » rampant, Jacques Chirac, réduit par le président à un rôle de chef de cabinet et ulcéré, Pierre Mauroy, à bout de souffle et meurtri (par le retrait du projet Savary), Michel Rocard, encore trop vigoureux après trois ans de Matignon et décidément toujours aussi insupportable aux yeux de l'Elysée, ont tous connu le même sort.

Évacués de la sphère du pouvoir exécutif, ils ont vu leur successeur un second premier ministre (1) présentant aux yeux du chef de l'Etat un profil théoriquement plus tranquillisant que le leur : c'est celui d'un « technicien » (Raymond Barre en 1976), d'un homme (Georges Pompidou en 1962, Couve de Murville en 1968, Pierre Messmer en 1972, Laurent Fabius

en 1984) ou d'une femme (Edith Cresson en 1991) qui doivent tout au chef de l'Etat et ont fait leur carrière sous son ombre.

Georges Pompidou présente la particularité d'avoir été à la fois un « second premier ministre », au profil de fidèle du président, quand il est appelé à Matignon, en avril 1962, pour remplacer Michel Debré, et un « premier premier ministre » de début de septennat, en janvier 1965 (après la première élection du président au suffrage universel direct) au profil politique plus assuré. Ayant pris trop d'indépendance et d'assurance, il est remplacé, en juillet 1968, par un « technicien », fidèle du général de Gaulle, M. Couve de Murville.

Une même volonté inspire cette démarche : s'attacher un homme ou une femme qui n'est rien — ou presque — et qui vous devra tout, un homme ou une femme qui, de l'autre côté de la Seine, n'aura pas, sauf exception imprévisible, comme Georges Pompidou, la stature d'un dauphin. Le choix du premier ministre par le chef de l'Etat est complètement discrétionnaire sous la V^e République, mais avec ce second premier ministre, il prend une saveur particulière. C'est « sa » création et c'est bien « son » septennat auquel ce premier ministre va donner un souffle nouveau. Ces seconds premiers ministres ont, en outre, à songer, non pas à une hypothétique avenir présidentiel, mais aux prochaines législatives. Pierre Messmer y a été confronté en 1973, Raymond Barre en 1978, Laurent Fabius en 1986 et Edith Cresson est invitée à les gagner, en 1993, pour éviter à François Mitterrand une nouvelle cohabitation.

Est-ce, pour autant, le gage absolu de la tranquillité, la fin de la rivalité entre président et premier ministre inscrite dans les « chromosomes » de cette République ? Non, pour preuve : la dégradation des relations entre le général de Gaulle et Georges Pompidou, entre Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre, entre François Mitterrand et un Laurent Fabius « troublé » par la venue à Paris du général Jaruzelski.

PIERRE SERVANT

(1) A l'exception de M. Mitterrand, contraint en 1986, après les législatives, de changer de premier ministre et de choisir M. Chirac, les présidents de la V^e République n'ont eu que deux premiers ministres par septennat, mais la statistique est toutefois partiellement faussée dans la mesure où deux septennats (de Gaulle en 1969 et Pompidou en 1974) ne sont pas allés jusqu'à leur terme.

POLITIQUE

Les réactions à la nomination de M^{me} CressonM. François Léotard
n'attend « pas grand-chose »

M. François Léotard, ancien président du Parti républicain, a affirmé, dimanche 19 mai, lors du Forum RMC-Express, qu'il ne serait pas « un déçu de M^{me} Edith Cresson, tout simplement » parce qu'il n'attend « pas grand-chose » du nouveau premier ministre. « On licencie M. Rocard en l'accablant d'éloges » et « on fait entrer la guerre des courants à l'intérieur même de l'Elysée. C'est un très mauvais feuillet. C'est Dallas moins le pétrole », a ajouté M. Léotard.

La nomination d'une femme à Matignon ? « C'est très bien. Ça devait arriver depuis longtemps, mais c'est autant médiatique que l'âge de M. Laurent Fabius lorsqu'il est arrivé au gouvernement », a poursuivi l'ancien ministre, qui a ajouté : « Les pesanteurs idéologiques du Parti socialiste (...) sont telles que je ne vois pas la liberté de manœuvre que M^{me} Cresson pourrait avoir. » L'ancien président du PR s'est également étonné qu'une femme, dont

on n'a pas le souvenir qu'elle ait été un grand ministre, arrive à la tête du gouvernement de la France entourée de tant d'encens, en précisant : « Il y a de mauvais acteurs, une mauvaise pièce et un remarquable metteur en scène. »

Interrogé sur une éventuelle dissolution de l'Assemblée nationale, M. Léotard a estimé que le président de la République, « pour éviter des difficultés qui viennent en nombre important », pouvait être amené à « devancer les échéances ». « D'une certaine manière je le souhaite », a-t-il dit, car « nous pouvons gagner dans l'état actuel des choses ».

■ M. Dominique Baudis, député UDC de Haute-Garonne : « Nous n'avons pas changé de gouvernement mais de premier ministre, c'est une opération anti-Rocard. Il est rare de voir une équipe rester au pouvoir aussi longtemps à la présidence. »

M. Laurent Fabius :
« Nous devons
nous concentrer
sur les problèmes réels »

M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, affirme notamment, dans un entretien publié le 19 mai par le Journal du dimanche : « Michel Rocard peut partir le front haut. Beaucoup de choses ont été entreprises. (...) Le nouveau gouvernement se met à la tâche. Le Parti socialiste doit l'épauler, proposer, convaincre, rassembler. C'est cela qui est à l'ordre du jour et non pas de donner le sentiment de division ou d'une bipolarisation sur des questions médiocres. Pensons d'abord aux préoccupations des Français. Nous devons nous concentrer sur les problèmes réels de la population. Europe, emploi, éducation, intégration, environnement. (...) Je serais personnellement étonné que, dans une première période tout au moins, l'opposition fasse blocage car cela apparaîtrait comme un procès d'intention à l'égard du nouveau gouvernement. Quant au Parti communiste, je ne crois pas qu'il éprouve une envie farouche d'affronter des élections anticipées. »

■ M. Jean-Pierre Soisson : « L'ouverture doit être poursuivie. » — M. Jean-Pierre Soisson, ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et de la modernisation de l'administration, a déclaré, samedi 18 mai, sur la Cinq que « l'ouverture doit être poursuivie afin que les textes auxquels le gouvernement tient puissent être votés » à l'Assemblée nationale, « en respectant totalement l'autonomie du centre ». M. Soisson a refusé le qualificatif de « ministre allié de l'ouverture » et a souligné qu'il n'est « heureusement pas le seul ministre de l'ouverture » au gouvernement, puisque celui-ci compte « cinq responsables de France unie » au niveau des ministères.

A propos de ses nouvelles attributions, M. Soisson a indiqué qu'il veut « une modernisation négociée de l'administration française », c'est-à-dire « en liaison avec les fonctionnaires eux-mêmes et avec les syndicats ». Il a précisé qu'il avait spécialement demandé à M^{me} Cresson d'ajouter « la modernisation de l'administration » à son ministère.

■ M. Michel Durafour : « Plus d'ouverture. » — M. Michel Durafour, ministre d'Etat, chargé de la fonction publique dans le gouvernement Rocard, a déclaré, samedi 18 mai, sur RTL, que, dans le gouvernement de M^{me} Edith Cresson, « il n'y a plus de ministres d'ouverture, sinon quelques-uns pour la photographie ». Le président de l'Association des démocrates a regretté les départs des membres du gouvernement qui n'appartenaient pas à des partis politiques : M^{me} Hélène Dorziac, MM. Roger Fauroux, Jacques Pelletier, Thierry de Beaucé et Lionel Stoléru. Il a estimé que M. Jean-Pierre Soisson, devenu ministre d'Etat chargé de la fonction publique et de la modernisation de l'administration, était l'un des rares ministres d'ouverture maintenus au gouvernement, ajoutant : « Il n'est pas digne d'être là comme prétexé à l'ouverture. »

■ M. Maxime Gremetz (PCF). — M. Maxime Gremetz, secrétaire du comité central du Parti communiste, qui s'exprimait, dimanche 19 mai, devant les communistes de Loire-Atlantique réunis pour une fête de l'Humanité, a déclaré, à propos du gouvernement d'Edith Cresson, que son parti se félicite « de voir enfin une femme premier ministre mais qu'un tel changement ne suffit pas » et que ce gouvernement « sera jugé aux actes ». M. Gremetz a ajouté : « Comme en 1988, le nouveau gouvernement (...) comprend des ministres socialistes et des ministres de droite. On a déjà vu le résultat d'un tel choix : c'est une politique qui ne doit rien à la gauche, tout à la droite. Toute mesure allant dans le sens de l'austérité, de l'injustice, de l'abandon national sera combattue par nous avec détermination. »

■ M. Yvon Briant, président du CNI : « On a certes changé le chef d'orchestre, bousculé quelques chaises et évincé plusieurs exécutants particulièrement douteux ou encombrants. Pour autant, la partition restera, à coup sûr, désespérément identique et plus que jamais dictée par l'Elysée. »

■ M. Denis Langlois, porte-parole de l'Appel des 75 pendant la guerre du Golfe : « C'est le gouvernement de l'après-guerre du Golfe. Les mêmes ou à peu près : les rangs sont encore plus resserrés derrière le chef suprême, Mitterrand. Pas grand-chose à attendre en ce qui concerne la paix, le progrès social et la lutte contre les inégalités. En revanche, le patronat et les marchands de canons ont encore de beaux jours devant eux. »

La Pentecôte du président de la République

M. Mitterrand n'a (presque) pas dérogé à sa tradition

SOLUTRE
de notre envoyée spéciale

Les traditions sont les traditions. M. François Mitterrand avait déjà, dans le passé, changé la date du pèlerinage qu'il avait décidé de respecter chaque année à partir de 1946 : la Pentecôte avait alors été substituée au dimanche de Pâques pour cause de raisons météorologiques peu clémentes.

Cette année 1991 aura marqué un nouveau changement : le dimanche a été remplacé par le lundi. Il était à peine 9 heures, ce 20 mai, quand une vingtaine de représentants de la presse, une poignée d'écologistes représentant la Fédération de protection de l'environnement du TGV implantées dans six départements du Sud-Est, et quelques fidèles et curieux ont aperçu la petite troupe présidentielle se diriger

vers le sommet de la roche de Solutre.

Le président de la République, accompagné de son frère Robert, de son beau-frère Roger Hanin, de MM. Georges Klejman, Jack Lang et Pascal Sevran, escortés d'un service de sécurité léger, a gravi la roche. Un maire des Bouches-du-Rhône venu en famille lui a remis deux photos prises dans sa commune lors de la campagne présidentielle de 1981. M. Mitterrand s'est prêté au désir des photographes et s'est contenté de lancer : « A l'année prochaine ! ». Avant d'avoir vu M^{me} Edith Cresson la veille au soir sur TF 17 ? C'est M. Georges Klejman qui a ironisé : « Il l'a trouvée très bonne, à ma grande surprise... »

Le président de la République a ainsi presque dérogé le dispositif mis en place par une partie de la presse. Agacé ou lassé par l'af-

fluence médiatique que ce pèlerinage provoquait depuis 1981, il avait fait savoir que la Pentecôte 1991 le verrait changer ses habitudes. On l'avait aperçu dans les parages, dimanche, mais il n'avait pas gravi la roche où étaient venus manifester plusieurs dizaines d'anciens combattants d'Algérie membres de la FNACA.

M. Louis Mermaz avait confié à une poignée de journalistes, qui l'avaient détecté dans un restaurant de Cluny, que M. Mitterrand avait tout simplement changé de lieu de promenade en escaladant une autre colline, les flancs du Montsard, qui abritait la grotte de Jocelyn, cette cavité rocheuse qui inspira à Lamartine sa *Grotte des Aigles*, où Laurence et Jocelyn abritaient leur amour...

ANNE CHAUSSEBOURG

Après deux plastiquages imputables à des nationalistes corses

Le nouveau premier ministre promet
« la fermeté la plus grande »

Deux attentats à l'explosif, imputables à des nationalistes corses, ont été commis dans la nuit du samedi 18 au dimanche 19 mai, l'un à Marseille, l'autre à Bastia (Haute-Corse), sans faire de victimes.

La première explosion s'est produite peu avant minuit, dans les quartiers sud de Marseille, au siège social des Travaux du Midi. Le

En Provence-Alpes-Côte d'Azur
M. Tapie pourrait renoncer
à se présenter
aux élections régionales
MARSEILLE

de notre correspondant régional

M. Bernard Tapie renoncera-t-il à être le chef de file de la majorité présidentielle aux prochaines élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur ? Après avoir indiqué, lui-même, dès le mois de juin 1990, qu'il pourrait « s'intéresser » à la région, le député des Bouches-du-Rhône avait implicitement confirmé, dans plusieurs déclarations, qu'il serait candidat en 1992. De son côté, M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, l'avait quasiment investi, le 28 mars dernier, à Marseille, en le couvrant de louanges.

Or, comme nous l'avons confié, dimanche 19 mai, M. François Bernardini, premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, « il n'y a aucune certitude », aujourd'hui, que le président de l'OM se lance dans la bataille. Selon celui-ci, M. Tapie misait, en effet, pour espérer l'emporter, sur une modification du mode de scrutin. « Si celle-ci était abandonnée, a admis M. Bernardini, la victoire deviendrait plus problématique, et il se pose donc la question « j'y vais ou j'y vais pas. »

M. Mauroy ayant déclaré, dimanche soir, au Club de la presse Europe 1-Libération, qu'il « craignait » que le changement de la loi électorale « ne soit plus possible », la candidature de M. Tapie paraît, désormais, bel et bien compromise. Dans le cadre d'un scrutin départemental à la proportionnelle intégrale, à un tour, le député des Bouches-du-Rhône — bien qu'il soit très bien placé dans les sondages d'opinion — aurait, il est vrai, à relever un pari difficile. Aux dernières élections régionales, en 1986, la gauche n'avait obtenu que 37,3 % des suffrages exprimés. « Si ce n'est pas Bernard Tapie », a indiqué M. Bernardini, ce sera Michel Vauzelle.

L'ancien porte-parole de l'Elysée, devenu président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a fait savoir, en effet, qu'il se tenait « à la disposition du parti ». Ce fabiusien serait, sans aucun doute, à même de rassembler l'ensemble des socialistes de la région. Mais il reste, cependant, pour le moment, sur la réserve. « J'ai été choqué, nous a-t-il déclaré, par la façon dont M. Mauroy a investi M. Tapie, en dehors de toute procédure démocratique. Quoi qu'il en soit, il est d'ores et déjà acquis que M. Vauzelle, conseiller municipal d'Arles, sera candidat dans son fief lors des prochaines élections cantonales. Il devrait être investi par le PS dans le canton d'Arles-Ouest. »

GUY PORTE

Les élus écologistes
n'espèrent rien de bon

LIMOGES

de notre envoyé spécial

Ne parlez pas de M^{me} Cresson aux élus de Verts ! Réunis à Limoges les 18 et 19 mai pour l'assemblée générale de leur association (1), ils n'ont eu que sarcasmes pour le nouveau premier ministre. « C'est le ministre le plus anti-écologiste qu'on ait eu, explique M^{me} Marie Legrand, conseillère municipale verte de Poitiers. A Châtelleraut, elle défend l'usine Ixoex qui empoisonne sa ville. Après Monaco, c'est elle la plus fanatique pour la centrale nucléaire de Civaux, pourtant construite sur la Vienne à l'amont de Châtelleraut ! » Les militants antinucléaires du Poitou ont ressorti pour l'occasion d'anciennes affichettes qui sont éloquentes : « Monory + Cresson = Civaux ».

Sur ce point, M. Antoine Waechter et son rival M. Yves Cochet sont d'accord : à leurs yeux, M^{me} Cresson est « productiviste » et « encore moins écologiste que Rocard ». Ce n'est pas la promotion de M. Brice Lalonde, devenu ministre de l'environnement à part entière, qui peut les réconcilier avec un gouvernement mobilisé pour la « guerre économique ».

Mais les élus écologistes n'étaient pas venus à Limoges pour parler du nouveau gouvernement. Outre une session de formation consacrée à la

« ruralité », ils ont tenu leur assemblée générale ordinaire pour réformer leurs statuts et se donner un nouveau bureau. Lors de leur assemblée générale de Strasbourg, en mai 1989, les élus écologistes avaient opté pour une association pratiquement réservée aux seuls adhérents du parti des Verts. Ils voulaient alors éviter l'entrisme incontrôlé, en une période d'euphorie créée par des résultats électoraux inespérés. A Limoges, ils ont décidé de s'ouvrir en supprimant toute référence au parti des Verts. L'adhésion à l'ANEE sera soumise à un « agrément national ».

Cette volonté d'ouverture vient de ce que l'ANEE, qui rassemble seulement six cents adhérents — dont une poignée de maires — pèlerine quelque peu depuis deux ans, malgré des stages de formation répétés. Sa présidente, M^{me} Andrée Buchmann, conseillère régionale d'Alsace, avait décidé de ne pas se représenter. Elle a été remplacée par M. François Breteau, conseiller du deuxième arrondissement de Paris et ancien président de Greenpeace France.

ROGER CANS

(1) L'Association nationale des élus écologistes ou ANEE, à ne pas confondre avec l'Association nationale des élus de l'environnement de M^{me} Jacqueline Nebout, adjointe au maire de Paris.

Elle « saura se battre pour les intérêts
des possédants et des riches »affirme M^{me} Arlette Laguiller,
lors de la fête de « Lutte ouvrière »

M^{me} Arlette Laguiller a affirmé, dimanche 19 mai, que « M^{me} Cresson, à qui on prête une réputation de bêtise, saura se battre pour les intérêts des possédants et des riches. En revanche, les travailleurs n'ont vraiment rien de bon à attendre de ce changement de gouvernement ».

La dirigeante du mouvement trotskiste Lutte Ouvrière, qui s'exprimait au cours de la fête annuelle de sa formation organisée à Presles (Val-d'Oise) devant plusieurs milliers de sympathisants et curieux, s'est déclarée « écartée de la politique d'un gouvernement qui se prétend de gauche mais qui favorise l'enrichissement scandaleux de riches parasites, des patrons, des actionnaires, des bourgeois, et accepte en même temps que les travailleurs soient poussés dans une gêne croissante tant qu'ils ont du travail et vers la pauvreté quand les patrons les jettent à la rue ».

« C'est ce gouvernement de gauche qui a le culot de présenter le RMI, cette misérable aumône de 2 000 F par mois, comme l'expression de son côté social », a-t-elle ajouté.

Pour M^{me} Laguiller, le premier ministre est « une femme qui, quand elle a quitté son poste au gouvernement, l'a fait pour se recaser comme président-directeur général adjoint d'un des plus grands trusts du pays — Schneider, — une femme dont l'intérêt pour le profit des grandes entreprises de l'automobile est d'autant plus grand que son mari est un haut cadre de direction chez Automobiles Peugeot. Autant dire qu'elle est une de ces spécialistes qui ont plus qu'un pied dans la bourgeoisie ».

L'ancienne candidate à la présidence de la République a aussi critiqué M. Georges Marchais, qui, dans sa dépêche pour la faire aus-

sitôt des offres de service », ce qui « montre seulement que la direction du Parti communiste voudrait bien retrouver quelques fouteurs de ministères, que personne ne lui propose, et serait prête à remettre ça et à gouverner à nouveau avec le PS, malgré ce que cela a coûté à la classe ouvrière et au PCF lui-même ».

M. Kofi Yamgnane, le maire noir de Saint-Coulitz (Finistère), nommé vendredi secrétaire d'Etat aux affaires sociales et à l'intégration, a fait sensation en arrivant dimanche à la fête. Il a déclaré qu'il était « contre toute exclusion, y compris celle de nos adversaires politiques ». Il a expliqué qu'il avait accepté, avant sa nomination au gouvernement, de venir à la fête de Lutte ouvrière pour participer à un forum sur l'intégration et qu'il avait tenu à honorer son engagement. M. Yamgnane a souligné que son refus de toute exclusion s'appliquait aussi au Front national : « Si le Front national fait un meeting, je suis disponible, j'y vais. Je n'exclus personne, ni même de recevoir, de discuter avec Le Pen. Discuter avec tout le monde, c'est autorisé ».

■ M. Denis Langlois, porte-parole de l'Appel des 75 pendant la guerre du Golfe : « C'est le gouvernement de l'après-guerre du Golfe. Les mêmes ou à peu près : les rangs sont encore plus resserrés derrière le chef suprême, Mitterrand. Pas grand-chose à attendre en ce qui concerne la paix, le progrès social et la lutte contre les inégalités. En revanche, le patronat et les marchands de canons ont encore de beaux jours devant eux. »

De l'huile sur le feu

par Jean-Louis Andréani

EN l'absence de revendication, pour le moment, de l'attentat de Bastia, l'action de commando de Marseille, revendiquée par le FLNC « canal habituel », est relativement surprenante de la part de cette organisation clandestine, proche des nationalistes « modérés » du MPA, qui avait annoncé, en janvier, un « gel » total de ses actions « militaires ». Malgré l'annulation par le Conseil constitutionnel de la reconnaissance du « peuple corse », le MPA vient de décider la constitution d'un « Front démocratique », dans la perspective des élections régionales de 1992. Un tel choix laissait supposer que le « gel » annoncé par le FLNC « canal habituel » restait en vigueur. La question est donc maintenant de savoir s'il s'agit seulement d'une action spectaculaire isolée, destinée à ne pas laisser sans réponse l'« affront » du Conseil constitutionnel, ou s'il s'agit d'un nouveau changement de tactique.

Dans ce contexte, alors que l'incertitude demeure sur l'attitude des « durs » du FLNC « canal historique », qui n'avaient pas, eux, renoncé à des actions armées ponctuelles, les déclarations du nouveau premier ministre dimanche à 7 sur 7 reviennent à jeter une louche d'huile

sur le feu. Certes, il est normal qu'un chef de gouvernement ne s'accorde pas d'actions de ce type sur le territoire français. Mais M^{me} Cresson en rajoute lorsqu'elle précise qu'elle était réservée sur le notion de « peuple corse ». Elle utilise un langage qui rappelle l'époque, antérieure à la politique de M. Joxe — qui voulait justement rompre avec une telle logique, — où Paris appréhendait avant tout le problème corse comme un problème d'ordre public.

Peut-être par méconnaissance de la complexité de la question, elle risque de compliquer la tâche de son ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand veut, bien sûr, faire appliquer en Corse l'ordre républicain, mais il souhaite aussi avancer « à marche forcée » dans l'application du nouveau statut, précisément pour tenter de désamorcer la tension renaissante dans l'île.

M. Rocard lui aussi était, au départ, réticent face aux orientations de M. Joxe. Il avait fini par se rendre à l'évidence et soutenir la politique de son ministre de l'Intérieur, dont il avait finalement acquis la conviction qu'elle était la seule possible.

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

55151
الاحول

Pour financer des projets de développement

Le Bangladesh va demander une aide budgétaire de 2,3 milliards de dollars au Club de Paris

Au moins 15 personnes ont été tuées et 200 autres blessées, samedi 18 mai, dans une tempête qui a touché la région de Barisal, dans le sud du Bangladesh. Cela porte à 100 le nombre des morts officiellement annoncé au cours d'un mois d'intempéries et

d'inondations après le cyclone des 29 et 30 avril. Le Bangladesh va solliciter du Club de Paris, les 29 et 30 mai, une aide budgétaire de 2,3 milliards de dollars pour financer des projets de développement et des importations de biens en 1991-1992. A cette

demande il faut ajouter la somme de 1,4 milliard de dollars déjà réclamée par Dacca pour venir en aide aux survivants du cyclone. L'utilisation de l'aide internationale n'est pas toujours rationnelle, comme a pu le constater notre envoyée spéciale.

Les squatters de Cox's Bazar

COX'S BAZAR
de notre envoyée spéciale

La station balnéaire de Cox's Bazar, sur le golfe du Bengale, est le point de départ de ce que les Bangladais appellent « la plus longue plage du monde » : 80 kilomètres de sable fin, mais noir, s'étirent jusqu'à Teknaf, à la frontière birmane et même au-delà. La bourgeoisie de Dacca y vient en voyage de noces. Elle se baigne le soir, rarement dans la piscine, qui reste vide. Les fonctionnaires, eux, jouent au tennis. Au club, on venait de faire installer des pylônes électriques pour les nocturnes, mais le cyclone a compromis les parties.

A Cox's Bazar commence aussi ce qu'il faut sans doute appeler « le plus long squat du monde ». 30 kilomètres de paillettes jusqu'à Teknaf, mais pas au-delà. Les squatters ont tout perdu, et même la dignité de 6 mètres de haut qui les protégeait du vent. Tout, mais la liste est vite faite : un filet de pêche, trois bidons de fer-blanc, une natte.

Le soir, les familles vont en fraude ramasser du bois dans les collines qu'on aperçoit à une dizaine de kilomètres. Elles rapportent les fagots entiers et les petits poissons qu'ils pêchent au bord des vagues, à la marée montante. L'hiver, ils se nourrissent de riz et des mêmes petits poissons, cette fois séchés.

Château d'eau vitré

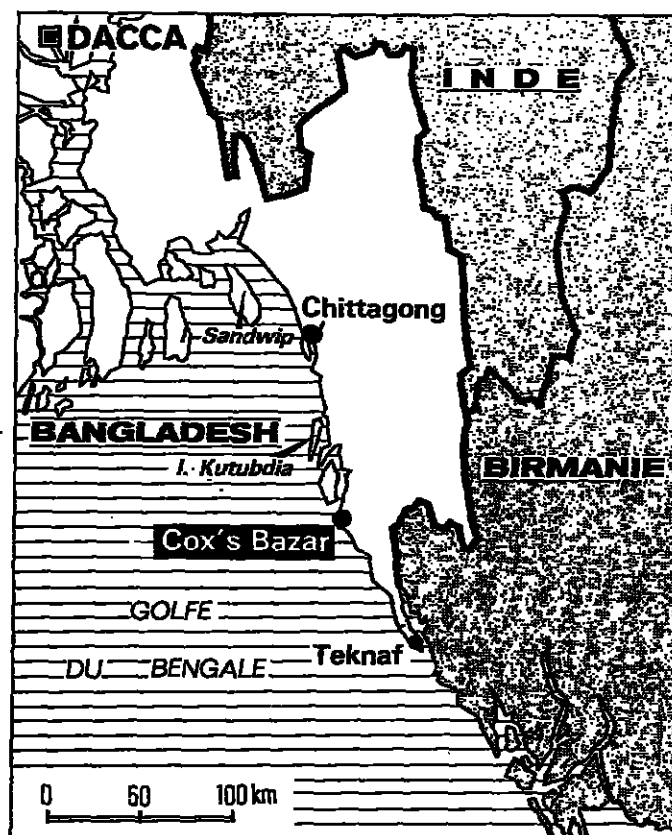
En continuant vers le sud on arrive à Teknaf, au bord de la rivière qui sépare le Bangladesh de la Birmanie, et on peut voir accoster en plein jour des trafiquants qui rapportent des poulx birmans, des services à thé chinois, de la bière de Malaisie et des petits pots de Baume du tigre. A Teknaf, il tombe 9 mètres d'eau en deux mois. Il y a une rue entière de pharmacies et on n'a pas encore enterré Saddam Hussein. C'est un peu le bout du tiers-monde.

Voilà pour le sud de la plage de Cox's Bazar. Au nord, s'élève une autre des merveilles de la station.

Un château d'eau vitré. L'édifice amuse tout le monde à Cox's Bazar. Sauf peut-être les squatters du sud. Ils ne voudraient pas croire, de toute façon, que ce monument financé par la Banque asiatique de développement ne sert à rien. Le château d'eau - 8 mètres de haut de vitrines octogonales - s'inscrit dans ce qui devait être une écloserie de crevettes. Lorsqu'un haut fonctionnaire de la direction des pêches est venu, il y a trois mois, s'assurer du bon fonctionnement de la production, des employés ont repeint le bâtiment. Pour augmenter sa marge, l'entrepreneur a tellement rogné sur le jaune que aujourd'hui, de la peinture on se distingue plus que l'eau. Le haut fonctionnaire, comme tout le monde, a demandé à quoi servaient ces vitres un peu inédites dans un pays où près de la moitié de la population vit dans le bambou. « C'est l'aquarium », lui a-t-on répondu. Sous le château d'eau, le puits n'a jamais fonctionné. La station de pompage en mer a coulé de son côté. Trente fonctionnaires, cadres et employés venus de Dacca, sont affectés là depuis trois ans. Et payés, quand le gouvernement y pense, à faire on ne voit pas quoi. Le projet a coûté environ 1 million de dollars. Le cyclone n'a même pas abîmé toutes les vitres, mais on peut compter sur la bureaucratie bangladaise pour survaler les fissures.

« Je n'ai jamais vu un projet de développement qui marche au Bangladesh », cet expert exagère certainement. Il y a sûrement des projets qui atteignent quelques-uns de leurs objectifs. Mais beaucoup s'enlisent. Et d'autres, comme l'aquarium de Cox's Bazar, finissent au rang de ce qu'on appelle les « éléphants blancs ». Certains experts promettent le même avenir éphémère que la « cathédrale » de Jacques Attali, ce projet de stabilisation des trois grands fleuves du pays par l'endiguement. « Les fonctionnaires bangladais mordent à pleines dents. Ce sont trois générations de bureaucrates que ce projet va engraisser », estime cet expert.

Effectivement, les fonctionnaires du Bangladesh - deux millions de personnes - ne font pas tous la meilleure impression. Déjà à Dacca, au pied de l'ascenseur de l'une des directions nationales, un intermédiaire tire les visiteurs par la manche pour les entretenir des appels d'offres en cours. Dans les étages, on lit le Bangladesh Times



entre ventilateur et plumeau. Le comptable, qui ne gagne que 350 F par mois, réclame des bières et des casseroles. L'ingénieur accepterait éventuellement un billet d'avion pour Bangkok. A l'échelon régional, un directeur peut réussir à financer des études en Inde pour ses enfants.

Parachuter l'argent

A l'échelon national on envoie la prime aux États-Unis. Et l'on se fait verser directement les bakchichs, selon des sources bien informées, sur un compte à New York. Tout cela avec une grande compétence et une grande gentillesse. « La corruption, c'est comme la bière : c'est interdit. » Le système est parfaitement rodé. L'argent gravite les échelons. Comme cela personne ne réclame.

Si le nouveau premier ministre, le légum Khaleida Zia, a prévenu

qu'elle ne tolérerait aucun détournement de l'aide humanitaire (plus de 200 millions de dollars), on peut se demander quel contrôle le gouvernement pourra exercer sur les attributions des marchés de reconstruction. « Parfois, je me dis qu'il vaudrait mieux prendre l'argent des agences de développement aller le parachuter directement », soupire l'expert français.

Mais le problème, avec l'aide directe, c'est qu'on est tout de suite submergé. Ce consultant en aquaculture par exemple, M. Michel Martin : des amis français l'ont chargé d'une petite somme à distribuer directement aux victimes du cyclone. Il est venu aujourd'hui visiter les squatters de la plage de Cox's Bazar. Il pensait en fin de cette action en une demi-heure. Il n'en sera pas question.

Plutôt que de sélectionner quelques bénéficiaires, la base a choisi une formule plus démocratique : 100 takas (16 F) à chaque famille. Une somme qui n'a l'air de rien mais qui permet de racheter un filet. 100 takas pour le père de la fillette boudée qui a eu le bras cassé par une branche. 100 takas pour le maman qui vient d'accoucher, encore une, 100 takas pour le ramasseur de bois, âgé de soixante-douze ans. Il est là depuis vingt ans, sur cette plage. La même chevelure d'artiste, le même tee-shirt troué dans le dos. « Rien ne change au Bangladesh », soupire Michel Martin. 100 takas encore pour la jeune fille timide en sari jaune, déjà mariée et déjà veuve. Elle a le même regard stupéfait que les centaines de curieux qui viennent à pied à l'aéroport de Chittagong. Ils ne se lassent pas d'observer les C 130 américains décharger leurs colis. Le mur d'enceinte s'est écroulé. Ils avancent d'un centimètre à la fois malgré les bambous dont les menacent les policiers, spectateurs fascinés d'un geste a priori gratuit.

Et 100 takas enfin pour une vieille femme assise par terre et qui ne se relèvera plus. On allait l'oublier, mais les squatters du périmètre voisin viennent protester contre la distribution injuste. L'ingénieur promet de revenir. Comment donner au Bangladesh ? Mais surtout comment ne pas donner ?

CORINE LESNES

ÉDUCATION

Après l'abandon de son assurance scolaire

La Fédération des conseils de parents d'élèves au bord de la faillite

Le 45^e congrès de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), qui se tenait à Bourges du 18 au 20 mai, a été entièrement dominé par la crise financière très grave que traverse l'organisation.

BOURGES

de notre envoyée spéciale

La parole aux jeunes et l'éducation à la citoyenneté : les thèmes de débat du congrès annuel de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), proche de la gauche) étaient sans surprise. C'est pourtant une douche glacée qui attendait, à Bourges, les trois cent soixante-dix délégués de la première fédération de parents d'élèves de l'enseignement public. Son président, M. Jean-Pierre Mailles, demandait d'entrée de jeu aux congressistes l'autorisation de soumettre un emprunt de 16 millions de francs, assorti d'une garantie hypothécaire sur l'immeuble du siège social, avenue Ledru-Rollin, à Paris.

Créusé en deux ans et menaçant l'existence même de la fédération, dont le budget annuel s'élève à 20 millions de francs, ce « trou » résulte d'impressionnantes erreurs ou légèretés de gestion. Tout d'abord, l'année 1990 se solda par un déficit de 2 millions de francs, dont 800 000 F dus à une erreur de calcul : l'absence d'une mention légale sur un formulaire d'inscription a obligé à renvoyer au pilon sept à huit millions d'imprimés.

Mais l'essentiel de l'ardoise est dû aux pertes très lourdes de l'association FCPE-Solidarité, chargée de gérer les fonds d'Assurélève, l'assurance scolaire lancée il y a deux ans par la fédération de parents. Prise au congrès d'Amiens, en 1989, la décision de la FCPE de lâcher l'assurance MAE (proche du Syndicat national des instituteurs) pour créer sa propre association de services en lien avec la Ligue de l'enseignement et son bras armé, l'APAC-MAC, avait trahi la volonté des parents de s'affranchir de la tutelle des instituteurs.

Le point d'équilibre d'Assurélève avait été fixé à 400 000 contrats d'assurance. Or, dès le premier exercice, seuls 176 000 contrats avaient pu être collectés par les parents. Avec 250 000 contrats pour la seconde année, l'opération devenait plus que périlleuse. Les congressistes de Bourges ont pu mesurer brutalement le prix de l'indépendance : 5 345 264 F de déficit pour 1990, le premier exercice (avec un volume de dettes à court terme supérieur aux immobilisations...), un peu plus de 4 millions estimés pour le deuxième.

« Le couteau sous la gorge »

Sentant le vent mauvais, les dirigeants de la FCPE avaient déjà repris contact avec leur ex-partenaire, la MAE, dès la Toussaint 1990 et, au début de l'année 1991, l'APAC-MAC commençait à se retirer de FCPE-Solidarité, laissant la fédération mère face à ses responsabilités. Le 27 mars était signé un accord entre la FEN, le SNI et la MAE, achevant de mettre un terme à l'aventure autonome.

Aujourd'hui, devant la facture à payer, le doute et l'angoisse étreignent bon nombre de délégués parents d'élèves. M. Jean-Pierre Mailles a eu beau dire pudiquement, dans son discours d'ouverture, qu'il avait trouvé « un terrain d'entente qui permet d'éviter des concurrences et des conflits et d'envisager l'avenir plus sereinement », certains délégués n'ont pas manqué d'observer que l'accord avait été signé « le dos au mur », voire « le couteau sous la gorge ».

Dès 1989, dix-sept départements, représentant 30 % des adhérents, avaient exprimé leurs doutes et leur opposition au projet de FCPE-Solidarité. Localement d'ailleurs, des récalcitrants avaient continué à travailler avec la MAE. Certains rap-

pellent aujourd'hui « l'absence de débat démocratique d'alors », le « coup de tête de la direction » et soulignent « la précipitation avec laquelle on demande maintenant aux délégués de se prononcer sur une situation qui relève juridiquement de la cessation de paiements ».

Pourquoi un tel échec ? Parce qu'à l'évidence, répondent en chœur les parents d'élèves, la FCPE n'était pas « taillée » pour une telle entreprise au vu de ses structures détrevées, aléatoires et fragiles en termes de gestion. Face aux 5,5 millions de contrats de la MAE, la FCPE aurait donc joué les « petits aux gros bras ». C'est « une Rolls qui s'est offert le bureau national et qu'il a cassée au bout de deux ans », a expliqué une représentante de l'Oise. L'information est, elle aussi, mal passée. D'un coût total d'investissement de 7 millions, elle a entêté l'association pour 5 millions de francs.

« Que deviennent les projets d'école ? »

M. Mailles reconnaît d'ailleurs lui-même qu'aucune étude préalable sur la rentabilité et la faisabilité d'Assurélève n'avait été menée avant 1989. La direction avoue donc aujourd'hui avoir seulement péché « par excès d'optimisme », estimant, somme toute, que c'était en assumant qu'on pouvait devenir assureur. Mais, aux « fautes de gestion » et à la « faillite financière et morale » stigmatisées par l'opposition (personne n'ayant cependant mis en doute l'honnêteté des gestionnaires), le président de la FCPE oppose des « erreurs de prévision » qui « ne remettent pas nécessairement en cause l'équipe dirigeante ».

Ainsi, l'événement « historique » que constitue pour la FCPE le rejet du quitus financier, cumulé au refus de l'augmentation de la cotisation nationale (qui la prive de ressources supplémentaires) et à la non-adoption d'une motion entérinant le recours à l'emprunt, n'a pas ébranlé, en apparence, l'équipe dirigeante. Pas plus que l'approbation du rapport d'activités à la seule majorité relative (46 % des mandats) et les critiques adressées au secrétaire général, M. Jean-Marie Miller, dont le rapport, à plusieurs reprises, a été jugé comme étant un simple « décalage » du Bulletin officiel du ministère de l'éducation nationale.

Pourtant, contre toute logique, le vote du renouvellement des sièges au conseil d'administration de la FCPE a plébiscité... les candidats favorables à l'actuelle direction : réflexe légitime.

Ajoutant au trouble, un délégué de Meurthe-et-Moselle s'écartait pas l'hypothèse d'un recours devant les tribunaux en vue d'une administration provisoire judiciaire au cas où les responsables ne démissionneraient pas. Prenant la halle au bond, M. Mailles a rétorqué qu'il allait demander à l'autorité de tutelle (la FCPE est reconnue d'utilité publique) de contrôler les comptes ainsi que ceux des départements, dont certains sont suspectés de ne pas tenir à jour leur comptabilité.

Reste, pour ces départements, l'amère défaite à relater dans le détail aux adhérents. « N'est-il pas intolérable, a lancé un représentant de la Haute-Garonne, que, si nous renégocions sur quinze ans notre dette, ce soit une banque « enseignante » qui contrôle les liasses qui sont les nôtres. Et comment, à l'avenir, avec tant de dettes, trouver les moyens pour parler sérieusement de projets d'école ? »

Un audit sera vraisemblablement commandé et le budget 1991 révisé. Mais l'assemblée devra, tôt ou tard, voter l'emprunt hypothécaire, ce qui, staturément, nécessite la réunion d'un congrès extraordinaire.

JEAN-MICHEL DUMAY

JUSTICE

Vol de chèques du tiers provisionnel

Le compte en Suisse de Trésor Pabliof

Le sous-brigadier Yves Depléchin s'empara des chèques de contribuables en fracturant les boîtes aux lettres de perceptions fiscales de la région de Compiegne (Oise), au moment du paiement des tiers provisionnels. Des chèques qu'il andossait sur un compte ouvert dans une banque suisse, grâce à une fausse carte d'identité, au nom de Trésor Pabliof. Il lui suffisait de falsifier trois lettres sur les chèques libellés à l'ordre du Trésor public pour en percevoir le montant.

La stratagème a été découvert à la suite des protestations de contribuables qui se voyaient réclamer par le fisc des sommes déjà payées et débitées. Une vérification effectuée à la demande

d'un juge d'instruction complégnois a, grâce au récent avolement du secret bancaire suisse, permis d'identifier le compte sur lequel les chèques volés étaient déposés.

Mardi 14 mai, le policier du commissariat de Compiegne a été interpellé par ses collègues suisses. Affublé d'une fausse monnaie, il tentait de soulever son compte de plus de 600 000 F. L'escroc a été condamné à trois mois de détention provisoire par la justice genevoise, et son extradition devrait être rapidement demandée par la France. Des vérifications sont en cours pour déterminer le nombre des victimes. Une vingtaine ont, pour le moment, été identifiées.

EN BREF

■ Nouvel essai nucléaire à Mururoa. — Pour la seconde fois en deux semaines, la France a effectué, samedi 18 mai, un essai nucléaire sur le polygone de tir de Mururoa (Polynésie). La puissance de l'engin, qui a explosé à 19 h 15 (heure française), était inférieure à 60 kilotonnes. Le précédent essai, remonté au 7 mai,

■ M. Charasse suspend un donateur soupçonné de trafic de drogue. — Le ministre du budget, M. Michel Charasse, a décidé de suspendre un donateur mis en cause dans un trafic de stupéfiants entre les Pays-Bas et le Languedoc-Roussillon. Chargé de dédouanement à la gare de Givet (Ardennes), M. Hervé Julian avait

été interpellé par la police judiciaire, mardi 14 mai. « Tant que la justice n'aura pas tranché, cet agent est suspendu », a affirmé le ministre, samedi 18 mai, lors d'un déplacement dans le Puy-de-Dôme. Je défends mes hommes seulement lorsqu'ils luttent contre le trafic de drogue, et non lorsqu'ils y participent. »

Le Monde ÉDUCATION

MAI 1991

ENQUÊTE

LA VIE DES LYCÉENS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

SCIENCES

Le vol soviéto-britannique vers la station Mir

Trois petits tours pour la cosmonaute anglaise

Le premier cosmonaute britannique est donc une cosmonaute. M^{lle} Helen Sharman, une chimiste de vingt-sept ans, s'est en effet envolée de Baïkonour (Kazakhstan), samedi 18 mai à 14 h 52 (heure française), à bord du vaisseau spatial Soyuz TM-12. Elle était accompagnée pour cette aventure, qui la conduira à passer six jours à bord de la station orbitale Mir, des cosmonautes soviétiques Anatoli Artsebarski, commandant de bord, et Sergueï Krikalev, ingénieur de la mission.

Au cours de cette semaine en apesanteur où M^{lle} Sharman aura la responsabilité de mener à bien les quelques expériences « médicales et scientifiques » de cette mission mixte baptisée Juno, elle rencontrera à bord de Mir les cosmonautes Victor Afanassiev et Moussa Manarov. Les deux hommes, locataires de la station depuis cinq mois, rentreront sur Terre en fin de mission en compagnie de la cosmonaute britannique et laisseront le soin à leurs deux collègues de poursuivre la remise en état de la station soviétique.

Les raisons de la propagande

Artsebarski et Krikalev vont en effet avoir la lourde charge de réparer certaines parties extérieures du complexe orbital de 85 tonnes que forment Mir et ses différents laboratoires (le Monde du 2 juin 1990), mais aussi celle de déplacer des panneaux solaires dont les « ailes » constituent un obstacle au futur amarrage de la navette Bourane. Cette navette, qui n'a été qu'une seule fois, et sans pilote, devant contribuer, selon les Soviétiques, à l'extension du complexe Mir sur lequel doivent se greffer d'ici l'an 2000 plusieurs modules supplémentaires d'une vingtaine de tonnes chacun.

Si le vol d'un cosmonaute étranger à bord d'un vaisseau soviétique n'est pas une première, force est de

constater que les camarades-cosmonautes étrangers ne sont pas tous traités de la même façon. Il y a eu, bien sûr, dans le passé, tous les représentants des pays de l'Est et des pays frères invités pour des raisons de propagande et de politique étrangère évidentes. Les Américains n'ont d'ailleurs pas agi différemment lorsqu'ils ont accueilli des astronautes étrangers à bord de la navette, à l'exception de quelques très rares privilégiés.

Puis d'autres cosmonautes étrangers ont été invités à réaliser, en coopération avec les Soviétiques, des missions de plus ou moins longue durée au contenu scientifique relativement dése. En témoignent les deux vols de Jean-Loup Chrétien (1), et surtout le second, au cours duquel notre compatriote eut l'insigne privilège d'effectuer une sortie dans l'espace, ce qu'aucun autre cosmonaute ou astronaute, à l'exception bien sûr des Américains et des Soviétiques, n'a accompli.

Au vu de ces facilités accordées aux Français, il ne faudrait pas croire que les Soviétiques sont toujours des philanthropes. Si, en juillet 1982, la première mission s'est faite dans la gratuité, sur fond de coopération scientifique et de politique étrangère, la seconde, en revanche, tout en conservant son caractère scientifique, n'a eu lieu que contre espèces sonnantes et trébuchantes.

L'espace est une activité coûteuse, et le pragmatisme économique prévaut désormais en Union soviétique. Mais avec parfois un côté débridé qui surprend. Car si Moscou négocie avec certains Etats des missions sérieuses où chacun des partenaires trouve son compte, elle en conclut d'autres qui n'ont rien à envier aux campagnes de publicité les plus folles.

En décembre 1990, la Tokyo Broadcasting System (TBS) s'était offert un coup médiatique en achetant cash 10 millions de dollars le vol d'un de ses journalistes à bord de Mir. L'histoire de la conquête spatiale ne retiendra guère ce camarade-cosmonaute-journaliste, Toyohiro Akimaya, quarante-huit

ans, qui bâilla d'un bâillement mortel et nous abreuvait d'une série de banalités consternantes où l'envie de fumer le disputait à celle du boire et du manger.

Mir au tirage

Ce simulacre de mission sur fond de publicité est révélateur du besoin de devises qu'ont les Soviétiques. Désormais, on peut gagner un séjour sur Mir au tirage, comme en témoignent une loterie organisée par la Space Travel Services Corp. ou cette intention d'une société de la région de Houston, prête à payer 12 millions de dollars pour envoyer un de ses employés dans l'espace.

Sans atteindre à ces sommets médiatiques, le vol soviéto-britannique manque de substance. Les activités de la chimiste britannique, employée de la compagnie de sucreries Mars, n'ont en effet rien à voir avec celles que vont déployer ses camarades de chambre. Au point que certains disent que son seul titre de gloire sera d'avoir été « l'unique cosmonaute de Mars, selon la presse britannique, à atteindre les étoiles ».

En effet, les Britanniques n'ont pu mettre sur pied une mission au contenu solide, Margaret Thatcher ayant refusé à l'époque de mettre le moindre penny dans cette affaire de 24 millions de dollars. De plus, les promoteurs de l'opération Juno ont dû réviser leurs ambitions à la baisse, les « sponsors » potentiels ne se bousculant pas à la porte. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'aujourd'hui la presse britannique, qui n'a rien à envier aux campagnes de publicité les plus folles, se soit contentée de préparer le café pour le reste de l'équipage.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Un autre cosmonaute français, Michel Tognini, doit effectuer au cours de l'été 1992, avec les Soviétiques, un vol de longue durée (Antares) à bord de la station Mir. Il en coûtera 12 millions de dollars.

MÉDECINE

A partir du 21 mai

Les anesthésistes-réanimateurs sont appelés à faire la grève des gardes

Les médecins anesthésistes-réanimateurs ont déposé un préavis de grève illimitée, à partir du 21 mai, pour obtenir une réorganisation du système des gardes et des astreintes.

Le Syndicat national des praticiens hospitaliers anesthésistes-réanimateurs (SNPHAR) et le Syndicat national des médecins anesthésistes-réanimateurs des hôpitaux non universitaires (SNMARHNU) ont déposé un préavis de grève des gardes et des astreintes à domicile à partir du 21 mai. Ils réclament l'ouverture de négociations spécifiques sur la réorganisation et la réévaluation des gardes et astreintes médicales dans les établissements publics d'hospitalisation. Le 12 avril, une première grève, organisée par le SNPHAR, avait donné lieu à une forte mobilisation.

La coordination des infirmières-anesthésistes s'est jointe aux médecins spécialistes en déposant un préavis de grève pour les 21 et 22 mai. Elle dénonce notamment « l'absence de volonté des pouvoirs publics de régler l'incontournable problème de leur grille indiciaire spécifique ».

Sept ans de travail supplémentaires

En avril 1989, on comptait 7 415 médecins anesthésistes-réanimateurs, dont 4 105 exerçaient en secteur public. D'après le SNPHAR, ces derniers assurent environ 70 % des gardes médicales sur place ou des astreintes à domicile, dans les blocs opératoires, les services d'urgence, la totalité des SAMU, des SMUR et des consultations antidouleur. Une garde s'effectue de 18 heures à 8 h 30, le lendemain matin, et donne lieu à une indemnité de 74 F bruts de l'heure. Elle prend place, la plupart du temps, entre deux journées de travail, ce qui équivaut à trente-six heures de présence au sein de l'hôpital.

Selon une enquête nationale effectuée, en 1990, par le SNPHAR,

après des heures supplémentaires de six heures de travail supplémentaire sont effectuées en gardes par 65 % des praticiens hospitaliers anesthésistes-réanimateurs après leur journée de travail et dans la vie professionnelle d'un praticien, cette activité équivaudrait à sept ans de travail, en plus. « Ce cumul de travail pose des problèmes de sécurité », estime le docteur Patrick Goldstein, président du SNPHAR. Qui accepterait de monter dans un avion dont le pilote n'a pas dormi depuis vingt-quatre heures ? La pénibilité importante attachée à leur fonction entraîne des difficultés de recrutement, estiment les anesthésistes-réanimateurs. En France, l'âge moyen de cette profession est de 43,3 ans et augmente de neuf mois chaque année. 500 postes de praticiens hos-

pitaliers temps plein spécialisés dans ce domaine sont vacants, dont 380 sont occupés à titre provisoire, selon le SNPHAR. Faute d'effectifs suffisants, de plus en plus de gardes de spécialistes sont confiées à des médecins non qualifiés, à des internes ou à des médecins étrangers en formation.

Face à cette situation, les anesthésistes-réanimateurs revendiquent l'intégration de l'indemnisation liée aux gardes dans le salaire afin qu'elle soit prise en compte dans le calcul de l'ancienneté et des prestations sociales. Ils réclament également la possibilité d'être déchargés de leurs activités de garde à l'hôpital à partir de cinquante ans, et celle d'être déchargés d'activités à risque, comme l'anesthésie au lendemain d'une garde pénible.

MARTINE LARONCHE

Le donneur étant contaminé par le virus

Trois greffés sont morts du sida aux Etats-Unis

Trois personnes sont mortes du sida et deux autres se sont révélées séropositives, au cours de tests préliminaires, alors qu'elles avaient reçu des greffes d'organes et de tissus d'un même donneur contaminé par le virus HIV. William Norwood, un jeune homme de vingt-deux ans originaire de Virginie, avait été tué lors d'un hold-up en octobre 1985. Cinq organes, cinquante-quatre greffes de tissus, deux cornées et plusieurs échantillons de moelle osseuse avaient été prélevés sur son corps et les transplantations avaient été distribuées à trente hôpitaux américains par une société de Virginie, Lifent Transplantation Services. Aujourd'hui, les services de santé américains recherchent les cinquante-huit personnes qui ont reçu ces greffes dans seize Etats différents.

Selon la société distributrice, deux séries de tests des prélèvements

s'étaient révélés négatifs et le donneur aurait contracté le virus trop peu de temps avant sa mort pour que son organisme produise les anticorps recherchés dans les tests de dépistage. Lifent Transplantation Services avait été alerté par ce risque de contamination le 26 avril quand le département de la santé du Colorado avait signalé un premier cas de séropositivité chez une vieille dame ayant reçu une greffe au niveau de la hanche. Sur les trois personnes décédées, l'une — qui avait fait l'objet d'une transplantation cardiaque — est morte en 1986, les deux autres, qui avaient reçu un rein, sont décédées en 1988 et 1990. Selon le porte-parole de Lifent, quatre personnes ont reçu des tissus particulièrement à risque car ils n'ont pas fait l'objet d'un traitement à l'éthanol par crainte de les abîmer. — (AP, UPI)

SPORTS

RUGBY : Bègles et Toulouse en finale du championnat de France

Le pari perdu des Biterrois

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

Il s'en est donc fallu d'un seul point arraché par Bègles dans les toutes dernières minutes pour que la jeune classe biterroise perde son pari d'aller en finale. Bègles dans le dernier carré du championnat de France, cela n'était pas arrivé depuis 1984, année de son dernier sacre. Impossible pour les supporters héraultais de ne pas penser aux grands faits d'armes biterrois et aux huit boucliers de Brennus conquis en dix saisons entre 1971 et 1981. « On est parti avec des jeunes. On a décidé de mettre en place un travail cohérent et constant. Nos gens ont bien progressé physiquement, individuellement et collectivement, et au niveau de la maîtrise », explique Jean-Louis Martin, le président de Bègles.

L'arrivée aux commandes du club de l'ancien pilier du pack biterrois de la grande époque, conjuguée avec celles d'Alain Pao et de Michel Pal-

mié, avait restauré la confiance. Il existait parallèlement un potentiel. Il restait à le rendre performant. L'expérience de la charnière formée par les frères Gilles et Didier Camberbero y aura grandement contribué. Gilles est de deux ans le cadet de l'ouvreur du XV de France, mais à Bègles il porte le brassard de capitaine. En raison de leur différence d'âge, les deux frères n'ont pas joué ensemble dans les équipes de jeunes. Ils se sont retrouvés, Gilles en numéro 9, son aîné avec le 10, à La Voulte, le club sous les couleurs duquel s'illustre Guy Camberbero, leur père. L'aventure a continué à Bègles, où ils ont pu, encore cette saison, inspirer un jeu déployé de qualité. Bègles était jusqu'aux demi-finales l'équipe ayant inscrit le plus d'essais (trois) dans la phase finale.

Dimanche, au Stadium de Toulouse, devant dix mille de ses aficionados qui avaient fait le déplacement, l'attaque biterroise a été prise dans la nasse. On pouvait s'attendre à voir le

pack béglaïs ne pas laisser beaucoup de bons ballons aux Héraultais. Mission accomplie pour les « colosses » de la première ligne de la cité girondine et pour le reste du pack, où tous allient puissance, dynamisme, technique et envie de jouer. « Toute la partie, on n'a pas su maîtriser nos ballons pour pouvoir asséoir notre jeu, alors que nous y étions parvenus contre Perpignan et Nîmes. On a joué, mais sur des ballons de raccourci », témoigne Gilles Camberbero.

Comme prévu, son frère Didier a fait son travail. Ses pénalités ont permis aux Biterrois de revenir trois fois au score. Son drop, à l'entame du dernier quart d'heure, leur ouvrit même, contre le cours du jeu, les portes du Parc des Princes. Bègles jouait avec le vent dans les dos. Mais, par manque de maîtrise, par fatigue également, le collectif biterrois s'est désagrégé, a subi, et, sur une faute de défense, a encaissé l'essai de la victoire béglaïse.

PATRICK DESAYE

Rumeurs autour du « grand stade »

« La décision du gouvernement de construire le stade à Melun-Sénart est irrévocable. » M. Jean Glavany, qui réunissait récemment à la préfecture de Melun les différents partenaires du projet « grand stade », souhaite ainsi faire taire les rumeurs remettant en cause le choix de la ville nouvelle. « Cette décision fait l'objet d'un large consensus », a déclaré le délégué interministériel. Seule la Ville de Paris nous a fait savoir qu'elle ne souhaitait pas participer à nos travaux. L'accord qui s'est dégagé aujourd'hui, le pari urbain de Melun-Sénart et la volonté partagée de faire appel aux investisseurs privés nous mettent à l'abri d'un arrêt de la procédure, même si la France n'obtient pas la Coupe du monde de football. »

M. Jean Glavany a décidé de réunir à nouveau ses interlocuteurs le 4 juin pour étudier les infrastructures liées aux transports et, le 14 juin, pour évo-

quer les problèmes fonciers et urbanistiques. Mais les partisans du site de Tremblay-en-France ne désistent pas pour autant. Sans perdre de temps, les députés RPR de Seine-Saint-Denis, MM. Robert Pandraud, ancien ministre délégué à la sécurité, et Eric Raoult viennent d'écrire à M^{lle} Frédérique Bredin, nouveau ministre de la jeunesse et des sports, pour « une demande d'audience, afin que puisse être ouvert le dossier « grand stade » ».

Les deux parlementaires motivent leur requête par « l'urgence pour les pouvoirs publics de réexaminer le lieu d'implantation du « grand stade » afin que la France conserve toutes ses chances de se voir confier l'organisation du Mondial de football de 1998 ». Ils estiment que la décision de l'ancien ministre des sports, M. Roger Bambuck, « mériterait d'être revue dans une logique d'efficacité non partisane ».

Résultats

AUTOMOBILISME

430 kilomètres de Silverstone

Les 430 kilomètres de Silverstone (Angleterre), troisième manche du championnat du monde des voitures de sport, ont été gagnés par l'Italien Teo Fagioli et la Britannique Derek Warwick (Jaguar), qui ont devancé d'un tour l'Autrichien Karl Wendlinger et l'Allemand Michael Schumacher (Mercedes) et de quatre tours le Britannique Martin Brundle (Jaguar).

CYCLISME

Tour d'Espagne

L'Espagnol Melchor Mauri a remporté le Tour d'Espagne, dimanche 19 mai. Il a devancé ses compatriotes Miguel Indurain de 2 min 52 s et Marino Lejarreta de 3 min 11 s.

FOOTBALL

Championnat de France

En rencontre aller des barrages pour l'accession à la première division, Strasbourg et Lens ont fait match nul (1-1), samedi 18 mai à Strasbourg. Le match retour aura lieu le 24 mai à Lens.

HOCKEY SUR GLACE

Championnat de France

Grenoble est devenu champion de France de hockey sur glace, samedi 18 mai à Caen, en faisant match nul (5-5) avec Rouen lors de la finale retour de la Ligue nationale. Les Grenoblois s'étaient imposés (5-4) au match aller.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde SCIENCES & MÉDECINE

JUDO

Championnats d'Europe

Avec onze médailles, dont quatre en or, les Français ont dominé les championnats d'Europe qui se sont terminés dimanche 19 mai à Prague. Les quatre titres français ont été remportés par Philippe Praderyol (moins de 60 kg), Cécile Nowak (moins de 48 kg), Isabelle Bourselle (moins de 66 kg) et Lucie Maignan (moins de 72 kg).

MOTOCYCLISME

Grand Prix d'Italie

Le Grand Prix d'Italie de vitesse, disputé dimanche 18 mai à Misano, a été gagné en 500 cm³ par l'Australien Michael Doohan (Honda), qui a précédé les Américains John Kocinski (Yamaha) de 8 s et Eddie Lawson (Cagiva) de 14 s. Le Français Jean-Philippe Ruggia (Yamaha) a pris la cinquième place à 23 s. En 250 cm³, la victoire est revenue à l'Italien Luca Cadonari (Honda).

صحنه من العمل

Cannes

91

de nos envoyés spéciaux

SÉLECTION OFFICIELLE

Une femme sur un mur

L'humour est l'élégance de la cruauté

BARTON FINK
d'Ethan et Joel Coen

Week-end riche pour une fin de parcours : avec le Van Gogh « inachevé », de Maurice Pialat, Barton Fink, des frères Coen, et le Pas suspendu de la cigogne, de Theo Angelopoulos. En revanche, Au revoir, étranger, de Tevfik Baser, qui remplaçait in extremis le film de Peter Greenaway - Prospero's Book, - ne s'est pas montré à la hauteur.

Voir Auvers et mourir

Suite de la première page

Cela donne au film l'envie de danser, une valse magnifique, et un pique-nique au saucisson dans un champ de blé. Le champ de blé est un Van Gogh, comme la promenade au bord de l'eau avec les prostituées est un Saurat, comme la petite buvette d'absinthe est un Degas, comme les arbres d'été frémissements d'une multitude de verts irradiés de soleil, de tous les verts de la création, sont impressionnistes, totalement. Piatat ne montre quasiment pas Van Gogh en train de peindre, cette grande idée sans doute née de la contrainte, de la crainte de tricher avec le geste, lui permet de montrer bien davantage. Il montre que la peinture peut changer le monde. Qu'elle a, en tout cas, changé notre regard sur le blé, sur l'eau, sur l'arbre, sur la peau des femmes.

On suit Van Gogh au bordel, qui est un lieu de réconfort plus que de débauche, le rendez-vous de solitudes anesthésiées. Toulouse-Lautrec, dans son coin, pique un petit roupillon : on est loin des amples évocations de John Huston dans Moulin rouge ou de Jean Renoir dans French Cancan ; on est loin du chapeau de paille impeccable de Kirk Douglas dans La Vie passionnée de Vincent Van Gogh, de Minelli. On est dans l'intimité d'un homme, on est dans un film où vibre une lumière incroyable.

Le malheur absolu

Si ce film-là n'est pas fini, lequel le sera ? C'est la perversité de Piatat : il présente un chef-d'œuvre de trois heures d'une perfection technique aveuglante, et il dit : non, non, ce n'est pas ça. Où sont les manques, selon lui ? La musique ? C'est vrai qu'il n'y en pas pas, si ce n'est celle que commande l'action, la valse triste (composée par Dutilleul), une bouffée de french-cancan, la Butte rouge qui vous cisaille le cœur d'un coup d'accordéon, le Temps des cerises... Il n'en faut pas plus.

La musique, elle est aussi dans le jeu des acteurs, comme toujours chez Piatat accolés à l'essentiel, à la redécouverte exaltante du naturel, débattants, amateurs, professionnels, unis, à leur meilleur. Gérard Séty, notamment, fait un portrait étonnant du docteur Gachet, pas franc du collier, bien malin, bien radin, avec un grand taria qui renifle la bonne peinture. Et les femmes, Alexandra London (Marguerite Gachet), Corinne Bourdon (Jo, la belle sœur), Elsa Zylberstein (Cathy, la prostituée), Chantal Barban (Madame Chevalier), sont toutes généreuses, justes, avec cette sorte de compassion maternelle qu'on témoigne au malheur.

Le malheur absolu de Vincent Van Gogh, que Jacques Dutilleul, donne absolument. Rien de mimétique chez lui, de convenu. Rien qui se rapporte à un cliché, rien de composé, pas un regard aux autoportraits hallucinés. Calciné de l'intérieur, Jacques Dutilleul est Van Gogh à ce moment-là. Il ne joue pas.

A la fin, on le sait, il se tire une balle dans le ventre. Pas de cris, rien. On le laisse crever. Ça dure des jours. Puis il se tourne contre le mur, un peu replié comme s'il avait froid. Et il meurt. Un peu avant, il avait dit : « J'ai faim ». L'émotion, bon Dieu, elle est là. Elle est le sang, elle est la chair, elle est comme la peinture toute la matière du film de Piatat, qui dit ne pas vouloir qu'on l'aime comme Vincent est mort de ne pas être aimé.

DANIEL HEYMANN

D'abord une voix masculine fait entendre, dans le noir, un texte assez ronflant ; puis apparaissent des sortes de stries ; un moment est nécessaire pour s'apercevoir qu'il s'agit des films qui tiennent des décors de théâtre. Les personnages continuent d'échanger des répliques définitives sur le sens de la vie. Applaudissements, les acteurs saluent. Le nouveau film des frères Coen, Barton Fink, commence sur un succès à Broadway, en 1941. Temps d'un théâtre social à l'Arthur Miller, qui entend délaissier les téléphones blancs pour « l'homme de la rue ».

Un article dans le Herald, quelques mondanités en dérive, une ambiance façon All about Eve - mais blagueuse : en un soir, Barton Fink, heureux auteur, est devenu l'homme à la mode que Hollywood réclame. « Accepte, lui conseille son agent, quand tu reviendras, l'homme de la rue sera toujours là. » Barton Fink - c'est John Turturro, avec ses yeux de chien triste, son sourire timide et une bizarre coiffure en hauteur à la Eraserhead - débarque donc à Hollywood, le Hollywood des Frères Coen.

Ethan et Joel - ils pourraient être les enfants de Polanski et de Kafka - ont fait passer sur le Festival le sulfureux de l'humour acide. « Leur » humour, leur esprit tranquillement insolent, leur regard laser qui plonge droit au cœur du poacif, en extrait l'essentiel, graine de vérité nue, soudain insolite, angélique. De Hollywood, ils montrent un producteur en costume blanc - Michael Lerner - dans un grand bureau ensoleillé, le même

au bord de sa piscine ; la partie du studio réservée aux cabines des scénaristes et qui ressemble au chemin de ronde d'une prison ; un coin d'herbe ; un hôtel poussiéreux, sombre, tenu par un groom servile aux yeux globuleux, et dont le liftier est un vieillard momifié.

L'hôtel semblerait désert, si dans sa chambre où il rêve devant un chrono montrant une jeune femme de dos regardant la mer, Barton Fink n'entendait des halètement, des rires ; si le long du couloir qui semble aller tout droit vers un inépuisable nulle part, des paires de souliers ne s'alignaient le soir devant les portes, pour disparaître le matin. Barton Fink ne connaît personne, accueille comme un ami son encombrant voisin - John Goodman - « placeur d'assurances (dit-il), un brave type (semble-t-il) qui a seulement des problèmes de poids ». A l'extérieur, il rencontre un écrivain sous contrat - John Mahoney - perdu d'alcool, sa secrétaire plus que dévouée - Judy Davis, - deux filles antisémites...

Le Hollywood des frères Coen est une absence. Il est la vacance d'une imagination en panne, car dans son hôtel miteux, où la chaleur décolle obstinément le sinistre papier mural, Barton Fink n'arrive pas à écrire l'histoire que le producteur lui a commandée - une histoire de catcheurs pour Wallace Beery.

Il tape avec colère quelques lignes sur sa machine à écrire, mais la page blanche envahit l'écran, cruellement immaculée.

Il fait les cent pas, s'endort tout habillé sur son lit, punaise le papier mural qui continue à s'envoler une colle épaisse, se confie à son voisin, un authentique (pense-t-il) « homme de la rue » tel qu'il veut le décrire.

Mais il ne l'écoute pas, il se confie, c'est tout. Parler de lui, de ses problèmes existentiels, l'empêche (croit-il) de se noyer à tout jamais dans le vertige du vide hollywoodien. A Hollywood, temple de la fiction, les apparences sont trompeuses, plus encore qu'ailleurs. Rien n'est jamais stable, rien n'est jamais sûr, seulement l'impossible.

Alors tout bascule, et Barton Fink peut enfin écrire. Ce qui ne veut pas dire la fin de ses tourments, au contraire... L'imagination et le réel étroitement imbriqués, l'artiste broyé par sa propre angoisse, les lois édictées par « le gros bon sens du patron de ce foutoir » sans illusion, ni tendresse, mais « homme de spectacle » : c'est le cinéma. C'est la création, cet espace sans contours où tout file entre les doigts...

Le processus de création ne peut se montrer que par défaut, par la souffrance de l'artiste qui ne parvient pas à créer. Comme Kubrick dans Shining, les Coen l'ont compris. De même, c'est par des images dépouillées - aussi superbes que celles, luxuriantes, de Miller's Crossing - par les comportements subtils de personnages caricaturaux - les acteurs, tous, sont fabuleux - qu'ils font ressentir le stress et la cruauté du monde hollywoodien. Et c'est par la plus misérable des réflexions, une importance, qu'ils racontent l'antisémitisme ordinaire.

Impitoyablement intelligents, dégoûtamment efficaces, Ethan et Joel Coen ne se soucient pas de donner une quelconque « morale » à leurs histoires. Ils font peur, ils font rire surtout. Ce sont des « hommes de spectacle » même si le « gros bon sens » chez eux prend les couleurs de l'entier.

COLETTE GODARD

Le fantôme de la liberté

Un réquisitoire contre toutes les frontières

LE PAS SUSPENDU
DE LA CIGOGNE
de Theo Angelopoulos

La frontière, c'est la mort. Le plan d'ouverture du Pas suspendu de la cigogne, avec ses cadavres de clandestins à qui on a refusé l'entrée du pays, annonce le motif central. La suite en déclenche les mille variations, puisqu'il est bien d'autres frontières que territoriales. Fidèle à ses partis pris esthétiques comme à ses thèmes de réflexion, Theo Angelopoulos signe avec son neuvième long-métrage un nouveau chapitre d'une œuvre cohérente et passionnante.

« L'heure du voyage est revenue », dit la voix off. Pourtant, celui qui, après le Voyage des comédiens et le Voyage à Cythère, filma si bien les errances d'un homme vieillissant (Mastroianni, déjà, dans l'Apiculateur) et les enfants de Paysage dans le brouillard, enferme cette fois ses personnages dans un lieu unique, une petite ville frontière, surnommée « la salle d'attente », parce qu'y végètent par centaines des immigrés en situation irrégulière. Malgré le Marché commun, les médias modernes et la « libération des mœurs », on ne passe pas, ça ne passe pas. Ni les hommes, ni les idées, ni les sentiments, et moins encore les mots, dans un monde en panne d'espérance.

Complexes plans-séquences

La voix off était celle d'un journaliste de télévision, qu'on n'entendra plus guère. Quasi aphasique, il mène une enquête sur la ville, en qui il croit avoir reconnu un brillant homme politique disparu dix ans plus tôt. Pour en

avoir le cœur net, le journaliste fait venir d'Athènes l'ex-femme du politicien.

Après une rencontre muette entre le bonhomme voûté et l'élégante citadine - moment de grâce absolue entre Marcello Mastroianni et Jeanne Moreau - elle affirme ne pas reconnaître son mari. Celui qui, juste avant de disparaître, avait écrit : « Par quels mots-clés pourrions-nous faire revivre un rêve collectif ? » retourne à son anonymat, et bientôt s'efface dans le paysage. Sans phrase, le cinéaste d'Alexandre le Grand poursuit une observation aigüe et navrée, mais jamais résignée, de ce qui fut un grand rêve de liberté et n'est plus qu'un fantôme.

Angelopoulos retrouve cette Grèce du Nord qu'il préfère aux cartes postales ensoleillées, ces gris-bleus des paysages et des intérieurs. Il retrouve aussi les complexes plans-séquences qui signent ses films. Pour construire un cadre ou diriger un mouvement de caméra, il demeure un maître de la mise en scène comme le cinéma mondial en compte peu. Pour tirer tout le parti de cette durée dont il joue en chimiste attentif, il se de succroît besoin de comédiens hors pair. Mais si Marcello Mastroianni et Jeanne Moreau possèdent cette présence, cette densité, grâce auxquelles ils peuvent rester impassibles et pourtant bouleversants. L'australien Gregory Karr, qui joue le journaliste, est loin d'avoir semblable profondeur.

Le dernier tiers du film est une pure splendeur, avec une cérémonie de mariage, où les jeunes époux s'unissent sans s'entrevoir, séparés par la folie des hommes, séparés par toute la largeur du fleuve. Le Pas suspendu de la cigogne, dans la posture pour décrire par son titre, cet équilibre instable entre la terre natale et un ailleurs de rêve, est inconfortable de prime abord, suprêmement émouvant et élégant dans sa durée. Un pied solidement planté dans son terroir, l'autre en suspens au-dessus du territoire mythique qui fait les films exceptionnels. Angelopoulos danse.

JEAN-MICHEL FRODON



Géraldine Chaplin et sa fille

Chaplin, présidente

Elle a toujours cette tête de collégienne ou de Pierrot qui n'aurait pas réussi à ôter tout son maquillage. Une enfant du sérail (elle est la fille du grand Charlie) présidente du jury de la Caméra d'or, qui récompense un premier film toutes sections confondues, Geraldine Chaplin est une habituée du Festival de Cannes. « J'y viens depuis l'année de Docteur Jivago, 1965 ou 1966 ? »

Cannes a beaucoup changé ? « C'est toujours la même folie. Mais jamais, sans doute, autant qu'en mai 1968. La photo fit le tour du monde, qui montrait (entre autres) Geraldine Chaplin et le réalisateur Carlos Saura suspendus au rideau de la grande salle du Palais pour empêcher la projection de leur film, Peppermint Frappé. »

Comme les sept autres jurés de la Caméra d'or, Geraldine Chaplin a

visionné vingt-trois films. Premier bilan ? « Une bonne moitié de films remarquables... Je m'attendais, pour de premières réalisations, à plus de maladresse. »

Demeurant à Madrid après sa rupture avec Carlos Saura, dont elle était l'épouse et la comédienne fétiche, elle a choisi de mettre sa carrière en veilleuse pour se consacrer à sa famille (un enfant de seize ans de Saura, une petite fille d'un second mariage).

Sa petite fille ayant désormais cinq ans - « elle croit que tous les photographes ne sont venus à Cannes que pour elle, je ne garde bien de la détromper » - Geraldine revient au cinéma : dans le Chaplin que prépare Richard Attenborough (Cry Freedom), elle incarnera... la mère de son père.

HENRI BÉHAR

LA QUINZAINE DES RÉALISATEURS

Contes de deux villes

A Paris et à Rome, des femmes devant l'amour et la solitude

ANNABELLE PARTAGÉE
de Francesca Comencini
CALDO SOFFOCANTE
de Giovanna Gagliardo

La plus jeune des filles de Luigi Comencini en est, depuis 1984, à son troisième film. Seul le premier, Pianoforte, fut tourné à Rome. Francesca Comencini réalise des œuvres personnelles dont le sujet, dit-elle, s'impose par rapport à sa vie. La Lumière du lac cultivait esthétiquement une bizarrerie assez obscure des relations passionnelles. Annabelle partagée, situé à Paris, est un film linéaire, sur la difficulté du choix amoureux pour une femme.

Giovanna Gagliardo, d'abord journaliste et scénariste, en est, elle aussi, à son troisième film (télévision mise à part). On la connaît moins, même si Maternale, tourné en 1978, la fit remarquer, à Cannes, à la Quinzaine des réalisateurs. Aujourd'hui, elle donne Caldo soffocante, un film sur une femme, une française vivant à Rome et qui, à la faveur d'un incident, découvre une ville qu'elle n'avait jamais vraiment regardée.

Point commun entre ces deux réalisatrices italiennes ? Le lien étroit, conscient ou inconscient, entre des personnages féminins qui ne sont peut-être pas très sûrs de leur « identité », et leur environnement urbain. Contes de deux villes qui ne se ressemblent pas. Le style des films non plus, mais il y a quelque chose de troublant et de fascinant dans ces visions parallèles et, en définitive, la « romanité » de Francesca Comencini est bien pour quelque chose dans cette façon de montrer son Annabelle « happée » par les endroits de Paris qu'elle traverse.

Celle-ci est une fille de vingt-cinq ans. Au début du film, elle est au lit avec un homme, réduit à un pénis en érection, montré en gros plan. Image insolite, non pas de voyeurisme, mais de désir et de peur. Prise de conscience, par la

femme, du rapport des corps. Le partenaire d'Annabelle (Delphine Zingg, qui débute avec spontanéité) a cinquante ans et la maturité rassurante de François Martorel. Il s'appelle Richard, il est bien installé dans la vie, il est époux d'Annabelle et elle aime faire l'amour avec lui. Mais cet homme, ne va pas sans hésitations. Francesca Comencini a filmé les deux. La vision de la ville se morcelle. Scénario et mise en scène : on mesure les progrès accomplis depuis la Lumière du lac.

Chez Giovanna Gagliardo, Rome - été 1990 - pendant la Coupe du monde de football est comme un grand studio de cinéma où il suffit de traverser une rue, un jardin, d'ouvrir des portes pour changer de décor, de lieu, de temps, d'espace. Marie-Christine (c'est Christine Boisson, belle et lointaine), Française d'une trentaine d'années, divorcée d'un Italien et mère de deux enfants, parcourt la ville en sonnambule, dans la chaleur étouffante.

Elle ne regarde qu'à ses pieds. C'est comme cela qu'elle trouve un grand sac de femme contenant un passeport et un billet d'avion. A la recherche de la propriétaire, elle va rompre sa solitude, regarder autour d'elle, croiser des gens dont elle n'imaginait même pas l'existence. Cet élargissement de son champ de vision est traduit par celui de la mise en scène. Techniquement, c'est impeccable et Christine Boisson est fort bien dirigée. Mais sur les lambeaux du tissu urbain se greffe une sorte d'intrigue de film noir. Réalité ou fantasme suprême d'une Rome vampire ? On s'y perd un peu.

JACQUES SICLIER

Coup d'effets dans l'eau

AU REVOIR, ÉTRANGÈRE
de Tevfik Baser

Longtemps, cela semblait l'histoire d'une dame qui a des problèmes de batterie. Son metteur en scène aime tant les effets de lumière qu'il l'oblige à laisser allumés les phares de sa DS quand elle s'arrête pour recueillir un réfugié politique nure, en bute à l'hostilité des habitants de la petite île allemande où se déroule l'affaire. Et, comme elle l'installe dans sa gentilhommière et passe le plus clair de son temps à le réchauffer - il fait un temps de chien dans ce pays - au bout du compte la batterie est à plat.

Le film aussi, qui ne démarre décidément pas. Pour son plaidoyer en faveur de la tolérance, le réalisateur turc de ce film allemand a choisi deux options résolument contradictoires : le ton d'une chronique minimaliste faite des petits riens du quotidien, mais traitée avec des jeux de couleurs et des cadrages aussi pesamment symboliques que super-hus - un coucher de soleil par quart d'heure.

Symbolique aussi, le choix de faire parler (beaucoup) le très beau poète turc à la barbe grisonnante dans sa langue maternelle, sans le sous-titrer - ce qui traduit certes les difficultés de communication entre les peuples.

J.-M. F.

Les Américains jettent leur dévolu sur la Fracture du myocarde. La Fracture du myocarde, de Jacques Fansten, a beaucoup plu aux Américains. Pendant deux mois, cinq grands studios se sont battus pour en acheter les droits. C'est finalement Universal qui l'a emporté, et c'est Steven Spielberg lui-même qui en tournera le remake, au début de l'année prochaine.

SPECTACLES

LUNDI 20 MAI

CINÉMAS

CENTRE
GEORGES-POMPIDOU
SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Les Cinémas d'Asie centrale soviétique : Nisso (1986, v.o. traduction simultanée, de Marat Aripov, 14 h 30) ; Nesredin Boutchara (1983, v.o.), d'Iakov Protazanov, 17 h 30 ; Le Ciel de notre enfance (1987, v.o. s.t.), de Tolomouch Okeev, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (A., v.o.) : Cinémas, 6 (45-33-10-82) ; AKIRA (Jap., v.o.) : Rex, 2 (42-36-83-83) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; ALICE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Action Ecologie, 5 (43-25-72-07) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-84-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ;

ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.o.) : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Mistrail, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86) ;

AN ANGEL AT MY TABLE (Ino-26-landais, v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Racine Odéon, 6 (43-26-19-88) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ;

L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-59-19-08) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ;

ARACHNOPHOBIE (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ; Paris Ciné 1, 10 (47-20-71-21) ;

LES ARNAQUEURS (A., v.o.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71) ; Cinémas, 6 (45-33-10-82) ; AUJOURD'HUI PEUT-ÊTRE... (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ;

AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-47) ; LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; Le Berry Zèbre, 11 (43-57-51-55) ;

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iranien, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-65) ; BONS SAISIRS D'HOLLYWOOD (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; BUSINESS OBLIGE (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ;

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Cinémas, 6 (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ;

CLASSACTION (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Hauteville, 8 (46-33-79-38) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-84-94) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-60-33) ; Bretagne, 6 (42-22-67-97) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; Rex (Le Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler, 19 (45-22-46-01) ;

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-84-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Max Linder Panorama, 9 (48-24-88-88) ;

LA DISCRÈTE (Fr.) : Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 8 (45-87-18-09) ; LES DOORS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-60-33) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-07-33-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86) ;

EATING (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-25-59-53) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07) ;

LA FIEVRE D'AIMER (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Hauteville, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (45-22-46-01) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wapler, 19 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86) ;

FORTUNE EXPRESS (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-08) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-47) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; GAWIN (Fr.) : Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ;

GHOST (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; GRAND CANYON (A.) : La Géode, 19 (40-05-80-00) ; GREEN CARD (A., v.o.) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-84-94) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; HALFAQUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-47) ;

HENRY V (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-25-59-53) ; Élysées Lincoln, 8 (43-37-67-47) ; HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (A., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) ;

L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) : République Cinémas, 11 (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; L'HOMME IMAGINÉ (Fr., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) ;

HOT SPOT (J.) (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-47) ; HOUSE PARTY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Épée de Bois, 5 (43-57-47-47) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ;

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinémas, 6 (46-33-10-82) ;

9 (48-24-88-88) : Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Mistrail, 14 (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

LA DISCRÈTE (Fr.) : Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ;

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 8 (45-87-18-09) ; LES DOORS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-60-33) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-07-33-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86) ;

EATING (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-25-59-53) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07) ;

LA FIEVRE D'AIMER (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Hauteville, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (45-22-46-01) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wapler, 19 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86) ;

FORTUNE EXPRESS (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-08) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-47) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; GAWIN (Fr.) : Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ;

GHOST (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; GRAND CANYON (A.) : La Géode, 19 (40-05-80-00) ; GREEN CARD (A., v.o.) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-84-94) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ;

HALFAQUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-47) ; HENRY V (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-25-59-53) ; Élysées Lincoln, 8 (43-37-67-47) ; HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (A., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) ;

L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) : République Cinémas, 11 (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; L'HOMME IMAGINÉ (Fr., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) ;

HOT SPOT (J.) (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-47) ; HOUSE PARTY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Épée de Bois, 5 (43-57-47-47) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ;

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinémas, 6 (46-33-10-82) ;

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinémas, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; LUNG TA (Fr., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-47) ;

MADAME BOVARY (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Mistrail, 14 (45-39-52-43) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Mistrail, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; Pathé Wapler, 19 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86) ;

LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

LA DISCRÈTE (Fr.) : Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ;

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 8 (45-87-18-09) ; LES DOORS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-60-33) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-07-33-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86) ;

EATING (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-25-59-53) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07) ;

LA FIEVRE D'AIMER (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Hauteville, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (45-22-46-01) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wapler, 19 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86) ;

FORTUNE EXPRESS (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-08) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-47) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; GAWIN (Fr.) : Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ;

GHOST (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; GRAND CANYON (A.) : La Géode, 19 (40-05-80-00) ; GREEN CARD (A., v.o.) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-84-94) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ;

HALFAQUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-47) ; HENRY V (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-25-59-53) ; Élysées Lincoln, 8 (43-37-67-47) ; HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (A., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) ;

L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) : République Cinémas, 11 (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; L'HOMME IMAGINÉ (Fr., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) ;

HOT SPOT (J.) (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-47) ; HOUSE PARTY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Épée de Bois, 5 (43-57-47-47) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ;

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinémas, 6 (46-33-10-82) ;

9 (48-24-88-88) : Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Mistrail, 14 (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

LA DISCRÈTE (Fr.) : Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ;

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 8 (45-87-18-09) ; LES DOORS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-60-33) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-07-33-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86) ;

EATING (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-25-59-53) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07) ;

LA FIEVRE D'AIMER (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Hauteville, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (45-22-46-01) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wapler, 19 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86) ;

FORTUNE EXPRESS (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-08) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-47) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; GAWIN (Fr.) : Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ;

GHOST (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; GRAND CANYON (A.) : La Géode, 19 (40-05-80-00) ; GREEN CARD (A., v.o.) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-84-94) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ;

HALFAQUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-47) ; HENRY V (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-25-59-53) ; Élysées Lincoln, 8 (43-37-67-47) ; HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (A., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) ;

L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) : République Cinémas, 11 (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; L'HOMME IMAGINÉ (Fr., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) ;

HOT SPOT (J.) (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-47) ; HOUSE PARTY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Épée de Bois, 5 (43-57-47-47) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ;

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinémas, 6 (46-33-10-82) ;

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinémas, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; LUNG TA (Fr., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-47) ;

MADAME BOVARY (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Mistrail, 14 (45-39-52-43) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Mistrail, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-84-94) ; Pathé Wapler, 19 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86) ;

LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

LA DISCRÈTE (Fr.) : Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ;

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 8 (45-87-18-09) ; LES DOORS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-60-33) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-07-33-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86) ;

EATING (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-25-59-53) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07) ;

LA FIEVRE D'AIMER (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Hauteville, 8 (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (45-22-46-01) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Wapler, 19 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86) ;

FORTUNE EXPRESS (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-08) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-47) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; GAWIN (Fr.) : Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ;

GHOST (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; GRAND CANYON (A.) : La Géode, 19 (40-05-80-00) ; GREEN CARD (A., v.o.) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-84-94) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ;

HALFAQUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-47-47) ; HENRY V (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-25-59-53) ; Élysées Lincoln, 8 (43-37-67-47) ; HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (A., v.o.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) ;

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

Pauvreté et richesse dans le monde

Bolivie : des barons aux banquiers

A l'oligarchie minière et féodale ont succédé des financiers qui investissent dans la politique



L'EKEKO est un indien roudouillard, coiffé du passe-montagne. Pour « la fête de l'abondance », les *kollas* (les habitants des hauts plateaux, par opposition aux *cambas* issus des forêts) accrochent à cette amulette de terre cuite une multitude d'objets bénédicteurs, à l'image de leurs désirs. Affabli autrfois de sacs de grains, de sel, de feuilles de coca, d'une bouteille d'eau-de-vie et d'un mdgoz, ce dieu des récoltes porte de surcroît aujourd'hui camion, maisons, et dollars... C'est un drôle de porte-bonheur si l'on en juge par le niveau des *kollas*.

A La Paz, près d'un million d'habitants vivent entre le vaste plateau d'El Alto, situé à 100 mètres d'altitude, et le cratère qui se ferme à 800 mètres en contrebas. La population est distribuée par couches sociales, comme la végétation sur les pentes écologiques. Mais à rebours. Sur l'Alto, 450 000 pauvres s'entassent sous des tas de tôle ondulée. Plus on descend, plus on monte dans l'échelle sociale. Et tout en bas, dans les quartiers fleuris d'irpavi et de la Florida, quelques centaines de nantis prennent leurs aises et un bol d'hygiène. Ceux-ci, *cambas* pour la plupart, se moquent des pouvoirs magiques de l'Ekeko. Quelques-uns ont profité de vents favorables pour faire fortune. Les plus nombreux ont engraisé à une époque déterminée aux frais de l'Etat. D'autres, enfin, ont pu pour bonne fée la « dame blanche » — la cocaïne.

En Bolivie, le thème richesse-pauvreté est tabou. C'est pourquoi il n'y a ni statistiques ni registre des plus grosses fortunes. Même sur le rapport annuel de la Banque mondiale, les informations concernant la distribution du revenu sont en blanc. Le secret a d'ailleurs été officialisé le 29 août 1985 par le décret 21 060, qui stipule qu'il est formellement interdit d'enquêter sur l'origine du patrimoine. N'empêche, les richesses existent... même dans ce pays, le plus pauvre de l'Amérique latine.

Comment expliquer un revenu annuel par tête de près de 300 dollars (secteur « informel »

inclus) pour 7 millions d'habitants, si l'on sait que 4 millions de paysans reçoivent moins de 60 dollars ? D'après la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), 5 % de la population monopolisent 40 % du revenu et 3 % de propriétaires terriens occupent 90 % des surfaces cultivables. Le ministre de l'Industrie, Guido Céspedes, explique que les nantis n'existent pas en tant que classe parce que les siècles ont provoqué une grande mobilité sociale : jusqu'à la révolution d'avril 1952, l'oligarchie minière et féodale, héritage de l'époque coloniale, règne sans partage. La nationalisation des mines et la réforme agraire la détruisent. Entre 1958 et 1982, une néo-oligarchie parasitaire fait son apparition, mais la crise de 1982 brouille le jeu, et, depuis 1985, le pays vit une nouvelle étape de transition. C'est pourquoi, dit le ministre, « on ne sait plus qui est qui ».

Un cigare et des dollars

De toute évidence, le modèle fabrique des pauvres, donc de nouveaux riches, comme l'avait fait la période post-révolutionnaire de 1952. Mais il est vrai que cette classe est très hétérogène : l'espèce des barons des mines est en voie d'extinction, même si l'on trouve encore des spécimens ; celle des latifundis est en plein essor, mais dans la seule enclave de Santa-Cruz. Et c'est en fait dans le monde de la finance que l'on découvre les véritables pontes du pays. Quant au secteur informel, il a son élite aussi, avec sa branche légale de la bourgeoisie *kolla* et celle, illégale, de la mafia de la drogue.

Gonzalo Sanchez Lozada, « Goni » pour tout le monde, est l'homme stéréotypé du *big boss* : l'accent yankee, le gros cigare, le teint clair et des dollars à ne savoir qu'en faire. A la différence de ses pairs, qui cultivent « un complexe de classe » depuis la révolution d'avril 1952, lui s'est proclamé « bourgeois » parce que « Dieu et le destin l'ont sans doute voulu ainsi ».

« Goni » ne s'est pourtant guère préparé à être l'homme d'affaires le plus en vue en Bolivie, puis le chanteur de l'ajustement néo-libéral d'août 1985, et enfin le dauphin aux élections présidentielles de 1989 de don Victor Paz Estenssoro, la figure politique la plus marquante du dernier demi-siècle. Ses vingt premières années, il les vit aux Etats-Unis, où il étudia lettres et philosophie. Rapatrié en 1951, il se consacra au cinéma indigéniste, puis se lance tour à tour dans les services d'aérophotométrie et dans le pétrole.

Pour que ses affaires marchent bien, en 1962, il décide de se convertir à l'extraction de minerais. Il faut dire que son frère « Toni » occupe un poste de choix à la COMIBOL, entreprise publique des mines, pactole de l'économie bolivienne. « Goni » loue sa première mine à Potosí, la « montagne d'argent » découverte par les conquistadores, et extrait de l'étain, du plomb, du zinc, mais surtout de l'argent et de l'or.

En 1978, saturé de richesse — COMIBOL est déjà la plus importante compagnie minière privée, — il mordu à la politique sans pour autant abandonner ses affaires. En août 1985, le président Victor Paz Estenssoro lui demande de diriger son équipe économique. « Je n'étais pas le premier dans la hiérarchie du parti », reconnaît-il sans fausse modestie, mais don Victor savait parfaitement que je ne serais pas tenté de me remplir les poches... »

Un « authentique minier »

En une décennie, « Goni » a acquis une douzaine de mines en faillite et les a remises à flot. Il explique : « Je ne suis pas un authentique minier, plutôt un manager. » Il a tendu aussi ses tentacles vers les mines d'or du Pérou et d'Argentine et établi une tête de pont à Panama. Bref, COMIBOL est devenu un embryon d'entreprise transnationale.

Anti-impérialistes, gauchistes, syndicalistes, écologistes, ses détracteurs de tout poil n'ont pas

ménagé leurs attaques, l'accusant d'avoir utilisé ses fonctions publiques pour faire fructifier ses affaires, d'avoir spolié les richesses nationales, fraudé le fisc et pollué rivières et campagnes. Il reconnaît qu'il y avait incompatibilité de fonctions, mais il ajoute : « Je n'intervenais pas directement dans mes affaires. Celles-ci se font toutes seules. » D'autre part, il verse 1,5 million de dollars en dix-huit mois aux autorités de Potosí en guise de dédommagement pour les problèmes écologiques causés.

A Potosí, il semble avoir fait récemment une affaire en or. Etant ministre de la planification, COMIBOL, COMCO, une filiale de COMIBOL, puis se porte acquéreur de 1 million de tonnes de déblais minéraux de Cerro Rico de Potosí à prix d'étain (c'est-à-dire pour une bouchée de pain). COMCO installe un complexe hydro-métallurgique à un coût de 5 millions de dollars (le quart du financement est assuré par la Banque mondiale) afin de traiter par lixiviation 500 tonnes de minerai par jour, dont il extrait, selon les dirigeants syndicaux, une cinquantaine de kilos d'argent, et il obtient ainsi un revenu brut de 15 000 dollars par jour...

Une bonne trentaine d'accusations du même acabit flottent dans l'air raréfié de La Paz. « Goni » n'en a cure, sans doute parce qu'il est l'un des rares spécimens qui risquent leur capital et produisent. En Bolivie, dit-il, « un capitaliste sur dix fait des affaires. Les autres ne pensent qu'à vivre aux crochets de l'Etat ».

Gonzalo Sanchez Lozada dit avoir renoncé aux affaires et à l'argent pour investir en politique et assurer l'avenir du pays. « C'est un bon placement », dit-il. Il a pourtant essuyé le premier échec de sa vie si l'on en croit ses amis lorsque, après avoir remporté les élections de 1989 au suffrage direct, il s'est fait souffler la présidence au second tour grâce à une « sainte alliance » contre sa candidature. L'hégémonie politique de l'oligarchie minière ? En Bolivie, la politique et l'économie sont tellement liées

que l'on ne sait plus à quoi s'en tenir.

Une soixantaine de grandes familles contrôlent les finances et, par ricochet, la marche du pays ; et, suivant leurs convenances, elles instaurent des dictatures ou épaulent les régimes démocratiques. Depuis vingt ans, ces banquiers investissent leurs capitaux dans la politique et, de façon plus marginale, dans le secteur tertiaire de l'économie (commerce, import-export, construction, hôtellerie).

Cent personnes : 60 % des dépôts

Ce sont loin d'être des Crésus, car leur capital est inférieur au milliard de dollars. Mais c'est une fortune à l'échelle bolivienne. Car cette somme représente cinq ou six fois plus que les réserves de la Banque centrale. En fait, leur force lies la tiennent de la concentration de leurs fonds : « En vingt-quatre heures, 80 personnes peuvent retirer 60 % des dépôts bancaires », explique un économiste. Un banquier rectifie : « C'est exagéré. Je dirais quarante-huit heures et un peu plus de cent personnes. » Ce qui n'est guère plus rassurant.

Cela explique la panique financière de juillet 1989, au moment de l'élection présidentielle. En quelques jours, la moitié des dépôts se volatilisent et la Banque centrale doit intervenir pour éviter un lock-out. Par mesure de précaution, avant la passation de pouvoir, le président élu, Jaime Paz, fait une visite de courtoisie aux banquiers et leur offre des garanties concernant la liberté de change, la libre circulation des capitaux et la fixation des taux d'intérêt. Comme son prédécesseur, le chef de l'Etat confiera d'ailleurs les principales responsabilités ministérielles et administratives du secteur financier à de prééminents représentants de la banque.

de La Paz
NICOLE BONNET
Lire la suite page 12

La coca miracle

La fortune des frères Arevalo, de Cochabamba, a fait bouillir de neige, passant, en un an, de 100 000 à 9 millions de dollars. Paris de rien, ils créaient du jour au lendemain une entreprise financière et immobilière, un centre commercial, une fabrique de meubles, une agence de tourisme, un ensemble touristique, une discothèque, une compagnie d'aviation, une chaîne de télévision, une imprimerie et une équipe de football. Leur entreprise, Finas, passait pour une œuvre philanthropique offrant aux petits épargnants un taux d'intérêt mensuel de 8 %. Une aubaine pour les millions de mineurs et d'instituteurs licenciés par l'Etat, qui pouvaient ainsi placer à bon compte leur prime de départ.

Quelques grammes de cocaïne détectés par la police dans deux petits avions appartenant aux Arevalo ont détruit la légende. Leurs biens ont été saisis, provoquant des crises de désespoir chez les petits épargnants, qui ensemble risquaient de perdre 3 millions de dollars. Ils se rassemblaient tous les jours sur la grand-place pour protester. Que les frères Arevalo passent ou non de la drogue, c'est le dernier de leurs soucis. Ces considérations juridiques ou morales, ils n'en ont cure. L'essentiel, pour eux, c'est de ne pas perdre leur pécule.

Pourquoi tomber sur les frères Arevalo, et non pas sur leurs cousins germains, leurs amis ou leurs ennemis qui ont fait que Cochabamba vit aujourd'hui une époque dorée, comme ce fut le cas pour Santa-Cruz dans les années 70 ? Sa population a pratiquement triplé en moins de vingt ans. Le vieux bourg endormi aux chausses défoncées s'est transformé en une ville moderne commerçante qui dépense sans compter et prend goût à la vie nocturne : boîtes et motels ne désemplissent plus.

Cette prospérité n'est certainement pas la conséquence du développement industriel de la région. La grande fabrique de chausseries Maseco est pratiquement ruinée à cause des prix de dumping pratiqués par les voisins brésiliens, et la bière Taquna est aussi en perte de vitesse. Ce ne sont ni les exportations d'or ni celles de cuivre ou de chanille qui peuvent expliquer ce boom.

Prends comme tu peux

La logique du modèle bolivien du « laissez-faire, laissez-passer » pris au pied de la lettre revient au raisonnement suivant : « Prends ce que tu peux et comme tu le peux, mais ne te fais pas prendre... » L'essor de Cochabamba est là pour le démontrer. Il est aussi un retournement des narcodollars.

Les mineurs licenciés ont aussi profité de la manne de la cocaïne. Filemon Escobar, un des vieux dirigeants syndicaux de la centrale ouvrière, aujourd'hui député de Cochabamba et conseiller des paysans qui cultivent la coca dans la proche vallée du Chapare, s'est extasié sur l'évolution de ce baraquement minier conçu comme un refuge dans les années 60 par le Père Gregorio Irujo et situé à 4 kilomètres de Cochabamba. « Aujourd'hui, notre quartier El Carmen est un véritable bijou. Les maisons ont deux étages et nous avons l'eau, l'électricité, le tout à l'égout... »

Des dizaines d'années d'extorsion de l'étain n'auraient jamais permis d'édifier cette cité. Mais en deux ans de dur labeur dans les champs de coca, les mineurs réduits au chômage ont pu se reconstruire et monter aujourd'hui une petite affaire à Cochabamba. Encore un miracle de la manne coca, la petite mine coca, la feuille sacrée de l'Inca ?

N. B.

Des enquêtes ont déjà été publiées sur ce thème concernant la Turquie et l'Allemagne « Champs économiques » du 7 août 1990), la Grande-Bretagne et l'Inde (14 août), le Mexique (21 août), le Nigeria (4 septembre), la France (11 septembre), le Japon (18 septembre), les Etats-Unis (25 septembre) et le Pérou (12 février 1991).

Max, le roi de la bière

Chulimani, lundi de carnaval. Deux camions-citernes remplis de bière stationnent sur la place principale de cette bourgade de la vallée tropicale des Yungas. Max, PDG de la fabrique de bière La Pacena, de la capitale, envoie ce général présent à ses frères de Chulimani pour la fête.

La population accourt avec des cuvettes et des seaux pour faire le plein de bière. Puis tout le monde trinque à la santé de Max — sauf Don Guillermo et ses amis, partisans du régime en place, qui rient

jeune en voyant que Max Fernandez ruine des années de travail politique en achetant tout bonnement le pays à coups de bière ou à coups de cadeaux. Cat homme, sans programme et sans équipe, n'a pas besoin de marketing pour se faire connaître : son nom est tout naturellement associé à celui de La Pacena, la boisson nationale, la marque de bière la plus renom-

mée du pays, la plus chère aussi. La veille, à Oruro, Max a été élu, pour la deuxième année consécutive, président de la confrérie Morandá Mejillones. « Comme une démonstration de mon estime pour cette terre, a-t-il dit en guise de remerciements, je vous ferai prochainement une surprise en vous installant ici une usine archimoderne qui procurera du travail à mes frères d'Oruro et sera un apport positif au développement régional. » Tonnerre d'applaudissements.

Max n'est pas un politicien traditionnel. Il ne fait pas de longs discours, pas de promesses non plus. Il dit à la foule : « Moi, je ne sais pas faire de belles phrases, je ne sais faire que des affaires. Dites-moi ce qui vous manque : une école, un dispensaire, un terrain de sport ? Moi, je vous le donne. » Et il le fait. Tandis que l'Etat se retire des services

publics, Max est omniprésent. Il reconnaît avoir dépensé 6 millions de dollars sur un an en « bonnes œuvres », et disposer encore d'une fortune personnelle de 18 millions de dollars.

Origine inconnue

Cette fortune, d'où le tient-il ? s'interrogent ses adversaires. Si l'on se fie au qu'en-dira-t-on, il aurait joué les usiers alors qu'il monopolisait la commercialisation de la bière dans la région de Santa-Cruz. Ses clients auraient été de petits trafiquants de cocaïne.

Ce ne sont que des suppositions... L'ambassadeur des Etats-Unis, qui ne s'embarrasse pas de nuances, le considère comme un vulgaire trafiquant de drogue et promet publiquement d'avoir sa tête... Mais, en dix-huit mois, les Américains n'ont pu apporter

aucune preuve de leurs soupçons et cela bien qu'ils aient arrêté à Miami « Techo de Paja », le trafiquant bolivien le plus renommé de la jeune génération et prétendu compère de Max.

Pour expliquer l'origine de sa fortune, Max dit : « J'ai fait beaucoup de sacrifices pour grimper à l'échelle, car je viens de très bas. J'ai été appelé à la tête de la Cerveceria Boliviana Nacional il y a quatre ans ; depuis, celle-ci est devenue une des entreprises les plus florissantes du pays, grâce à ma capacité de gestion et à mon sens des affaires. »

Si l'on fait fortune, c'est donc grâce à mes efforts et non pas par des activités illicites et encore moins par le narcotrafic, comme mes concurrents m'en accusent parce que je prends leur clientèle. J'investis dans les bonnes affaires 90 % de mes profits, pour le bien de mes compatriotes. Moi, je n'ai

pas d'économies planquées à l'étranger, comme la plupart des vieux politiciens qui trahissent le peuple. C'est pourquoi je remporterai les élections présidentielles de 1993. »

La Cerveceria Boliviana Nacional rapporte gros, c'est indéniable. Sur le registre des plus grands contribuables, elle talonne YPFB, la compagnie pétrolière de l'Etat, qui arrive en tête de liste. Les actionnaires reconnaissent d'ailleurs que, depuis que Max est à la tête de l'entreprise, leurs gains ont triplé, et les employés de la Cerveceria touchent des salaires mirobolants, compte tenu des barèmes locaux.

Ses adversaires parviendront-ils à lui barrer le chemin qui le mène à la présidence de la République de Bolivie en 1993 ? Ses partisans commentent sans malice : « Max l'emportera. C'est dans la poche. » Ce sera vrai tant que son gousset sera bien rempli.

N. B.

CHAMPS ECONOMIQUES

PAUL FABRA

CHRONIQUE

S'il ne s'agissait que de la configuration du gouvernement, la preuve serait déjà faite que l'obsédante référence au modèle japonais – soit pour le critiquer, soit pour l'imiter afin de mieux s'armer contre lui – n'est pas un guide sûr. Mais l'enjeu est beaucoup plus important. De cela, on ne peut douter. Rien n'est plus légitime que de se préoccuper de l'avenir industriel de la France. Son statut de puissance européenne de premier plan en dépend en effet. Sur ces deux points, M^{me} Edith Cresson a raison, à condition de ne pas faire, ou mélanger, ces préoccupations avec une « stratégie » de « guerre économique » contre les insulaires du Pacifique.

Au précédent gouvernement, on faisait deux griefs. Pierre Bérégovoy y avait les coudées trop franches. En octobre dernier, quand elle avait démissionné de ses fonctions de ministre délégué aux affaires européennes, M^{me} Cresson avait fait là-dessus des déclarations très nettes : bravo pour la politique de désinflation compétitive et du franc fort, mais *cela ne suffit pas*. La netteté de ces propos aurait répandu une grande clarté si la solution qui était à la clé était praticable. L'idée était de renforcer, quand l'occasion favorable se présenterait, les deux éléments considérés comme trop faibles dans le dispositif gouvernemental. Pourquoi ne pas créer à Paris un grand ministère de l'industrie et du commerce extérieur comme il en existe un à Tokyo sous le nom de MITI (pour : *Ministry of International Trade and Industry*) ? On laissait entendre que le Trésor pourrait en quelque sorte être mis à la disposition de la politique industrielle ambitieuse menée par le nouvel organe ministériel.

En vue non pas des « échéances européennes », à vrai dire sans terme très précis (quoiqu'il en ait dit, emphatiquement, le président), mais des échéances électorales, toujours propices à la résurrection des fausses bonnes idées, il n'est pas tout à fait inutile de s'interroger sur une petite énigme désormais rétrospective. Pourquoi aura-t-il suffi que l'occasion favorable se présente pour que l'idée se dérobe ? Avec la prise en main par Pierre Bérégovoy de l'industrie (je veux dire : du ministère de l'industrie), du commerce extérieur, de la Poste et des télécommunications, une vieille aspiration des Français se trouve comme réalisée (voir l'article d'Eric La Boucher « Bercy aux commandes » dans le Monde du 18 mai) au moment où les conditions politiques paraissent réunies pour que soit accompli le vœu pieux qu'on voulait lui opposer.

La question ne se pose du reste pas seulement pour la France. Le fait est que, dans son pays d'origine, le MITI n'est plus le MITI,

même si, avancés en dehors de leur contexte national, certains chiffres peuvent donner l'impression du contraire. Le MITI participe à la préparation des dossiers de prêts aux entreprises à taux privilégiés – taux en général de 6 % environ, mais parfois de 5 %, voire de 4 %, alors que les conditions du marché s'établissent entre 7 % et 8 %. Le montant de ces opérations s'élève actuellement à quelque 5 000 milliards de yens (200 milliards de francs). Cela confère théoriquement à cet organisme un droit de regard pour la mobilisation de ressources financières deux fois et demie supérieures à sa dotation budgétaire, égale à quelque 2 000 milliards de yens (80 milliards de francs). Mentionnons encore le rôle de donneur d'avis joué par le MITI pour l'obtention des exemptions fiscales assez largement pratiquées. Il reste que, depuis déjà un bon quart de siècle, la décision finale d'octroi de tous ces avantages échappe entièrement au MITI, qu'elle dépend de la volonté souveraine du seul ministère des finances, le très puissant MOF (pour : *Ministry of Finance*).

Aux yeux des Japonais informés, et ils sont nombreux, le MITI passe de plus en plus pour une immense banque de données. Les 12 500 agents qu'il emploie sont occupés en majorité à rassembler des informations détaillées sur la vie des entreprises (une fonction qui rappelle celle qu'accomplissait la Banque de France pour les bilans des entreprises). Les intéressés affirment qu'ils ne se contentent pas de recueillir des informations, que le MITI en fait la synthèse, première étape pour remplir sa véritable mission de stratégie industrielle. Sur la réalité de cette mission, beaucoup d'industriels sont sceptiques. Le MITI n'est même plus toujours tenu au courant des programmes de recherche et développement des plus grandes firmes.

Supposons que la France, du temps où elle pratiquait un dirigisme systématique, impliquant non seulement la contingentement et la répartition autoritaire des importations, mais aussi le contrôle des crédits et des investissements, ait confié à un organisme unique l'accomplissement de toutes ces tâches, que ce même organisme ait reçu en outre les attributions du commissariat général du Plan ; supposons encore que, malgré la libération progressive de la vie économique, cet organisme ait été maintenu en vie avec les mêmes effectifs auxquels on aurait trouvé d'autres occupations (on en trouve toujours, eh bien, en forçant à peine

employait, à l'époque, un demi-million de personnes et brassait annuellement un demi-milliard de dollars. Les experts estiment que le profit brut mensuel par rapport au capital investi était de l'ordre de 40 %. Cette économie informelle est, pour 80 %, le produit indirect du commerce de drogue. Et, si l'on s'en tient aux statistiques de l'économiste Roberto Jordán, 5 % correspondent à la corruption ou au détournement de fonds.

L'économie de la « coke »

A ce sujet, une blague méchante, mais révélatrice, circule dans les milieux diplomatiques : un Bolivien rend visite à un Américain. Il lui dit : « C'est drôlement bien chez toi. » L'Américain répond : « C'est facile, tu sais, tu vois ce pont, c'est moi qui l'ai fait construire, j'ai empoché 30 % ». Quand c'est le tour de l'Américain de rendre visite à son ami à La Paz, il lui dit : « C'est super chez toi, comment as-tu fait ? » C'est tout simple, tu vois ce pont ? – Non, je ne vois rien », répond l'Américain. « Eh bien, c'est 100 % », s'esclaffe le Bolivien.

Mais cela n'est rien à côté de l'économie de la « coke ». Un dixième de la surface plantée de coca a peut-être été reconverte à d'autres cultures tropicales l'année dernière. Mais la « technologie » importée de Colombie a porté ses fruits et, aujourd'hui, le paysan fait deux fois plus de drogue avec deux fois moins de feuilles. Daniel Doria Medina, conseiller du président Jaime Paz, est le premier à l'admettre. 500 millions de dollars sont blanchis annuellement en Bolivie, ce qui représente plus de la moitié du produit des exportations traditionnelles. C'est dire que les « rois de la cocaïne » tiennent le haut du pavé. Incognito.

de La Paz
NICOLE BONNET

Destructrice obsession japonaise

les choses, la France, au cas où toutes ces hypothèses se seraient réalisées, aurait aujourd'hui sur les bras, *notens volens*, un MITI coûtant à son budget environ 40 milliards de francs par an ! Ce dernier chiffre est une estimation grossière : la France étant deux fois moins peuplée que le Japon, je divise par deux les dépenses probables. Le Japon n'en meurt pas. Il est fort douloureux qu'il y puise son énergie.

Comment la logique de notre système économique actuel, tant le japonais que le français, qui sont, de ce point de vue, semblables (liberté des échanges et des mouvements de capitaux, totale indépendance reconnue aux entreprises solvables pour fixer leurs politiques respectives d'investissements, d'expansion sur le marché national et sur le marché international, etc.), exclut toute autre solution que la subordination d'un MITI, petit ou gros, au ministère des finances se comprend. Quand toutes les ressources matérielles sont placées sous contrôle, y compris et surtout celles qui proviennent de l'extérieur, on conçoit, au moins théoriquement, que l'organisme de répartition calcule à peu près la masse à distribuer. L'expérience montre du reste que le moment arrive vite où la situation lui échappe.

Le progrès consiste précisément à mettre fin le plus rapidement possible au rationnement. Dans la nouvelle situation, le montant des aides publiques ne peut plus être réglé que par l'autorité qui a la responsabilité de l'équilibre financier général. Faute de quoi, il n'y a plus de limites aux demandes d'encouragement à la production, chacun voulant être aussi bien placé que son concurrent. Le MITI est une survivance. En créer un de toutes pièces serait une régression. Que le corps politique français en ait, spontanément, écarté la possibilité est un signe de maturité.

Au gouvernement Rocard, dis-je, on reproche encore sa méthode de travail. Ses amis qualifiaient cette dernière tout simplement de « méthode Rocard » ; ceux qui ne l'aimaient pas de « consensus mou ». Le consensus, sous toutes ses formes, c'est la grande affaire des Japonais ! Un mot qu'on emploie au Japon pour exprimer ce concept extensible à l'infini ou presque, c'est *wa*, il se traduit littéralement, disent les japonais, par « atmosphère ». Visiblement, le nouveau premier ministre jouait débillement l'atmosphère que faisait régner son prédécesseur. Ne débattons pas ce point subjectif.

Risquons toutefois une remarque. Au Japon, qu'on dit pourtant un pays où le monde des affaires vit en étroite symbiose avec l'appareil politique, l'humeur du gouvernement semble ne jouer qu'un rôle minime, si même elle en joue un, sur le dynamisme des entreprises. Les premiers ministres, désignés tour à tour au gré des luttes d'influence entre les factions du parti au pouvoir depuis quarante-cinq ans – un demi-siècle, ce n'est pas long ! – président des équipes ministérielles le plus souvent privées de relief.

Deux autres considérations devraient être prises en compte.

La première concerne la réalité de l'échéance du 1^{er} janvier 1993 que M. François Mitterrand, dans son allocution radiotélévisée de mercredi dernier, a emphatiquement rappelée. Entre les différents fabricants de voitures des pays de la Communauté, la concurrence est déjà largement ouverte. Le dernier obstacle pour instituer dans ce secteur, où les échanges intra-européens sont les plus actifs, un véritable marché sans frontières, c'est le traitement différent appliqué aux voitures japonaises : par exemple, importations libres en Allemagne (15 % du marché), contingentées en France (3 % à 4 % du marché).

A défaut d'accord entre les Douze, l'échéance tant proclamée ne sera pas respectée. Or plusieurs des demandes formulées par la France et le lobby des constructeurs dont elle épouse les vues sont déraisonnables. La France accepterait-elle de signer avec les Américains un accord selon lequel son gouvernement s'engagerait à ce que les Français boivent chaque année telle quantité de vin californien (au demeurant excellent, mais c'est une autre affaire) ? En simplifiant à peine, voilà ce qu'on demande aux Japonais de faire pour les marchandises européennes.

L'autre considération à laquelle j'ai fait allusion a trait à la plus grave des conséquences à attendre d'un abus de la rhétorique sur la « guerre économique ». On accorde par ce biais l'idée que tous les coups sont permis à l'égard d'un adversaire dont on assure par avance qu'il s'est mis hors des lois communes, étant donné qu'il est radicalement « différent » des autres. Cette idée est doublement incompatible avec les objectifs à long terme que la France s'est fixés.

A propos de quel autre peuple oserait-on soutenir pareille exclusion ? Serait-ce qu'on ne supporte, parmi les pays de souche non-

européenne que les pays dont la pauvreté exclut pour le moment qu'ils puissent constituer une « menace » ? Il est vrai que beaucoup de structures, qu'on peut qualifier de « pré-capitalistes » – ou plus prosaïquement de vestiges de l'ère dominée par le MITI – s'opposent à une ouverture « normale » du marché japonais (domination, par exemple, de certains réseaux de distribution par les producteurs nationaux). Cet état de chose est préjudiciable non seulement aux fournisseurs potentiels de l'étranger, mais aussi à ceux des consommateurs japonais. Ceux-ci ont commencé à en prendre conscience. Depuis 1985, les achats de biens manufacturés à l'extérieur de l'archipel ont plus que doublé. Ils constituent désormais plus de la moitié des importations japonaises totales, contre 20 % il y a six ans. Il n'y a que la poussée des pratiques du marché qui conduira le Japon à abandonner ses dernières crispations. Les grandes entreprises françaises ne proclament-elles pas que c'est à l'échelle du monde qu'elles doivent déployer leur activité ?

Un pays qui aspire au rang de grande puissance commerciale ne peut pas faire à l'importation ce qu'il veut. C'est vrai que les plus forts peuvent se permettre beaucoup d'accommodements avec les règles du jeu et qu'au surplus ces règles sont en parties laissées à leur discrétion. Mais en ayant dit cela, on omet un autre aspect de la question, tout à fait déterminant. La comparaison avec le remarquable redressement monétaire opéré par la France depuis 1983 fera mieux sentir de quoi il s'agit. Le franc, pour paraphraser un mot célèbre de Churchill (chancelier de l'Echiquier en 1925), a commencé à pouvoir « regarder dans les yeux » le deutschemark qu'à partir du moment où les autorités responsables se sont interdites les pratiques de facilité susceptibles de fausser le jeu de leur propre gestion : financement systématique du déficit budgétaire par la création monétaire, emprunts massifs à l'étranger pour soutenir le franc, en bout de course, dévaluation pour annuler les effets de l'inflation interne sur la compétitivité externe.

Pareillement, s'enfermer dans une attitude purement défensive face au « danger » japonais, c'est premièrement avoir recours à des méthodes de plus en plus contraires aux dispositions du GATT (accord international sur les tarifs et le commerce), méthodes qui désorientent à la longue un pays au regard de ceux qui acceptent de prendre des risques : c'est, deuxièmement, maintenir les producteurs nationaux dans un cocon artificiel, à l'abri de leurs concurrents les plus efficaces.

Bolivie : des barons aux banquiers

Suite de la page 11

Le pouvoir des banquiers s'affirme pendant la dictature Banzer (1971-1978) car ils bénéficient à la fois du boom pétrolier et de la hausse spectaculaire des cours de l'étain et du flux des pétrodollars. Les dirigeants dépensent comme des cheikhs arabes, la corruption s'installe, d'où un phénomène impressionnant d'accumulation de la richesse. Personne ne s'inquiète alors de la fragilité du modèle car l'Etat garantit les prêts. Les problèmes d'endettement ne se feront sentir qu'à la fin de la décennie.

Des lasses pour une Mercedes

L'essor de ce monde de la finance est encore plus spectaculaire sous le régime Siles Zuazo, pourtant de centre-gauche (1982-1985). La politique de la « dédollarisation », le phénomène de l'hyperinflation et le trafic de devises sur le marché noir ruinent les petits épargnants, alors que les banquiers remplissent leurs coffres... Nouvelle aubaine, en août 1985, avec l'avènement du néolibéralisme, puisque les capitaux exportés clandestinement peuvent être rapatriés, quelle que soit leur origine, et que les banquiers sont invités à commander la marche du pays. En 1989, avec le président Jaime Paz, l'état de grâce se prolonge.

Voir une Indienne sortir de dessous ses jupes des liasses de dollars pour acheter au comptant une Mercedes-Benz ou un camion, ce n'est pas une scène que l'on peut observer tous les jours à La Paz. Mais cela arrive... Il faut savoir que le pouvoir de

l'économie informelle est aujourd'hui plus important dans l'économie bolivienne que celui de l'économie formelle (les économistes en tiennent rarement compte). Il permet pourtant de comprendre pourquoi ce pays a pu survivre à l'ajustement structurel draconien d'août 1985 : si le revenu par tête était officiellement de 587 dollars pour la période 1988-1989, il s'élevait à 1 230 dollars si l'on tenait compte du secteur « informel »...

Cette oligarchie indienne s'est fait un point d'honneur de ne pas sortir des rangs de la classe populaire. Elle dissimule sa fortune sous le matelas, boude le quartier « blanc » de la Florida, bien qu'elle paie aussi cher le mètre carré de terrain pour plastronner sur la populaire avenue Buenos Aires, ou à Miami (la petite Miami), ce qui l'oblige à expulser sans pitié les plus démunis vers l'Alto. N'empêche : elle empiète chaque jour davantage sur l'univers *canibax*, descendant en procession jusqu'à l'avenue El Pardo, les Champs-Élysées de la capitale bolivienne, pour célébrer en grand la fête religieuse du *Gran Poder*.

Ces nouveaux riches doivent leur fortune aux mesures d'austérité prônées par le Fonds monétaire international en 1986, car celles-ci ont marqué l'essor de la contrebande. A l'origine, il ne s'agissait que de contrebande de denrées alimentaires. Aujourd'hui, le secteur s'est diversifié : on trouve de tout et à des prix de dumping, qu'il s'agisse de papier hygiénique ou de chaînes stéréo.

Les dernières statistiques remontent à 1987 : la population informelle urbaine commerçante

BIBLIOGRAPHIE

Un trop-plein d'Etats

INQUIÉTANT, cet œil de René Magritte qui illustre la couverture du nouveau livre de Robert Fossart. La pupille est un « trou noir » au milieu d'un ciel nuageux. Dilatée, il est vrai, comme pour voir les objets du passé et de l'avenir. La toile est intitulée « Le Faux Miroir ». On ne pouvait mieux signifier qu'il est dangereux de ne regarder le XXI^e siècle qu'à travers les systèmes mondiaux qui se sont succédés depuis les origines, et dont l'auteur esquisse la théorie. Mais la table rase rendrait incompréhensibles les mutations d'aujourd'hui.

Étonnant Robert Fossart ! Il y a quinze ans, il entreprenait une recherche sur « La société » et nous prévenait alors que son œuvre aurait huit tomes, dont il donnait les titres. Voici le septième de cette « somme ». L'auteur nous fait parcourir d'un bout à l'autre de la terre et du temps les systèmes qui ont rassemblé des masses d'hommes au cours de l'Histoire et tâche de comprendre pourquoi certains ont mieux « pris », comme l'on dirait d'une mayonnaise géante, jusqu'à former une civilisation. Un monde nouveau naît sous nos yeux. En quoi est-il différent de ceux qui l'ont précédé ?

En gros, Robert Fossart distingue trois structures avant le XXI^e siècle : les empires centraux anciens, l'Europe marchande et coloniale, les mondes capitalistes. On voit qu'il ne range pas, comme Braudel, le capitalisme marchand avec les autres. C'est la révolution industrielle qui, pour lui, est la vraie manifestation de ce capitalisme dont Adam Smith, Ricardo et Marx démontreront les ressorts. Mais du XVIII^e siècle à 1990, notre auteur distingue trois mondes capitalistes : celui des manufactures et de la banque

avec l'Angleterre comme fleuron ; celui des guerres mondiales (1914 à 1950), avec la Russie comme excoissance du système, lançant le capitalisme d'Etat ; celui de la dissuasion nucléaire (de 1950 à 1990) avec les Etats-Unis, la Chine, la CEE, le Japon et les multinationales comme phases de la période.

Pour le XXI^e siècle, Robert Fossart ne croit pas à une embarquée de l'URSS vers le capitalisme du type de l'Ouest mais plutôt à une privatisation partielle et étalée d'entreprises étatiques dont le sort pourra être différencié d'une République à l'autre. La Chine, elle, sera vraisemblablement moins déchirée que l'URSS.

La coopérative impériale

Notre auteur insiste également sur « le mariage forcé de l'économie et de l'écologie », sur l'extraordinaire mobilité du capital qui nuira à l'industrie, sur le risque d'un XXI^e siècle « à la fois riche et misérable », car « le monde, côté Baudouin » n'est pas beau à voir.

Et « le monde, façon Europe » ? L'auteur entend par là non seulement notre continent, mais les greffons américain, australien, africain du Sud. « Le XXI^e siècle pourrait bien être celui où l'ancien Monde européen retrouvera beaucoup de son prestige au regard des Européens lointains ».

Les Etats-Unis deviendront-ils le shérif du village planétaire ? L'Amérique impériale souffre d'une carence essentielle. Hors la force des armes et l'essor du marché, elle n'a aucun projet. Le monde ne prend pas l'allure d'un empire américain. Il ressemblera plutôt à un empire conjoint de puissances mondiales, une

« coopérative impériale ». Mais l'effectif des Etats-Unis a quintuplé au long du XX^e siècle.

Ce « trop-plein d'Etats » qui inquiète Robert Fossart, nous paraît le point central de sa réflexion sur le XXI^e siècle. A l'époque des grands espaces économiques et des systèmes régionaux d'équilibre interétatique, notre auteur souhaite « un emboîtement pyramidal des pouvoirs qui relativiserait deux aspects des dominations étatiques : la propriété exclusive d'un territoire hérité de l'histoire et la fusion effective, projetée ou rêvée de la population de ce territoire en une nation accomplie à l'Etat ».

Pour Robert Fossart, « la coexistence pacifique de peuples différents est un devoir d'Etat... Rien ne sera plus dangereux que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes quand ce droit se traduit par la revendication d'un nouvel Etat pleinement souverain ». Il est beaucoup plus sain de penser à des pouvoirs bien décentralisés dans une pyramide fermement hiérarchisée. L'ONU et, plus tard, des « sortes d'ONU régionales » pourraient jouer un rôle très positif dans cette direction.

Avec une obstination farouche, Robert Fossart creuse le sillon qui l'amènera – la prochaine fois – au bout du champ. L'effort de l'économiste, du sociologue, du géopoliticien est soutenu par une extraordinaire documentation. Mais quand l'auteur va « au charbon », il a l'élégance de ne pas le faire sentir au lecteur.

PIERRE DROUIN

► Le Monde du XXI^e siècle, de Robert Fossart, Fayard, 526 p., 149 F.

صلى الله عليه وسلم

ÉCONOMIE

BILLET

« La Bourse, je n'en ai rien à cirer... »

M^{me} Edith Cresson n'a pas, c'est le moins que l'on puisse dire, le même style que M. Rocard. En quelques jours, le nouveau premier ministre nous a gratifiés d'une véritable rafale de déclarations. On savait qu'elle avait des idées sur tout. On peut cependant se demander s'il n'y a pas mieux valu, pour le nouveau premier ministre, de plonger d'abord dans ses dossiers avant de se livrer à des considérations parfois simplistes, un peu rapides tout au moins. Deux exemples : la Bourse et les aides aux petites et moyennes entreprises (PME).

« La Bourse, je n'en ai rien à cirer. » Après avoir fait cette déclaration au Journal du dimanche (daté du 19 mai), M^{me} Cresson a cherché, dimanche lors de l'émission de TF1 « Sept sur Sept », à nuancer son propos. « Il ne s'agit pas d'une boutade. On a assisté ces dernières années à des emballements de la Bourse, basés sur la spéculation financière, à des excès qui ont été très dommageables pour les épargnants », a-t-elle expliqué, ajoutant : « Ce qu'il faut, c'est que la Bourse soit régulière. C'est un paramètre, ce n'est pas le seul. »

M^{me} Cresson affirme vouloir mettre la finance au service de l'industrie. La Bourse est, en théorie mais aussi dans la réalité, l'un des lieux où se réalise ce rapprochement. Quand ERF Aquitaine ou Dynaction lèvent des capitaux à la Bourse, c'est pour investir, produire et créer des emplois. Elles y trouvent de l'argent moins cher qu'aux guichets des banques. Les socialistes ont finalement reconnu au cours de la décennie passée le rôle de la bourse. Pour les grandes entreprises comme pour les PME, M^{me} Cresson, qui, chez Schneider, a travaillé dans un groupe qui utilise la Bourse, ne pense pas autrement. Pourquoi alors de tels propos ?

Autre exemple : l'aide à l'exportation en faveur des PME. M^{me} Cresson a évoqué à ce sujet les difficultés d'une petite entreprise de Châtelleraut. Ex-ministre du commerce extérieur, le premier ministre n'a pas tort de critiquer l'organisation française de l'aide à l'exportation. Cela ne veut pourtant pas dire qu'il sera possible d'en développer rapidement les moyens. Les ardoises de la France à l'étranger sont déjà lourdes. Une réforme est sans doute nécessaire, mais faire croire que tout est possible n'est pas sans danger.

Dans tous les domaines, M^{me} Cresson fait ainsi des déclarations qui relèvent bien souvent du bon sens, mais manquent de nuances. La super-ministère de l'économie doit devenir, selon ses termes, « une usine à emplois ». Cette expression, comme l'ensemble des propos de M^{me} Cresson, risque de faire naître quelques illusions dans l'opinion. Et quelques désillusions ensuite.

ERIK IZRAELWICZ

Dépenses publiques : M. Charasse n'exclut pas « quelques petits sacrifices »

Le ministre du budget, M. Michel Charasse, n'a pas exclu samedi 18 mai qu'il soit nécessaire de faire « quelques petits sacrifices » dans la gestion des dépenses publiques, afin de « préparer la France à l'objectif 93 ». « Pendant 18 mois à deux ans, il y a quelques petits sacrifices à faire, mais pas des choses énormes : reporter peut-être des travaux routiers à tel endroit, attendre six mois de plus pour faire telle réalisation », a-t-il précisé, sur RMC. « Ou on veut être les meilleurs au 1^{er} janvier 1993 et on s'en donne les moyens, ou on veut continuer à recréer, à raler, à faire preuve d'égoïsme et, dans ce cas-là, on se plantera », a conclu M. Charasse.

Pour répondre aux accords américains de libre-échange avec le Mexique et le Canada

Les pays du pacte andin vont créer un « marché commun »

Un « marché commun » des pays andins à l'horizon 1995 : tel est l'objectif très ambitieux que les présidents Carlos Andres Perez (Venezuela), Cesar Gaviria (Colombie), Rodrigo Borja (Equateur), Alberto Fujimori (Pérou) et Jaime Paz Zamora (Bolivie) ont réaffirmé le 18 mai à Caracas, à l'issue de la cinquième réunion du Conseil présidentiel andin.

CARACAS

de notre envoyé spécial

Première étape très proche : une zone de libre échange devrait être créée dès le 1^{er} janvier 1992 entre les pays membres. C'est un défi redoutable. Fondé il y a vingt-deux ans – à l'époque l'une des tentatives les plus remarquables d'intégration latino-américaine –, le pacte andin a végété pendant deux décennies, miné par les lourdeurs bureaucratiques et les susceptibilités nationales.

Le Chili, membre fondateur, l'a abandonné pour s'engager le premier,

avec succès, dans l'économie de marché, et les dirigeants de Santiago affirment aujourd'hui vouloir rester à l'écart, du moins pour le moment, des différentes tentatives d'intégration dans la région : marché commun andin ou Mercosur (qui regroupe l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay).

Donné en exemple à ses voisins pour sa bonne santé économique par le Fonds monétaire international et les organismes de financement internationaux, ayant le premier aussi, en Amérique latine, cherché et trouvé des marchés dans le bassin Pacifique (en particulier en Australie et en Nouvelle-Zélande), le Chili préfère négocier des accords bilatéraux avec les Etats-Unis ou avec certains pays latino-américains comme le Venezuela.

La hâte soudaine des dirigeants des pays du pacte s'explique, mais suscite des interrogations et des réserves. Il s'agit, bien sûr, de tenter de répondre d'une seule voix – celle d'un éventuel bloc andin – à « l'initiative pour les Amériques » lancée en juin 1990 par George Bush. Axé pour l'essentiel sur la formation d'un « hémisphère de libre-échange, allant de l'Alaska à la Terre de Feu », l'effort de Washington a obligé les dirigeants latino-améri-

cains à accélérer leurs projets de développements sous-régionaux. Ceux qui se sont engagés avec un brin de précipitation dans le Mercosur, comme les dirigeants andins, semblent également vouloir brûler les étapes.

A l'heure de la formation des grands blocs économiques (européen, japonais), l'Amérique latine redoute d'être isolée et marginalisée. L'exemple du Mexique, déjà associé à la formation d'une puissante zone de libre-échange avec les Etats-Unis et le Canada, ravive les inquiétudes des autres latinos.

Pragmatisme des dirigeants

Dans cette course à la restructuration, les pays andins apparaissent bien faibles, avec une population totale d'un peu moins de cent millions d'habitants sur un territoire de quelque cinq millions de kilomètres carrés. Mais le niveau des échanges internationaux est très bas (environ 1,3 milliard de dollars en 1990). Les degrés différents de développement contraignent, d'autre part, à faire des exceptions en faveur des plus faibles ou de ceux qui affrontent une forte

A une semaine des élections municipales et régionales

De nombreuses grèves et manifestations sont prévues dans le secteur public espagnol

La semaine qui commence lundi 20 mai s'annonce des plus animées en Espagne. D'une part parce qu'il s'agit de la dernière ligne droite avant les élections municipales et régionales de dimanche 26 mai. Mais aussi parce qu'elle menace d'être particulièrement conflictuelle sur le plan social : les syndicats entendent profiter de la vulnérabilité du gouvernement en cette époque pré-électorale pour lancer une grande offensive dans le secteur public.

MADRID

de notre correspondant

Les transports, comme à l'accoutumée, seront les plus affectés, comme ils l'ont d'ailleurs déjà été durant ces derniers jours. Le personnel auxiliaire et de bord de la compagnie aérienne Iberia a commencé lundi une grève de vingt-quatre heures, tandis qu'une autre est prévue pour vendredi. Trois débrayages semblables ont déjà eu lieu depuis le début du mois, obligeant la compagnie à annuler chaque fois près de deux cents vols, et contraignant dans certains cas les passagers des vols restant à porter eux-mêmes leurs bagages.

Les cheminots de la Renfe, la compagnie espagnole des chemins de fer, arrêteront pour leur part le travail trois fois cette semaine : mercredi, vendredi et dimanche. Ils ont déjà multiplié, ces derniers

jours, les débrayages partiels, et, dans certains cas, des actes de sabotage ont même été enregistrés. Le vendredi 17, à Madrid et à Barcelone, des poteaux de signalisation ont été détruits, des caténaïnes rompus, et quelques wagons ont même été incendiés, tandis que des piquets de grévistes envahissaient les voies des trains de banlieue pour empêcher la réalisation des services minimums décrétés par le gouvernement.

Les voyageurs préfèrent leur véhicule particulier aux transports publics ne seront pas mieux lotis. Les travailleurs de Campsa, la compagnie espagnole de distribution des produits pétroliers, ont commencé lundi une grève de soixante-douze heures. Depuis samedi dernier déjà, d'innombrables files de voitures se sont formées devant les stations-service, surtout dans les grandes villes, face à la perspective d'une probable pénurie.

Exaspération de la population

Les employés de la Telefonica, la compagnie espagnole des téléphones, débrayeront eux aussi dans le courant de la semaine. Tout comme s'apprêtent à le faire les métallurgistes du secteur public des Asturies, où se trouve l'un des plus importants complexes sidérurgiques du pays. Au total, quelque cent mille travailleurs devraient être affectés par ces différents mouvements. L'objectif est de conclure cette série de manifesta-

tions le vendredi 24 mai, soit quarante-huit heures avant les élections, par une « mini-grève générale » dans le secteur public, assortie d'une grande manifestation dans les rues de Madrid.

Selon les syndicats, ces mouvements s'expliquent par l'attitude parcimonieuse des entreprises publiques à l'heure de la négociation collective. Attitude qui, selon eux, contrasterait avec celle plus généreuse du secteur privé, qui aurait accepté des hausses de salaires atteignant en moyenne 8,5 % (l'inflation prévue pour cette année est de 5 %). Une version que l'on conteste toutefois au ministère de l'économie, où l'on affirme que le rythme de la négociation n'est pas fondamentalement différent dans le public ou le privé et que l'offensive des syndicats répond davantage à des raisons de conjoncture politique.

Ce qui est sûr en tout cas, c'est que la multiplication des mouvements de grève affectant directement les usagers des services publics est en train d'exaspérer sérieusement la population. De plus en plus nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour demander que le gouvernement promulgue finalement la loi réglementant le droit de grève prévue par la Constitution de 1978, mais que personne ne s'était jusqu'ici hasardé à élaborer. Les socialistes évoquent d'ailleurs aujourd'hui de plus en plus clairement cette possibilité.

THIERRY MALINIAC

La Lyonnaise-Dumez et la banque de Bilbao se partagent les Eaux de Barcelone

La redistribution des cartes en Espagne ne touche pas seulement le secteur bancaire. La Société générale des eaux de Barcelone (SGAB), important groupe de services lié à la Lyonnaise des eaux, va absorber sa filiale Agbar et faire place dans son capital à un groupe de distribution électrique appuyé par la Banque de Bilbao et de Biscaye (BBV).

Un accord entre BBV, première « banque industrielle » espagnole, avec des intérêts notamment dans l'énergie et la communication, la Caixa, qui contrôle les trois quarts du marché catalan de l'épargne, et la Lyonnaise des eaux-Dumez, vient d'aboutir à une réorganisation du groupe espagnol de services formé par la Société des eaux de Barcelone et sa filiale Agbar, unique en son genre dans la péninsule ibérique. Avec un chiffre d'affaires équivalent à 4,2 milliards de francs, celui-ci couvre des secteurs aussi divers que la distribution de l'eau (70 % de la consommation privée), la collecte des déchets (où il est le numéro deux), le nettoyage des rues, des parcs et des jardins, la maintenance du matériel informatique ou hospitalier, l'assurance-maladie (où Agbar occupe le deuxième rang).

La Lyonnaise, directement ou à travers ses filiales, a largement contribué au développement d'Agbar, qui réunit l'essentiel des activités du groupe hors eau. Le groupe français en détient actuellement 45 %, et il est devenu le premier actionnaire de la maison mère, à laquelle il est lié par des participations croisées. Cette influence croissante d'un étranger dans un groupe créé par l'établissement bancaire espagnol (autre la Caixa, BBV, la Banque Centrale, celle de Santander et le Banesto) a suscité des inquiétudes dans la péninsule, surtout à partir du projet de fusion, en 1989, des Eaux de Barcelone et de la Catalana de Gas – filiale à 32 % de la Caixa – qui avait la haute main sur la distribution de ce combustible dans la région.

Le projet tourne court devant l'opposition du gouvernement, qui impose la constitution d'un « pôle gazier » unissant la Catalana au groupe public Repsol (Le Monde du 31 juillet 1990). Mais le retrait du Banesto et de la Banque Centrale, qui redoutent la dilution de leur influence, ouvre les grandes manœuvres. Tandis que la Lyonnaise se renforce progressivement, dépassant 30 % du capital de la SGAB, BBV fait de même, passant de 8 % à 14,5 % en avril dernier par rachat des parts de... Catalana de Gas.

La réorganisation décidée établit un gentleman's agreement. La SGAB prend 100 % d'Agbar, dont elle ne détenait que 40 %, mais qui avait un chiffre d'affaires plus de deux fois supérieur au sien (56,5 milliards de pesetas en 1990 contre 24,4 milliards). La Lyonnaise cède une partie de ses parts d'Agbar à un nouvel arrivant, Proindesa, filiale (à 100 %) d'Iberduero, société de production et de distribution d'électricité. Les groupes espagnols (la Caixa et BBV avec 13,5 % chacun, Proindesa avec 10 %) prennent donc l'avantage. Mais la Lyonnaise n'y perd pas : avec 33 %, elle demeure de loin le premier actionnaire de la SGAB.

Mais la redistribution des cartes va plus loin, car elle intervient en même temps qu'un vaste regroupement dans le secteur de l'électricité. Iberduero, troisième producteur (avec 14,4 % du marché), va s'associer au deuxième, Hidroisa Española (16,8 %), et peut-être à la Sevillana. Le tout sous l'égide de BBV, qui, avec respectivement 8 %, 10 % et 11,5 % du capital, exerce une influence dominante dans les trois sociétés. SGAB-Agbar va ainsi être adossée à un groupe représentant un tiers de la production et de la distribution d'électricité, ce qui lui ouvre de nouvelles possibilités de développement.

GUY HERZLICH

Forte augmentation de l'excédent commercial japonais vis-à-vis de la CEE

Selon les statistiques du ministère des finances japonais, le Japon a dégagé en avril davantage d'excédents vis-à-vis de l'Europe que vis-à-vis des Etats-Unis. Le déficit cumulé des Etats de la CEE à l'égard du Japon a atteint 2,5 milliards de dollars (15 milliards de francs) et a augmenté de plus de 70 % en un an, alors que le déficit bilatéral américain a été contenu à 2,2 milliards de dollars, en baisse de 7 % par rapport à avril 1990. Au total, l'excédent commercial japonais a atteint 6,3 milliards de dollars en avril, contre 8,7 milliards en mars.

Le déséquilibre croissant des échanges entre la CEE et le Japon devrait faire l'objet de discussions la semaine prochaine, lors du voyage à Tokyo du président de la Commission européenne, M. Jacques Delors.

MARCEL NIEDERGANG

L'URSS prépare une convertibilité partielle du rouble

L'Union soviétique pourrait introduire, dès l'an prochain, la convertibilité partielle du rouble en vue d'encourager les investissements étrangers, pour accélérer l'évolution du pays vers l'économie de marché. Annoncé en fin de semaine par le président de la Banque centrale soviétique, M. Viktor Gerashchenko, ce plan devrait selon lui nécessiter un apport massif de crédits occidentaux pour parer à la forte pénurie de devises en URSS.

Le projet de Moscou vise notamment à autoriser les entreprises étrangères à acheter ou vendre des roubles contre des monnaies fortes au taux du marché. Les firmes étrangères pourraient de surcroît rapatrier leurs bénéfices en devises. En revanche, les entreprises soviétiques ne seraient pas autorisées à investir en devises à l'étranger, le gouvernement devant conserver le maximum de monnaies fortes pour soutenir le rouble sur les marchés des changes.

D'après M. Gerashchenko, la mise en œuvre de la convertibilité suppose l'application préalable de certaines réformes, comme la libéralisation des prix et la privatisation de l'industrie soviétique. Le président de la Banque centrale a indiqué que ce plan serait soumis début juillet à la communauté internationale, au FMI en particulier.

Le COMECON sera dissous le 28 juin

Le COMECON, l'alliance économique des pays de l'Est créée en 1949, sera officiellement dissous lors d'une réunion des représentants des pays membres le 28 juin prochain à Budapest, a annoncé le ministre hongrois des relations économiques internationales, M. Bela Kadar, cité dimanche 19 mai par la presse hongroise.

La décision de dissoudre cette alliance, a été prise lors d'une réunion des représentants permanents du COMECON, samedi à Moscou. Les activités de l'organisation devraient cesser fin septembre. Aucune décision n'a été prise concernant la future organisation destinée à prendre la relève du COMECON, en raison de divergences de vues opposant les pays européens de cette alliance à Cuba, au Vietnam et à la Mongolie. (AFP)

SOCIAL

M. Delebarre propose aux syndicats de débattre sur la « sacralisation du travail à temps plein »

M. Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la ville et de l'aménagement du territoire, a proposé, samedi 18 mai à Lille, de favoriser le partage du travail pour lutter contre le chômage de longue durée. « La sacralisation de l'emploi à temps plein, à durée indéterminée, héritage de dizaines d'années de luttes syndicales, est aujourd'hui un des éléments sur lesquels nous devons accepter de débattre avec les organisations syndicales », a affirmé M. Delebarre, qui intervenait à l'occasion d'un colloque européen consacré à la lutte contre l'exclusion sociale.

« Je ne veux pas dire détruire [cet

héritage], a précisé le ministre de la ville. « Mais si on n'accepte pas la notion de partage du travail, a-t-il poursuivi, cela veut dire qu'on s'assoit sur son derrière, qu'on attend que la croissance nous ait amené le nombre suffisant d'emplois pour répondre à ceux qui n'en ont pas et que, pendant ce temps-là, ces derniers cliqueront ». Les personnalités politiques « ne sont pas les seules » à partager ce point de vue, a-t-il affirmé, il y a aussi nos partenaires syndicaux dans la convention qu'ils ont du travail et de l'emploi ». Cela demandera « une mutation intellectuelle considérable », a conclu M. Delebarre.

trop-plein d'Etats

ÉCONOMIE

Air Inter offre un billet gratuit aux victimes de la « nuit blanche » d'Orly

Les 1 700 passagers d'Air Inter qui ont été bloqués, au cours de la nuit du 17 au 18 mai, dans l'aéroport de Paris-Orly, à la suite d'une panne d'ordinateur du contrôle aérien, recevront de la compagnie aérienne un billet aller-retour en dédommagement (le Monde daté 19-20 mai).

Dans un communiqué, la direction d'Air Inter déclare qu'elle n'a aucune responsabilité dans cet incident, mais elle estime que ce geste s'imposait en raison de la « gêne intolérable » infligée aux passagers arrivés à destination le lendemain seulement.

La balle est désormais dans le camp des pouvoirs publics, qui ont ouvert une enquête. La question qui se pose à eux n'est pas tant de savoir « pourquoi l'un des quatre-vingts ordinateurs traitant les plans de vol a présenté une anomalie de fonctionnement, liée sans doute à une saturation d'une table dynamique », contraignant les contrôleurs aériens du centre d'Athis-Mons à travailler manuellement. Il

conviendrait plutôt de comprendre pourquoi le responsable de permanence de la navigation aérienne a refusé à Air Inter de faire décoller sept vols exceptionnellement après 23 h 30, heure du « couvre-feu » sur l'aéroport d'Orly.

Le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, a estimé, le 19 mai, au cours de l'émission « 7-sur-7 » de TF 1 : « Laisser des gens, comme ça, toute une nuit, sans leur donner beaucoup d'informations, fatigués, c'est difficilement admissible. » Elle a semblé prendre position dans le dilemme où s'étaient trouvées plongées les autorités de l'aviation civile, qui ont prêté à tort et à travers le sommeil des riverains de l'aéroport plutôt que d'expliquer à 1 700 passagers l'inconfort d'une nuit blanche sur les banquettes de l'aéronef. « Normalement, a-t-elle déclaré, il n'y a pas de décollage après minuit et demi, pour des raisons de bruit (en fait, 23 h 30), mais là, je crois qu'il aurait fallu assouplir le règlement. »

A. F.

Leader européen des services informatiques

Cap Gemini Sogeti s'organise pour résister à la crise

1990 restera pour Cap Gemini Sogeti l'année du « changement de dimension », a indiqué M. Serge Kampf, son président, en présentant les comptes et la stratégie de la firme de conseil et services informatiques. En l'espace de douze mois, le leader européen a vu ses effectifs augmenter de 40 % (de 13 500 à 19 000). Il a doublé sa position en Allemagne grâce à l'acquisition de SCS et il est devenu le numéro un du secteur en Grande-Bretagne en soufflant au nez du japonais CSK la firme Hoskys. Il a d'autre part élargi la gamme de ses services au conseil en management (consulting) et à la prise en charge complète de la gestion de l'informatique d'une entreprise (facilities management).

Commentant cette période de fort développement, M. Kampf a déclaré qu'« il a fallu en payer le prix », insistait sur le poids des charges financières dans un contexte de ralentissement global de l'activité. Le groupe a emprunté 2 milliards de francs auprès des banques pour financer l'acquisition d'Hoskys. En effet, Cap Gemini Sogeti n'a pu effectuer qu'un mois

d'avril 1991 l'augmentation de capital initialement prévue pour septembre 1990, mais longtemps reportée en raison du marasme boursier lié à la crise du Golfe. Le chiffre d'affaires a atteint 9,172 milliards de francs, enregistrant une hausse de 9 % à structure constante, inférieure à celle du marché. Si le bénéfice (625 millions de francs) a progressé de 18,7 %, la rentabilité s'est réduite (6,3 % en 1990 contre 7,4 % en 1989).

L'un des objectifs du groupe cette année est de « résister à la crise » tout en consolidant ses acquisitions. Tablant sur un chiffre d'affaires de 11 milliards de francs, Cap Gemini Sogeti devrait voir sa marge encore légèrement diminuer, revenant à 6 % en raison de la mauvaise conjoncture dans le secteur mais aussi du poids des frais financiers durant les quatre premiers mois. Cependant, le groupe entend rester le leader européen dans les services informatiques d'ici à la fin de la décennie et espère retrouver rapidement une rentabilité de 10 %.

D. G.

EN BREF

□ Nomination d'un ambassadeur du Canada pour la conservation des ressources de pêche. — M. Randolph Gheron a été nommé, le 17 mai, ambassadeur du Canada pour la conservation des ressources de pêche, chargé de « coordonner les efforts canadiens visant à mettre fin à la surpêche étrangère dans l'Atlantique nord-ouest », a indiqué un communiqué du secrétariat canadien aux affaires extérieures. M. Gheron « dirigera les efforts menés par le Canada en vue d'inciter la Communauté européenne à respecter pleinement les décisions de l'Organisation des pêches de l'Atlantique nord-ouest (OPANO) et d'encourager les pays non membres de cette organisation à cesser de pêcher dans cette zone fragile de l'Atlantique », précise le communiqué. — (AFP).

TOKYO, 20 mai ↓

Baisse

La Bourse de Tokyo s'est effondrée, lundi 20 mai, dans un marché sans affaires et en l'absence d'investisseurs. L'indice Nikkei a clôturé en baisse de 178,91 yens (-0,7 %) à 25 523,03 yens, après avoir cédé 1,2 % (303,97 yens) en cours de séance. Vendredi, le Nikkei avait gagné 181,87 yens. Quelque 80 millions de titres ont changé de mains contre 140 millions vendredi matin et 280 millions durant toute la séance. Le Topix a perdu 10,85 points à 1 542,55. Il avait gagné 5,96 points vendredi.

Le Monde ÉDITIONS

Les mutations de l'économie mondiale 1975-1991

par le Service économique du Monde et Alain Gélédan

COMMUNICATION

Avec une progression de son chiffre d'affaires de 15 % en 1990

CEP Communication paré pour une conjoncture incertaine

Le groupe CEP communication a connu une progression parallèle (+ 15 %) de son résultat net (436 millions de francs) et de son chiffre d'affaires consolidés (5,366 milliards de francs) lors de l'exercice 1990. Une « année de transition » selon son PDG, M. Christian Bregou, qui lui permet d'affronter la période la plus incertaine qu'il s'ouvre, avec un ralentissement d'activité plus marqué dans la presse que dans l'édition, sensible depuis l'automne et poursuivi au premier trimestre 1991.

La progression de 1990 est toutefois contrastée entre la branche information du groupe (presse professionnelle et Salons, + 22 % grâce à une forte croissance externe en France et à l'étranger) et la branche édition (+ 10 %), c'est-à-dire le Groupe de la Cité, que la CEP

contrôle à parité avec Alstet-Alsthom. En intégrant en cours d'année les éditions Robert Laffont, le Groupe de la Cité est néanmoins devenu, selon M. Christian Bregou, « le premier éditeur en France », avec un chiffre d'affaires de 5,692 milliards de francs.

A moyen terme, le Groupe de la Cité compte rénover son outil de distribution et son parc immobilier et se développer en interne à l'étranger, une nouvelle structure internationale ayant été créée dans ce but.

Peu endetté, le groupe CEP devrait pour sa part doubler en 1991 l'activité de sa branche Salons grâce à de nombreux rachats récents. Sa branche presse (55 millions d'exemplaires par an) a lancé huit nouvelles publications et en a renouvelé dix-sept autres en 1990.

TF 1 relance Eurosport

La chaîne sportive européenne Eurosport reprendra ses émissions mercredi 22 mai, TF 1 en étant l'opérateur. Lancée en 1989 par un consortium de dix-sept chaînes publiques de l'UER (Union européenne de radiodiffusion) et le groupe de M. Rupert Murdoch, Eurosport avait interrompu ses émissions le 5 mai.

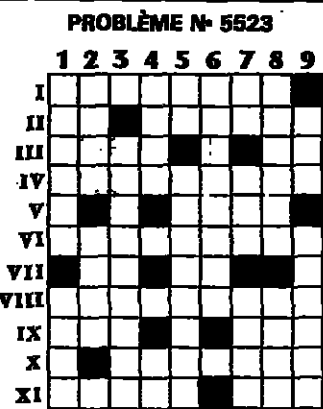
Le montage juridique élaboré pour servir les intérêts de M. Murdoch avait en effet été condamné par la Commission européenne, au nom de l'égalité d'accès aux programmes sportifs. Ayant pris ses assurances auprès de la Commission, TF 1 s'est résolue à tenter l'aventure, après avoir discuté avec d'autres chaînes

europpéennes (le Monde des 12-13 mai). Le programme d'Eurosport nouvelle manière sera élaboré à Paris et diffusé en trois langues (anglais, allemand, néerlandais).

Eurosport est en effet destinée aux réseaux câblés, qu'elle desservira désormais grâce au satellite Eutelsat 2-F1. Elle touche 60 millions d'abonnés.

Chaîne thématique, Eurosport permet à TF 1 de sortir de sa « monoculture » de chaînes généralistes françaises. En France, comme sur le marché européen, elle devra affronter la concurrence de TV-Sport/Screen Sport, une chaîne en quatre langues à laquelle participent W.H. Smith, la Générale des Eaux, et Canal Plus.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

1. Prouve que, la nuit, on n'est pas à l'abri du bécot. — II. Quand on tombe dessus, ça peut faire mal. Un vieux oiseau. — III. Grands ouverts pour dévorer. Un métal dur. — IV. Des façons d'agir très administratives. — V. Une rappe. — VI. On est seul quand les nous échaoussent. — VII. On se réjouit quand on arrive au bout. N'est pas un sapin. — VIII. Des ornements au poil. — IX. Partie serrée. Un point sur le bécot. — X. Puce qu'on peut trouver dans un lit. — XI. Lu comme par un débutant. Prise d'un pêcheur en Méditerranée.

VERTICALEMENT

1. Sont parfois pleins de ronces. La hausse des cours. — 2. Théâtre de bouffe. Pour révéler. — 3. S'inscrivent à tout ce qui est cité. — 4. Il y en a une cent on peut dire que c'est une vraie professionnelle. Un métal léger. — 5. Vieille ville. Si on la frappe, c'est pour avoir un bon souvenir. — 6. On y trouve des palmiers. — 7. Branché. Blanc, en sortant d'une cuvette. Ne font pas de cadeaux. — 8. Qu'on a peut-être en poche. Se laisse aller. — 9. Vers coupés. Sa livrer à une certaine agitation.

Solution du problème n° 5522

Horizontalement
I. Paupières. Pompe. — II. Oustave. Luxur. — III. Do. Starlette. — IV. Occase. Seau. Or. — V. Liant. Tenir. Pin. — VI. Oasien. Ras. Vela. — VII. Giffres. Sec. — VIII. Érie. Gérer. — IX. Etrille. Aphone. — X. Se. Bravoure. — XI. Monts. Lépisme. XII. Ode. Noctive. Ira. — XIII. Ut. Slip. — XIV. Affection. Caléo. — XV. Lissier. Indiers.

Verticalement
1. Podologue. Moral. — 2. Associa. Trot. Fil. — 3. Ut. Casier. Nerfs. — 4. Pépiniériste. Es. — 5. In. Stériles. loi. — 6. Esse. Neel. Té. — 7. Rft. Ebouir. — 8. Evasser. Recto. — 9. Sérénade. Api. Ni. — 10. Lais. Ravive. — 11. Fleur. Dépose. Cd. — 12. Out. Rhum. Sal. — 13. Métrope. Oreille. — 14. Puérile. Ne. Rien. — 15. Ers. Nacre. Tape.

GUY BROUTY

« L'Humanité » prépare une édition quotidienne pour le Val-de-Marne

L'Humanité lancera en octobre une édition quotidienne consacrée au Val-de-Marne. La création de ce supplément a été décidée en décembre dernier au 27^e congrès du PCF « pour, avait-il été dit, riposter à nos adversaires et rétablir la vérité, pour soutenir les élus et pour élaborer, expliquer et donner vie à nos objectifs ».

L'édition du Val-de-Marne, département dont M. Georges Marchais est un des élus, comprendra quatre pages en semaine et huit le samedi, et sera encartée dans le cahier central. Actuellement, L'Humanité vend 5 000 exemplaires dans le Val-de-Marne.

Pour équilibrer le surcoût de l'édition locale, il faudra doubler les ventes. Pour la fédération du Parti communiste du Val-de-Marne le pari est possible d'ici un an et demi ; en attendant, elle s'engage à compenser le déficit du journal.

L'Humanité a déjà deux éditions régionales : en Rhône-Alpes et en Midi-Pyrénées. Le projet d'une édition en Ile-de-France a été abandonné. La solution départementale pourrait en revanche être reprise en Ile-de-France ou ailleurs. L'actuel hebdomadaire communiste départemental Les Nouvelles du Val-de-Marne, édité par la fédération, cessera quand paraîtra l'édition Val-de-Marne de L'Humanité.

L'agence du quotidien sera d'ailleurs installée dans ses locaux à Ivry. Mais la rédaction des Nouvelles, qui comprend six journalistes à plein temps et deux maquettistes, ignore quel sera son sort.

FRANCIS GOUGE

CORRESPONDANCES

Le cardinal Lustiger et l'Action catholique

Nous avons reçu la lettre suivante du Père Alain de la Morandais, curé de Notre-Dame du travail, à Paris :

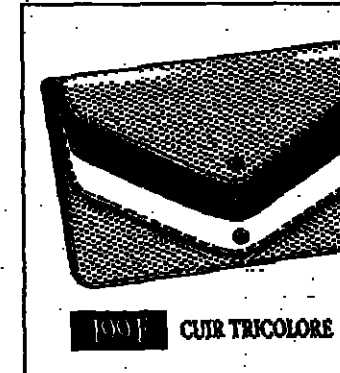
Dans le Monde du 29 mars, Laurent Greilsamer et Daniel Schneidermann, ayant rédigé un long article-bilan sur le cardinal Lustiger, prêtent à ce dernier, s'adressant à moi, des propos dont je revendique toute la responsabilité. En effet, dans la petite phrase réductrice : « C'est un quartier pourri, bousillé par l'Action catholique », qui annonce ma mission sur Plaisance-Nord (quatorzième arrondissement), la première partie faisait allusion à l'état de démolition immobilière de cette zone (squatts, dealers, insécurité générale en 1983), et non à la mise en cause d'une pastorale quelconque ; quant à la seconde partie réductrice de la phrase « assassine », je la prends complètement à charge, en tant qu'historien, sur la foi de nombreux témoignages locaux.

M. Blandone et la douane

Nous avons reçu de M. Bernard Gaudillière, ancien directeur général des douanes, la lettre suivante :

Le Monde a publié, dans ses éditions datées 5-6 mai, un article évoquant l'interpellation de M. Jean-Dominique Blandone au poste frontière de Ferney-Voltaire, en octobre 1984. Votre collaborateur s'interroge sur les suites données à cette affaire. Je puis à ce sujet apporter quelques précisions.

Sur la base du procès-verbal de constatation dressé à Ferney-Voltaire, j'ai prescrit une enquête à la Direction nationale des enquêtes douanières. M. Blandone a été interrogé sur les versements bancaires mentionnés par les documents saisis. Il a fourni justification de la régularité de ses avoirs vis à vis de la législation des changes, que la Direction générale des douanes avait la mission d'appliquer.



CARNET

Décès

— M^{me} Danuta Jacobson, Robert Jacobson, André, Marlene et Margaux Jacobson, Marek, Aldona, Mielanie et Olivia Jacobson, M^{me} et M. H. Beck et leurs enfants, M^{me} Halina Pietrusiewicz, Les familles Smigajowski, Zadouri, Marotto et Budziewicz. Ainsi que les familles parentes et alliées en Pologne et aux États-Unis, ont la grande douleur de faire part du décès, survenu à Paris, le 13 mai 1991, de

M. Tadeusz JACOBSON,

leur très cher époux, père, beau-père, grand-père, frère, beau-frère, oncle, enlevé à leur tendre affection dans sa soixante-douzième année.

L'absoute sera donnée en la chapelle des Rois, rue des Rois, le vendredi 24 mai, à 9 h 30.

L'inhumation suivra au cimetière de Châtelaire, chemin Furet (Genève, Suisse).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} veuve Merabet, Ses enfants, Et ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur cher fils, frère, oncle et beau-frère,

Issam Youssef MERABET, ingénieur-chercheur EDF, ancien élève de l'École polytechnique, Paris, ancien élève de l'École des ponts et chaussées, Paris, survenu à Paris, le 13 mai 1991.

L'inhumation a eu lieu à Alger, le 18 mai, à 13 heures.

« Que Dieu Tout-Puissant accorde au défunt sa Sainte Miséricorde. »

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue Tinged, Hydra, Alger.

— M. Pierre Messmer, son épouse, M. et M^{me} Guy Messmer, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} René Brousse, leurs enfants et petits-enfants, ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux, nièces, petits-neveux et petites-nièces,

M^{me} Michèle Duprez et son fils Georges, M^{me} Madeleine Aubry-Ritz et ses enfants, M. Georges Ritz, M. Jacques Normand, M. et M^{me} Robert Messmer et leurs enfants, ses cousins, cousines, petits-cousins et petites-cousines,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Pierre MESSMER, née Gilberte Duprez, survenu le 15 mai 1991, à Neuilly-sur-Seine.

Le service religieux, suivi de l'inhumation au cimetière ancien de Saint-Gildas-de-Rhuys (Morbihan), a eu lieu dans l'intimité familiale.

(Le Monde daté 19-20 mai.)

— L'Amicale des déportés de Mauthausen a la grande tristesse de faire part du décès de l'épouse de son secrétaire général,

M^{me} Renée VALLEY, dite Poma.

La levée du corps aura lieu mercredi 22 mai, à 15 h 30, 22, rue Bruant, Paris-13^e, suivie de l'inhumation à 16 heures, au cimetière du Kremlin-Bicêtre (métro Porte d'Italie).

Anniversaires

— Le 21 mai 1983, disparaissait :

Laurent CATTIER.

Il allait avoir vingt et un ans.

Que tous ceux qui l'ont connu pensent à lui.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-05-29-94
Tarif : la ligne R.T.
Toutes rubriques : 32 F
Abonnés et actionnaires : 80 F
Commentaires divers : 95 F
Thèses éditoriales : 50 F

11, FAUBOURG ST-HONORÉ 8°

12, RUE TRONCHET 8°

41, RUE DU FOUR 6°

74, RUE DE PASSY 16°

TOUR MONTMARTRE 15°

PARLY 2

LYON 85, RUE DU PÔLE D'HERRIOT

LA BAGAGERIE

CORÉE DU SUD : les manifestations étudiantes

L'immolation par le feu de contestataires suscite plus d'effroi que de sympathie

Deux cent mille manifestants se sont violemment heurtés à la police dans plusieurs villes de Corée du Sud au cours du week-end. Cinquante mille policiers avaient été mobilisés et certaines unités de l'armée placées en état d'alerte. Deux personnes se sont immolées par le feu, ce qui porte à huit le nombre de ces suicides depuis le 26 avril, date de la mort d'un étudiant battu par la police.

TOKYO

de notre correspondant

Ces manifestations marquaient le onzième anniversaire de l'insurrection de Kwangju, qui, réprimée par les parachutistes, fit plusieurs centaines de victimes. Pas plus que les précédentes, elles n'ont suscité de soutien populaire, contrairement à ce qui s'était produit en 1987. Excepté à Kwangju, ville de 800 000 habitants, fief de l'opposition, la population est restée à l'écart.

Dimanche 19 mai, dans la ville martyre, 15 000 manifestants se sont battus au corps à corps avec la police au cours des funérailles d'un étudiant. Les combats se sont prolongés dans la nuit. Ces funérailles devaient clore symboliquement la période de protestation étudiante qui a commencé le 26 avril.

Samedi, un chauffeur d'autobus de Kwangju s'était immolé par le feu en signe de protestation. Grève, incendie, il a survécu. En revanche, à Séoul, une jeune femme qui avait également mis le feu à ses vêtements est décédée. Elle avait laissé un message : « Arrêtez la dictature militaire ». A Kwangju, la première étudiante qui s'était immolée depuis le 26 avril est, elle aussi, morte dimanche.

Ces immolations par le feu ont suscité dans la population plus d'effroi que de sympathie pour les contestataires. Contrairement au Japon, la Corée ne considère pas la mort volontaire comme un acte d'honneur. Marquée par le confucianisme, qui fait du corps un héritage des ancêtres dont on ne doit en aucun cas disposer à sa guise, la Corée n'a pas de tradition de suicide politique.

Un esthétisme de la mort

La première immolation par le feu fut celle, en 1970, d'un jeune ouvrier travaillant dans un petit atelier du marché de Tong-Dae-Mun à Séoul, univers alors digne de descriptions à la Dickens. Chun Tae-il, qui voulait protester ainsi contre les conditions de travail, devint un héros du monde ouvrier. Il s'était apparemment inspiré du sacrifice des moines bouddhistes vietnamiens du temps de Ngo Dinh Diem. Selon une organisation chrétienne, il y a eu par la suite vingt-cinq immolations analogues.

Après trois ans de démocratisation, certes incomplète mais néanmoins substantielle par rapport au passé, ces torches vivantes témoignent d'un malaise social profond.

mais elles n'ont pas mobilisé l'opinion. L'extrémisme des étudiants a tendu au contraire à donner des arguments à ceux qui y voient une manipulation par des agents provocateurs du Nord.

Il semble plutôt que les étudiants radicaux, qui pensent incarner la conscience nationale (le Monde du 15 mai), soient surtout en quête d'une cause. Conscients qu'ils n'ont plus l'effet entraînant qui fut le leur en 1987 et que, finalement, il n'y a guère d'autres possibilités que le système actuel, ils sont conduits à des actes désespérés. Plus la cause à défendre est vague et plus émotionnels deviennent les moyens de la défendre. Signe révélateur du malaise qui règne dans le monde contestataire, le poète Kim Chi-ha, grande figure de la lutte contre la répression du temps de Park Chung-hee et qui fut emprisonné de longues années, a récemment dénoncé le « côté morbide » de l'aspiration au martyre des étudiants.

Le gouvernement a adopté une fermeté contre les abus des forces de l'ordre qui contraste avec le passé : les policiers qui ont tué l'étudiant à coups de barre de fer sont poursuivis pour meurtre, le ministre de l'Intérieur a été limogé, et il est possible qu'au cours de cette semaine, le premier ministre, M. Ro Jai-bong, subisse le même sort.

Les autorités ont surtout manifesté leur modération en tenant l'armée à l'écart. Depuis son arrivée au pouvoir, le président Roh Tae-woo a placé les militaires à la périphérie du jeu politique, et beaucoup lui reconnaissent ce mérite. Dans le passé, des manifestations de cette ampleur auraient entraîné la proclamation de la loi martiale.

L'armée reste néanmoins une force politique importante et, si la situation dégénère, il n'est pas exclu qu'elle revienne sur le devant de la scène. Cette menace latente est l'un des facteurs qui expliquent que la majorité de la population, notamment à Séoul, ne soutienne pas les étudiants. Il reste que si le gouvernement ne tire pas les leçons du vent de contestation qui souffle sur la Corée du Sud, la crise risque de se prolonger.

PHILIPPE PONS

SOMALIE

Les populations du Nord vont se doter d'un gouvernement indépendant

Principal mouvement de guérilla du Nord, le mouvement national somalien (SNM), réuni en congrès à Bursao, a finalement accepté, vendredi 17 mai, de se plier aux exigences de la récente conférence des chefs des « tribus du Nord », favorable à la formation d'un gouvernement indépendant. La décision du SNM, qui donne ainsi son feu vert officiel aux thèses sécessionnistes, a été confirmée, samedi, par le président du mouvement, M. Abdirahman Ahmed Ali.

Ce dernier a indiqué que le nouveau gouvernement de la Somalie du Nord dirigerait le « pays » pendant deux ans, jusqu'à l'organisation d'élections libres. Saluant, sur les ondes de Radio Somalie, cette « journée historique », M. Ahmed Ali a ajouté que la formation d'un tel gouvernement « n'est pas le résultat de la haine pour le Sud », mais qu'il vise, au contraire, à ce que « les deux gouvernements aient des relations fraternelles et coopératives ».

En rompant ainsi les amarres avec le Sud, anciennement colonisé par les Italiens, les nordistes de l'ex-Somaliland britannique remettent spectaculairement en question le traité d'union, conclu par Rome et Londres, et qui avait conduit à la formation de la République de Somalie, le 1^{er} juillet 1960. L'annonce de cette sécession, outre qu'elle représente un humiliant camouflet pour le gouvernement « sudiste » de Mogadiscio, constitue une première dans l'histoire du continent : jamais, jusqu'à ce jour, les frontières établies à l'époque coloniale n'avaient été brutalement dénoncées. En jouant la carte du « fait accompli », la direction du SNM prend un gros risque politique. Celui de se voir désavouer par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) aussi bien que par les capitales occidentales.

Le choix des anciens maquisards nordistes — qui furent les premiers

à s'armer contre le régime président Syad Barre, au début des années 80 — relève, à l'évidence, de la provocation. Il a toutefois l'avantage de mettre en lumière l'embarras d'un Occident qui, d'un côté, se dit prêt à apporter son aide aux victimes de la famine et de la guerre, et, de l'autre, se plaint de n'avoir, pour se faire, aucun interlocuteur valable et légitime avec qui travailler.

Les premiers à réagir à l'annonce de la sécession nordiste ont été les représentants du clan sudiste des Hawiye. Dans un communiqué, qui nous est parvenu de Londres samedi après-midi, le porte-parole du Congrès pour une Somalie unifiée (CSU) estime que la décision « destructrice » du SNM constitue une violation des récents accords conclus entre les deux mouvements, lesquels étaient convenus de « se consulter et de coopérer » dès lors que « l'unité nationale » était en jeu. En conséquence, la « déclaration d'indépendance » du Nord ne peut être acceptée par « le peuple somali », conclut le communiqué. Malgré ce ton catégorique, on voit mal comment pourra se traduire, dans les faits, ce « refus » des sudistes.

CATHERINE SIMON

URSS : le Parlement a adopté le projet de loi sur l'émigration. — Le Soviet suprême (Parlement) d'URSS a adopté lundi 20 mai dans son ensemble le projet de loi sur l'entrée et la sortie d'URSS, qui libéralise la procédure permettant aux Soviétiques de voyager ou d'émigrer à l'étranger. Les députés ont ensuite entamé le vote du texte article par article. Le vote de ce projet de loi, très contesté par les conservateurs, avait été reporté à trois reprises en dix-huit mois. — (Tass.)

Raid israélien contre la base d'une milice libanaise

Jérusalem s'inquiète vivement de la conclusion du traité entre Beyrouth et Damas

L'agence de presse syrienne SANA a annoncé, dimanche 19 mai, que le gouvernement de Damas a approuvé, samedi, à l'unanimité, le projet de traité « fraternité, coopération et coordination », adopté jeudi par le gouvernement libanais (le Monde du 17 mai). Dénonçant les « agressions israéliennes », le premier ministre libanais, M. Omar Karamé, a accusé Israël de vouloir « faire échouer le processus de paix au Liban, surtout après l'adoption du traité ».

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Cofacidence ou avertissement ? Vingt-quatre heures après avoir dénoncé le traité syro-libanais, Israël a lancé un raid contre une base d'une milice chiite au sud du Liban.

La conclusion de ce traité a suscité des commentaires alarmistes

de la part des dirigeants israéliens. Ils y voient un début d'annexion pure et simple du Liban par la Syrie qui y maintient toujours quelque 40 000 hommes et ils redoutent une modification de l'équilibre des forces régional.

« Cela présente des risques pour Israël, c'est un processus dangereux », a déclaré M. Moshe Arens, ministre de la défense, qui a ajouté : « Alors que l'attention de l'opinion mondiale était tout occupée par la crise du Golfe et alors que la Syrie prenait sa place dans la coalition anti-Saddam Hussein, ce même pays commençait discrètement à avaler le Liban et à le transformer en protectorat syrien. » Il y a quelques jours, le quotidien américain The Washington Times, qui dispose souvent d'informations émanant de milieux proches des services de renseignement, assurait que l'Etat hébreu, inquiet de l'évolution de la situation à sa frontière nord, préparait une opération de grande ampleur au sud du Liban.

Au lendemain des déclarations de M. Arens, l'aviation israélienne a lancé, samedi 18 mai, un raid

contre une base du mouvement chiite Amal (allié des Syriens), près de la ville de Tyr. Selon des informations en provenance du Liban, un dirigeant d'Amal et deux responsables de mouvements palestiniens qui se trouvaient dans l'immeuble bombardé ont été tués. Le même jour, un hélicoptère de l'armée israélienne a déposé au sud du Liban quatre nationalistes palestiniens, originaires de la bande de Gaza, récemment condamnés au banissement. Accusés « d'activités violentes », les quatre hommes, tous militants du Fath, le mouvement de M. Yasser Arafat, avaient épuisé les voies de recours à leur disposition. Débarqués à la limite nord de la « zone de sécurité » contrôlée par Israël au Liban sud, ils ont été pris en charge par l'armée libanaise.

Leur expulsion porte à 67 le nombre de militants nationalistes palestiniens à avoir fait l'objet d'une mesure de banissement depuis le début de l'intifada, en décembre 1987.

ALAIN FRACHON

Recevant M. Mubarak

Le président syrien accuse Israël d'entraver les efforts de paix dans la région

Le président syrien Hafez El Assad a vivement critiqué Israël dimanche 19 mai, tout en affirmant que « s'il n'y avait pas d'Israël, nous n'aurions pas engagé des entretiens » sur la crise du Proche-Orient. Dans une déclaration faite avant le départ de Damas du président égyptien Hosni Mubarak, qui venait de s'entretenir avec lui des efforts de paix dans la région, M. Assad a estimé qu'Israël « refuse la paix et demande aux Arabes d'accepter le fait accompli, qui est contraire à la légalité internationale ».

« L'obstacle vient des Israéliens. Quant aux Palestiniens, personne n'a encore discuté avec eux », a ajouté le chef de l'Etat syrien, qui s'adressait aux journalistes accompagnant M. Mubarak. Le président syrien a également souligné que « la non-application des résolutions des Nations unies constitue une rébellion contre la légalité internationale, et [que] le monde doit faire face, avec les moyens qu'il faut, à cette rébellion ». « Les Israéliens placent les entraves. Ils ont posé une série de « non » sur la voie du processus de paix, disent non à la restitution des terres à leurs propriétaires, non à l'ONU, non à la participation de

l'Europe à la conférence de paix, non aux droits des Palestiniens, et d'autres non que le monde connaît désormais », a-t-il encore dit.

La visite de quelques heures à Damas du président égyptien faisait suite à celle, la veille, du roi Hussein de Jordanie, venu, semble-t-il, tenter de coordonner les positions du monde arabe vis-à-vis du processus de paix, deux jours après le départ de la région du secrétaire d'Etat américain, M. James Baker. Après avoir rencontré le président Assad, le souverain hachémite s'était déclaré confiant, affirmant qu'une certaine coordination se poursuivait pour parvenir à une position arabe compatible avec les initiatives américaines et soviétiques.

Dimanche le président égyptien s'est également rendu en Libye. Au cours d'une conférence de presse conjointe, le colonel Kadhafi, critiquant le recours à une force étrangère pour assurer la sécurité dans la région, a déclaré : « Nous avons à peine accepté la participation de forces étrangères à la libération du Koweït, et il fallait que ces forces quittent la région aussitôt après » la fin des opérations militaires. Le président Mubarak a regagné Le Caire dimanche soir. — (AFP)

IRAK

L'accord annoncé entre les Kurdes et Bagdad n'est toujours pas signé

La plupart des diplomates en poste à Bagdad ont estimé que les chefs rebelles kurdes semblent avoir quelque peu surestimé l'ampleur des progrès réalisés avec le gouvernement de M. Saddam Hussein pour aboutir à un accord de principe sur la démocratie en Irak.

« Mon impression est qu'ils parviendront à signer un accord, mais qu'il reste encore du chemin à parcourir », a confié l'un de ces diplomates, dimanche 19 mai. Les deux parties ont sans doute exagéré les progrès pour la communauté internationale et pour afficher leur bonne volonté. Mais je suis persuadé qu'elles réussiront à s'entendre. C'est dans leur intérêt ».

Samedi, le chef kurde Massoud Barzani, qui mène les négociations depuis onze jours, avait annoncé que les pourparlers avaient abouti à un accord de principe sur la tenue d'élections libres et l'instauration d'un système multipartite en Irak. Le président du Parti démocratique kurde (PDK) avait cependant ajouté que le plan ne serait pas formellement entériné tant que la question de Kirkouk, ville pétrolière revendiquée par les deux parties, ne serait pas réglée.

Par le biais d'un accord durable, le président Saddam Hussein espère hâter le départ des troupes alliées déployées dans le nord de l'Irak pour protéger les réfugiés kurdes. Il cherche aussi une levée, au moins partielle, des sanctions internationales prises à l'encontre de Bagdad.

Les rebelles kurdes disent, quant à eux, vouloir saisir « une chance en or » de mettre fin à vingt ans de luttes sanglantes avec le pouvoir irakien. L'alliance du Front du Kurdistan irakien, que représente M. Massoud Barzani, a, semble-t-il, fait des concessions et ne réclame plus que l'accord soit assorti d'une garantie internationale. — (Reuters)

Un soldat français tué dans un accident de la route en Turquie. — Un soldat français a été tué, samedi 18 mai, dans un accident de la route dans le sud-est de la Turquie. Le brigadier-chef Pascal Couci, vingt-six ans, participait au ravitaillement des unités françaises qui prêtent assistance aux réfugiés kurdes. Il conduisait un camion-citerne qui s'est renversé dans un fossé et a pris feu. — (AFP)

Mgr Gaillot a rendu visite à M. Arafat

Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux, s'est rendu mercredi 15 et jeudi 16 mai à Tunis, invité par le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, un mois après avoir baptisé, dans sa cathédrale, à Evreux, les deux enfants protestants de M. Ibrahim Souss, représentant de l'OLP à Paris.

« Yasser Arafat m'a fait part de sa vive préoccupation, a déclaré Mgr Gaillot à l'AFP, concernant la judaïsation croissante de Jérusalem, durablement ressentie par les Palestiniens, qui ont non seulement de plus en plus de mal à demeurer dans la Ville sainte, mais rencontrent également des difficultés croissantes pour émigrer ».

[Ce n'est pas la première fois que Mgr Gaillot se rend à Tunis pour rencontrer M. Arafat. Il l'avait déjà fait en juin 1987. Les prises de position pro-palestiniennes de l'évêque d'Evreux sont connues, mais on pouvait attendre d'un docteur de la foi davantage de rigueur théologique. Baptiser des enfants protestants, quand on est prêtre catholique, qui plus est dans sa cathédrale d'Evreux, et l'inscrire sur les registres de l'Eglise catholique, c'est sans doute pas inavoué, mais c'est une étonnante sur le plan théologique. — H. T.]

KOWEÏT

Premières condamnations pour « collaboration » avec l'occupant

Un tribunal d'exception koweïtien a condamné, dimanche 19 mai, à des peines allant de trois ans et demi à quinze ans de prison, six prévenus accusés de « collaboration » avec les forces d'occupation irakiennes : quatre autres ont été acquittés, a annoncé l'agence koweïtienne KUNA.

Cinq des six condamnés sont de nationalité irakienne et ce sont eux qui se sont vu infliger les peines les plus lourdes : quinze ans d'emprisonnement pour l'un, jugé coupable d'avoir porté un tee-shirt à l'effigie de M. Saddam Hussein. Un Jordanien a été condamné à cinq ans de prison. Un Égyptien et trois autres Jordaniens ont été relaxés.

L'audience était suivie par un observateur du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Les avocats de la défense se sont plaints de ne pas avoir eu le temps de préparer le dossier de leurs clients. Plus de 200 personnes soupçonnées d'avoir collaboré doivent encore passer en jugement dans les prochaines semaines.

D'autre part, le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, a confirmé samedi que les États-Unis maintiendront une brigade blindée de 3 700 hommes au Koweït jusqu'au 1^{er} septembre afin de donner le temps à l'émirat de reconstituer son armée. — (AFP, Reuters)

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a soixante ans, l'Exposition coloniale..... 2

ÉTRANGER

L'intégrisme en Tunisie
La presse gouvernementale dénonce un complot..... 3

L'information en Afrique
Expulsion du correspondant de l'AFP à Abidjan..... 3

POLITIQUE

Les déclarations de M^{me} Cresson
Les déclarations du premier ministre sur TF1, de M. Mauroy à Europe 1, de M. Fabius au Journal du dimanche et de M. Léotard à RMC..... 5 et 6

Le rendez-vous de Solothurn
M. Mitterrand (presque) fidèle à sa tradition..... 6

SOCIÉTÉ

La FCPE au bord de la faillite
La première association de parents d'élèves ébranlée par une crise financière..... 7

Les demi-finales du championnat de France de rugby
Victoires de Bègles-Bordeaux et du Stade toulousain..... 8

Le Festival de Cannes
Le Pas suspendu de la cigogne, de Theo Angelopoulos ; Barton Fink, des frères Coen..... 9

CHAMPS ÉCONOMIQUES

● Bolivie : des barons aux banquiers ● Bibliographie : « Le Monde du vingt et unième siècle », de Robert Fossart ● La chronique de Paul Fabre : « Destructrice obsession japonaise »..... 11 à 12

ÉCONOMIE

Agitation en Espagne
Une semaine de manifestations dans le secteur public..... 13

Services

Abonnements..... 2
Carnet..... 14
Loto..... 2
Météorologie..... 15
Mots croisés..... 14
Télévision..... 15
Spectacles..... 10

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 19-20 mai 1991 a été tiré à 468 982 exemplaires.

صكبات الامم المتحدة